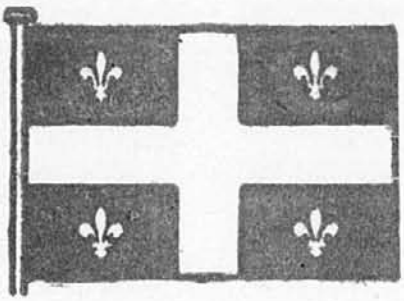

Drapeau de la province de Québec adopté par la Loi concernant le drapeau officiel de la province (14 Geo. VI, ch. 3)
Flag of the Province of Quebec adopted by the Act respecting the Official Flag of the Province (14 Geo. VI, Ch. 3)

Gazette officielle de Québec

(PUBLIÉE PAR LE GOUVERNEMENT DE LA PROVINCE)

Quebec Official Gazette

(PUBLISHED BY THE PROVINCIAL GOVERNMENT)

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, SAMEDI 27 juin 1959

RÉCEPTION DES ANNONCES

Avis est par les présentes donné que l'ultime délai pour la réception de toute annonce, pour publication dans la *Gazette officielle de Québec*, est fixé à midi, le mercredi de chaque semaine, durant les mois de juillet et août 1959.

Québec, le 20 juin 1959.

L'Imprimeur de la Reine,
50831-25-11-o RÉDEMPTI PARADIS.

AVIS AUX INTÉRESSÉS

Règlements

1° Adresser toute correspondance à: l'Imprimeur de la Reine, Québec.

2° Transmettre l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est transmise dans une seule langue, la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3° Spécifier le nombre d'insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous. Cependant, exception est faite lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. L'intéressé doit alors acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, June 27th, 1959

RECEIPT OF ADVERTISING COPIES

Notice is hereby given that the ultimate delay for receiving any advertising copy, for publication in the *Quebec Official Gazette*, is fixed to noon on Wednesday of each week, during the months of July and August, 1959.

Quebec, June 20th, 1959.

RÉDEMPTI PARADIS,
50831-25-11-o Queen's Printer.

NOTICE TO INTERESTED PARTIES

Rules

1. Address all communications to: The Queen's Printer, Quebec.

2. Transmit advertising copy in the two official languages. When same is transmitted in one language only, the translation will be made at the cost of the interested parties, according to official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Cash payment is exacted for advertising copy before publication, according to the rates hereinbelow set forth. Exception being made when the said advertising copy is to be published several times. The interested party shall then pay upon reception of his account and before the second insertion: otherwise this last insertion

Autorisé comme envoi postal de la deuxième classe, Ministère des Postes, Ottawa, Canada.

Authorized by the Canada Post Office, Ottawa, as second class mailable matter.

préjudice des droits de l'Imprimeur de la Reine qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en plus.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

6° Toute remise doit être faite à l'ordre de l'Imprimeur de la Reine, par chèque visé, par mandat de banque ou mandat-poste.

7° La *Gazette officielle de Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime délai pour la réception des avis, documents ou annonces, pour publication, expire à midi, le jeudi à condition que l'un des trois derniers jours de la semaine ne soit pas un jour férié. Dans ce dernier cas, l'ultime délai expire à midi, le mercredi. Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Imprimeur de la Reine a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toutes demandes d'annulation ou toutes remises d'argent sont soumises aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en avertir l'Imprimeur de la Reine, avant la seconde insertion, et ce afin d'éviter, de part et d'autre des frais onéreux de reprise.

Tarif des Annonces: Abonnements, etc.

Première insertion: 15 cents la ligne *agate*, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 266 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 5 cents la ligne *agate* pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: 50 cents des 100 mots.

Exemplaire séparé: 30 cents chacun.

Feuilles volantes: $1 la douzaine.

Abonnement: $7 par année.

N. B.— Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre réfère à notre numéro d'ordre; le deuxième à celui de l'édition de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième à celui du nombre d'insertions, et la lettre "o" signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur de la Reine,
RÉDEMPTI PARADIS.

Hôtel du Gouvernement. Québec, 27 juin 1940.
41502 — 1-52 -o

will be suspended without further notice and without prejudice as regards the rights of the Queen's Printer, who refunds, in all cases, over payment, if any.

5. Subscriptions, sale of documents, etc., are strictly payable in advance.

6. Remittance must be made to the order of the Queen's Printer, by accepted cheque, by bank or postal money order.

7. The *Quebec Official Gazette* is published every Saturday morning; but the final delay for receiving notices, documents or advertising copy, for publication, expires at noon on Thursday, provided that none of the three last days of the week be a holiday. In the latter case, the ultimate delay expires at noon on Wednesday. Notices, documents or advertising copy not received on time, will be published in a subsequent edition. Moreover the Queen's Printer is entitled to delay the publication of certain documents, due to their length or for reasons of administration.

8. Any demands for cancellation or any remittances of money are subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, the interested parties are requested to advise the Queen's Printer before the second insertion, so as to avoid, for both parties, onerous costs of republishing.

Advertising, Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 15 cents per agate line, for each version, (14 lines to the inch, namely 266 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 5 cents per agate line, for each version.

Tabular matter (list of names, figures, etc.) at double rate.

Translation: 50 cents per 100 words.

Single copies: 30 cents each.

Slips: $1. per dozen.

Subscriptions: $7 per year.

N. B.— The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first figure refers to our document number; the second to that of the edition of the *Gazette* for the first insertion; the third the number of insertions, and the letter "o" signifies that the copy was neither our composition nor our translation. Notice published but once are followed only by our document number.

RÉDEMPTI PARADIS,
Queen's Printer.

Government House. Quebec, June 27th, 1940.
41502 — 1-52-o

Lettres patentes

(P.G. 12427-59)

A B C Builders Supply Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-quatre avril 1959, constituant en corporation: Édouard Tannage, Gérard Hébert, avocats, et Juliette Quesnel, secrétaire, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de matériaux de construction, sous le nom de "A B C Builders Supply Ltd.", avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions de $100 chacune.

Letters Patent

(A.G. 12427-59)

A B C Builders Supply Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fourth day of April, 1959, incorporating: Édouard Tannage, Gérard Hébert, advocates, and Juliette Quesnel, secretary, all of Montreal, for the following purposes:

To deal in building materials, under the name of "A B C Builders Supply Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 shares of $100 each.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-quatre avril 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
50866-o P. FRENETTE.

(P.G. 10813-59)

Algol Realty Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-sept mars 1959, constituant en corporation: Jacob Friedman, marchand, Baruch Wertzberger et Leon A. Vessely, agents, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de terrains, développement et construction, sous le nom de "Algol Realty Limited", avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires et 2,000 actions privilégiées, toutes de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 1231 ouest, rue Ste-Catherine, suite 215, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-sept mars 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
50866 P. FRENETTE.

(P.G. 12579-59)

Ambulance Métropole Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du premier mai 1959, constituant en corporation: Émile Mecteau, officier de douanes, Fernand Dupras, contremaître, tous deux de Montréal-Nord, et Georges Trudeau, commis de bureau, de Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter un service d'ambulances, sous le non de "Ambulance Métropole Ltée", avec un capital total de $25,000, divisé en 2,500 actions de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 11192, rue Lamoureux, Montréal-Nord, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le premier mai 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
50866-o P. FRENETTE.

(P.G. 10855-59)

Argenteuil Plumbing & Heating Company Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt mars 1959, constituant en corporation: André-Jean Miron, Douglas Gordon Kettyle, plombiers et John René Poulson, peintre, tous de Lachute, pour les objets suivants:

Transiger les affaires d'entrepreneurs en plomberie, chauffage et réfrigération, sous le nom de "Argenteuil Plumbing & Heating Company Limited", avec un capital total de $50,000, divisé en 500 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Lachute, district judiciaire de Terrebonne.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt mars 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
50866 P. FRENETTE.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fourth day of April, 1959.

P. FRENETTE,
50866 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10813-59)

Algol Realty Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventeenth day of March, 1959, incorporating: Jacob Friedman, merchant, Baruch Wertzberger and Leon A. Vessely, agents, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a land, development and construction company, under the name of "Algol Realty Limited", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares and 2,000 preferred shares all of $10 each.

The head office of the company will be at 1231 St. Catherine Street West, Suite 215, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of March, 1959.

P. FRENETTE,
50866-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12579-59)

Ambulance Métropole Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the first day of May, 1959, incorporating: Émile Mecteau, custums officer, Fernand Dupras, foreman, both of Montreal-North, and Georges Trudeau, office clerk, of Montreal, for the following purposes:

Operate an ambulance service, under the name of "Ambulance Métropole Ltée", with a total capital stock of $25,000, divided into 2,500 shares of $10 each.

The head office of the company will be at 11192 Lamoureux Street, Montreal-North, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this first day of May, 1959.

P. FRENETTE,
50866 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10855-59)

Argenteuil Plumbing & Heating Company Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twentieth day of March, 1959, incorporating: André-Jean Miron, Douglas Gordon Kettyle, plumbers, and John René Poulson, painter, all of Lachute, for the following purposes:

To carry on the business of plumbing, heating and refrigeration contractors, under the name of "Argenteuil Plumbing & Heating Company Limited", with a total capital stock of $50,000, divided into 500 shares of $100 each.

The head office of the company will be at Lachute, judicial district of Terrebonne.

Dated at the office of the Attorney General, this twentieth day of March, 1959.

P. FRENETTE,
50866-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 11487-59)

Altantic Felt Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du premier avril 1959, constituant en corporation: Maynard B. Golt, avocat, Marlène Lacroix et Anna Mikula, secrétaires, célibataires, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Confectionner, acheter et vendre du feutre et produits d'icelui, piqués, textiles et produits d'iceux de toutes sortes et descriptions, sous le nom de "Atlantic Felt Inc.", avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune et 200 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le premier avril 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
50866 P. FRENETTE.

(A.G. 11487-59)

Altantic Felt Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the first day of April, 1959, incorporating: Maynard B. Golt, advocate, Marlène Lacroix and Anna Mikula, secretaries, spinsters, all of Montreal, for the following purposes:

To manufacture, buy and sell felt and felt products, quilting, textiles and textile products of every manner and description, under the name of "Atlantic Felt Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 200 common shares of a par value of $100 each and 200 preferred shares of a par value of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this first day of April, 1959.

P. FRENETTE,
50866-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 11968-59)

Avlon Construction Co. Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trois avril 1959, constituant en corporation: John Alper, Ernest Swirsky, marchands, Philip Shapiro, entrepreneur, et Harry Jacob Erdrich, avocat, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie d'immeubles, développement et construction, sous le nom de "Avlon Construction Co. Inc.", avec un capital total de $10,000, divisé en 500 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et 500 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 5304 avenue du Parc, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trois avril 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
50866 P. FRENETTE.

(A.G. 11968-59)

Avlon Construction Co. Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of April, 1959, incorporating: John Alper, Ernest Swirsky, merchants, Philip Shapiro, contractor, and Harry Jacob Erdrich, advocate, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate, development and construction company, under the name of "Avlon Construction Co. Inc.", with a total capital stock of $10,000, divided into 500 common shares of a par value of $10 each and 500 preferred shares of a par value of $10 each.

The head office of the company will be at 5304 Park Avenue, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this third day of April, 1959.

P. FRENETTE,
50866-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 11475-59)

Bareli Realty Company

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du douze mars 1959, constituant en corporation: Isidore M. Bobrove, Edward H. Bernfeld, et Jack B. Bobrove, tous avocats, de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie d'immeubles et construction, sous le nom de "Bareli Realty Company", avec un capital total de $40,000, divisé en 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune et 300 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le douze mars 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
50866 P. FRENETTE.

(A.G. 11475-59)

Bareli Realty Company

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of March, 1959, incorporating: Isidore M. Bobrove, Edward H. Bernfeld and Jack B. Bobrove, all advocates, of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a realty and construction company, under the name of "Bareli Realty Company", with a total capital stock of $40,000, divided into 100 common shares of a par value of $100 each and 300 preferred shares of a par value of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of March, 1959.

P. FRENETTE,
50866-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 11824-59)

Bastogne Investment Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-six mars 1959, constituant en corporation: John Herschorn, avocat, Patricia Hyland, secrétaire, célibataire, et Jack Gruman, dentiste, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer un commerce général d'immeubles dans toutes ses diverses spécialités, sous le nom de "Bastogne Investment Corp.", avec un capital total de $20,000, divisé en 5,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et 15,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 4114 ouest, rue Ste-Catherine, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-six mars 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,

50866 P. FRENETTE.

(A.G. 11824-59)

Bastogne Investment Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-sixth day of March, 1959, incorporating: John Herschorn, Attorney, Patricia Hyland, Secretary, spinster, and Jack Gruman, dentist, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on generally the real estate business in all its various phases, under the name of "Bastogne Investment Corp.", with a total capital stock of $20,000, divided into 5,000 common shares of a par value of $1 each and 15,000 preferred shares of a par value of $1 each.

The head office of the company will be at 4114 St. Catherine Street West, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, twenty-sixth this day of March, 1959.

P. FRENETTE,

50866-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 11126-59)

Beloff Brothers Flooring & Tile Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du deux avril 1959, constituant en corporation: Sam Beloff, Harry Ben Beloff, entrepreneurs-parqueteurs, Henry Beloff entrepreneur-couvreur, tous trois de Montréal, et Harry N. Beloff, fabricant, de la ville de Hampstead, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de parquetage et posage de tuiles de toutes sortes et descriptions, sous le nom de "Beloff Brothers Flooring & Tile Limited", avec un capital total de $40,000, divisé en 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et 3,900 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le deux avril 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,

50866 P. FRENETTE.

(A.G. 11126-59)

Beloff Brothers Flooring & Tile Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the second day of April, 1959, incorporating: Sam Beloff, Harry Ben Beloff, flooring contractors, Henry Beloff, roofing contractor, all three of Montreal, and Harry N. Beloff, manufacturer, of the town of Hampstead, for the following purposes:

To carry on the business of installation of flooring and tiling of every kind and description, under the name of "Beloff Brothers Flooring & Tile Limited", with a total capital stock of $40,000, divided into 100 common shares of a par value of $10 each and 3,900 preferred shares of a par value of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this second day of April, 1959.

P. FRENETTE,

50866-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 12010-59)

Better Building Construction Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du sept avril 1959, constituant en corporation: Abraham Shuster, avocat, Nathaniel Liebman, notaire, et Carl Rosen, étudiant en droit, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'entrepreneurs généraux, sous le nom de "Better Building Construction Ltd.", avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $10 chacune et 3,600 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le sept avril 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,

50866 P. FRENETTE.

(A.G. 12010-59)

Better Building Construction Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of April, 1959, incorporating: Abraham Shuster, advocate, Nathaniel Liebman, notary, and Carl Rosen, law student, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of general contractors, under the name of "Better Building Construction Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $10 each and 3,600 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of April, 1959.

P. FRENETTE,

50866-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 11495-59)

Better Living Apartments Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du neuf avril 1959, constituant en corporation: Abraham Shuster, avocat, Nathaniel Liebman, notaire, et Carl Rosen, étudiant en droit, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie d'immeubles, développement et construction, sous le nom de "Better Living Apartments Inc.", avec un capital total de $40,000, divisé en 500 actions ordinaires de $10 chacune et 3,500 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le neuf avril 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,

50866 P. FRENETTE.

(A.G. 11495-59)

Better Living Apartments Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the ninth day of April, 1959, incorporating: Abraham Shuster, advocate, Nathaniel Liebman, notary, and Carl Rosen, student-at-law, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate, development and construction company, under the name of "Better Living Apartments Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 500 common shares of $10 each and 3,500 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this ninth day of April, 1959.

P. FRENETTE,

50866-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 12580-59)

Bijouterie John Nagy Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du premier mai 1959, constituant en corporation: Paul Gélinas, avocat, Claire Loiseau, secrétaire, et Pâquerette Bourret Beaudoin, secrétaire, épouse judiciairement séparée de corps et de biens de J.-Noël Beaudoin, tous de Sainte-Agathe-des-Monts, pour les objets suivants:

Faire affaires comme bijoutiers, orfèvres et horlogers, sous le nom de "Bijouterie John Nagy Ltée", avec un capital total de $20,000, divisé en 200 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Sainte-Agathe-des-Monts, district judiciaire de Terrebonne.

Daté du bureau du Procureur général, le premier mai 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,

50866-o P. FRENETTE.

(A.G. 12580-59)

Bijouterie John Nagy Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the first day of May, 1959, incorporating: Paul Gélinas, advacte, Claire Loiseau, secretary, and Pâquerette Bourret Beaudoin, secretary, wife judicially separate as to bed and board of J.-Noël Beaudoin, all of Sainte-Agathe-des-Monts, for the following purposes:

To carry on business as jewellers, goldsmiths and clock-makers, under the name of "Bijouterie John Nagy Ltée", with a total capital stock of $20,000, divided into 200 shares of $100 each.

The head office of the company will be at Sainte-Agathe-des-Monts, judicial district of Terrebonne.

Dated at the office of the Attorney General, this first day of May, 1959.

P. FRENETTE,

50866 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 12740-59)

Biron & Poirier Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du six mai 1959, constituant en corporation: Jude Gratton, comptable, Françoise Dallaire, secrétaire, Claire Chalifoux, dactylographe, Michèle Déziel, sténodactylographe, toutes trois célibataires majeures, tous quatre de Montréal, et Jean-B. Fortier, comptable, de Westmount, pour les objets suivants:

Exercer les opérations d'une compagnie de portefeuille ("holding"), sous le nom de "Biron & Poirier Inc.", avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le six mai 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,

50866-o P. FRENETTE.

(A.G. 12740-59)

Biron & Poirier Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of May, 1959, incorporating: Jude Gratton, accountant, Françoise Dallaire, secretary, Claire Chalifoux, typist, Michèle Déziel, steno-typist, all three spinsters of full age of majority, all four of Montreal, and Jean-B. Fortier, accountant, of Westmount, for the following purposes:

To carry out the operations of a holding company, under the name of "Biron & Poirier Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixth day of May, 1959.

P. FRENETTE,

50866 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 12678-59)

Blondin Automobiles Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du cinq mai 1959, constituant en corporation: Léo Blondin, Dame Ferdinand Blondin, veuve, tous deux garagistes, et Mlle Léonne Blondin, ménagère, tous de Montréal-Nord, pour les objets suivants:

Exploiter le commerce d'automobiles, réparations, pièces de rechange, huiles et de gazoline en gros et en détail, sous le nom de "Blondin Automobiles Limitée", avec un capital total de $100,000, divisé en 750 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune et en 2,500 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 3722, boulevard Gouin, est, Montréal-Nord, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le cinq mai 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
50866-o P. FRENETTE.

(A.G. 12678-59)

Blondin Automobiles Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of May, 1959, incorporating: Léo Blondin, Dame Ferdinand Blondin, widow, both garage-keepers, and Miss Léonne Blondin, housewife, all of Montreal-North, for the following purposes:

To operate a business dealing in automobiles, repairs, repair parts, oils and gasoline wholesale and retail, under the name of "Blondin Automobiles Limitée", with a total capital stock of $100,000, divided into 750 common shares of a par value of $100 each, and into 2,500 preferred shares of a par value of $10 each.

The head office of the company will be at 3722 Gouin Boulevard, East, Montreal-North, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of May, 1959.

P. FRENETTE,
50866 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 11640-59)

Breuvages G. et M. Limitée
G. and M. Soft Drinks Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trois avril 1959, constituant en corporation: Clifford George Meek, Guy Ambrose Miller, teneurs de livres, et John Lawrence McCrory, commis en Loi, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de fabricants, embouteilleurs et distributeurs de breuvages non-alcooliques de toutes sortes, sous le nom de "Breuvages G. et M. Limitée — G. and M. Soft Drinks Limited", avec un capital total de $1,000, divisé en 100 actions d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Sherbrooke, district judiciaire de Saint François.

Daté du bureau du Procureur général, le trois avril 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
50866 P. FRENETTE.

(A.G. 11640-59)

Breuvages G. et M. Limitée
G. and M. Soft Drinks Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of April, 1959, incorporating: Clifford George Meek, Guy Ambrose Miller, Bookkeepers, and John Lawrence McCrory, Law Clerk, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of manufacturers, bottlers and distributors of non-alcoholic beverages of all kinds, under the name of "Breuvages G. et M. Limitée — G. and M. Soft Drinks Limited", with a total capital stock of $1,000, divided into 100 shares of a par value of $10 each.

The head office of the company will be at Sherbrooke, judicial district of Saint Francis.

Dated at the office of the Attorney General, this third day of April, 1959.

P. FRENETTE,
50866-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 11345-59)

Castle Investment Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du six mars 1959, constituant en corporation: Michael Wayne, vendeur, George Wallace, gérant, et Howard Mann, agent, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de placements, sous le nom de "Castle Investment Corporation", avec un capital total $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le six mars 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
50866 P. FRENETTE.

(A.G. 11345-59)

Castle Investment Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of March, 1959, incorporating: Michael Wayne, Salesman, George Wallace, Manager, and Howard Mann, Agent, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company, under the name of "Castle Investment Corporation", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixth day of March, 1959.

P. FRENETTE,
50866-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 12750-59)

Centre de Loisirs de Ste Agathe des Monts Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatorze mai 1959, constituant en corporation sans capital-actions: Fernand Ladouceur, courtier d'assurances, Guy Godard, avocat, et Guy Piché, commerçant, tous de Ste-Agathe-des-Monts, pour les objets suivants:

Organiser, orienter, faciliter, encadrer, promouvoir les loisirs en commun de la population de la région de Ste-Agathe-des-Monts et des environs, sous le nom de "Centre de Loisirs de Ste Agathe des Monts Inc.".

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder est de $350,000.

Le siège social de la corporation sera à Sainte-Agathe-des-Monts, district judiciaire de Terrebonne.

Daté du bureau du Procureur général, le quatorze mai 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,

50866-o P. FRENETTE.

(A.G. 12750-59)

Centre de Loisirs de Ste Agathe des Monts Inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of May 1959, to incorporate as a corporation without share capital: Fernand Ladouceur, insurance broker, Guy Godard, advocate, and Guy Piché, dealer, all of Ste. Agathe-des-Monts, for the following purposes:

To organize, guide, facilitate, introduce, promote recreational activities in common for the population of the region of Ste. Agathe-des-Monts and in the vinity thereof, under the name of "Centre de Loisirs de Ste Agathe des Monts Inc.".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is $350,000.

The head office of the corporation will be at Sainte-Agathe-des-Monts, judicial district of Terrebonne.

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of May 1959.

P. FRENETTE,

50866 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 11815-59)

Champlain Propane Gas Corporation
La Corporation de Gaz Propane Champlain

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du premier avril 1959, constituant en corporation: Pierre Dessaulles, avocat, Audrey Agar, secrétaire, fille majeure, tous deux de Montréal et Bernard Ranger, avocat, de Pointe Claire, pour les objets suivants:

Exercer aucun ou plusieurs des commerces qui consistent à faire des recherches, produire, négocier, transporter, emmagasiner, distribuer et manufacturer du pétrole, huiles carboniques, gaz, minerais et autres substances minérales et les produits, sous-produits ou dérivés d'iceux, sous le nom de "Champlain Propane Gas Corporation — La Corporation de Gaz Propane Champlain", avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le premier avril 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,

50866 P. FRENETTE.

(A.G. 11815-59)

Champlain Propane Gas Corporation
La Corporation de Gaz Propane Champlain

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the first day of April, 1959, incorporating: Pierre Dessaulles, advocate, Audrey Agar, secretary, spinster, both of Montreal, and Bernard Ranger, advocate, of Pointe Claire, for the following purposes:

To carry on any one or more of the businesses of prospecting for, producing, dealing in, transporting, storing, distributing and manufacturing petroleum, carbon oils, gases, ores and other mineral substances, and the products, by-products or derivatives thereof, under the name of "Champlain Propane Gas Corporation — La Corporation de Gaz Propane Champlain", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this first day of April, 1959.

P. FRENETTE,

50866-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 11759-59)

Charles Alarie Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patantes, en date du trente avril 1959, constituant en corporation: Charles Alarie, commerçant, Bertrand Blanchette, gérant, et Paul Trudel, comptable, tous de La Sarre, Abitibi, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'automobiles et autres véhicules et faire affaires comme garagistes, sous le nom de "Charles Alarie Ltée", avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions communes de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à La Sarre, district judiciaire d'Abitibi.

(A.G. 11759-59)

Charles Alarie Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of April 1959, incorporating: Charles Alarie, dealer, Bertrand Blanchette, manager, and Paul Trudel, accountant, all of La Sarre, Abitibi, for the following purposes:

To deal in automobiles and other vehicles, and carry on business as garage-keepers, under the name of "Charles Alarie Ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company will be at La Sarre, judicial district of Abitibi.

Daté du bureau du Procureur général, le trente avril 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
50866-o P. FRENETTE.

(P.G. 11858-59)

Conrad Heating Company

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du deux avril 1959, constituant en corporation: Abraham Jacob Rosenstein, avocat, Earl Kruger, notaire, tous deux de Montréal, et Wilford James Conrad, distributeur, de Greenfield Park, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'entrepreneurs en plomberie, chauffage, refrigération, sous le nom de "Conrad Heating Company", avec un capital total de $10,000, divisé en 500 actions ordinaires de $10 chacune et 500 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 995 ouest, rue Notre-Dame, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le deux avril 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
50866 P. FRENETTE.

(P.G. 12404-59)

D.C.L. Construction Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-quatre avril 1959, constituant en corporation: Gérard Lapointe, Régent Gagnon, Berchmans Chénard, comptables agréés, Paul-Yvan Marquis, notaire, et Marcelle B. Marquis, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Paul-Yvan Marquis, tous de Rivière-du-Loup, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de constructeurs et d'entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de "D.C.L. Construction Ltée", avec un capital total de $50,000, divisé en 500 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Rivière-du-Loup, district judiciaire de Kamouraska.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-quatre avril 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
50866-o P. FRENETTE.

(P.G. 11862-59)

Denelco Investment Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du deux avril 1959, constituant en corporation: Lionel Denenberg, Eli Yaffe, tous deux fabricants, de Ville Mont-Royal, et Harry Cohen, marchand, de Montréal, pour les objets suivants:

Agir comme une corporation de portefeuille et de placements, sous le nom de "Denelco Investment Corp.", avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $1 chacune et 3,600 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le deux avril 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
50866 P. FRENETTE.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of April, 1959.

P. FRENETTE,
50866 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11858-59)

Conrad Heating Company

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the second day of April, 1959, incorporating: Abraham Jacob Rosenstein, advocate, Earl Kruger, notary, both of Montreal, and Wilford James Conrad, distributor, of Greenfield Park, for the following purposes:

To carry on the business of plumbing, heating and refrigeration contractors, under the name of "Conrad Heating Company", with a total capital stock of $10,000, divided into 500 common shares of $10 each and 500 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at 995 Notre-Dame Street West, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this second day of April, 1959.

P. FRENETTE,
50866-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12404-59)

D.C.L. Construction Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fourth day of April, 1959, incorporaing: Gérard Lapointe, Régent Gagnon, Berchmans Chénard, chartered accountant, Paul-Yvan Marquis, notary, and Marcelle B. Marquis, housewife, wife contractually separate as to property of the said Paul-Yvan Marquis, all of Rivière-du-Loup, for the following purposes:

To carry on business as builders and general building contractors under the name of "D.C.L. Construction Ltée", with a total capital stock of $50,000, divided into 500 shares of $100 each.

The head office of the company will be at Rivière-du-Loup, judicial district of Kamouraska.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fourth day of April, 1959.

P. FRENETTE,
50866 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11862-59)

Denelco Investment Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the second day of April, 1959, incorporating: Lionel Denenberg, Eli Yaffe, both manufacturers, of the Town of Mount Royal, and Harry Cohen, merchant, of Montreal, for the following purposes:

To act as a holding and investment corporation, under the name of "Denelco Investment Corp.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $1 each and 3,600 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this second day of April, 1959.

P. FRENETTE,
50866-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 11474-59)

Dorchester Woollens Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du douze mars 1959, constituant en corporation: Samuel Leon Mendelsohn, conseil en loi de la Reine, de Westmount, Leo Rosentzveig et William Levitt, de Montréal, tous avocats, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de confectionneurs et marchands d'articles vestimentaires de toutes sortes et descriptions, tissus textiles et toutes sortes de tissus et produits d'iceux, sous le nom de "Dorchester Woollens Ltd.", avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le douze mars 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,

50866 P. FRENETTE.

(A.G. 11474-59)

Dorchester Woollens Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of March, 1959, incorporating: Samuel Leon Mendelsohn, Queen's Counsel, of Westmount, Leo Rosentzveig and William Levitt, of Montreal, all advocates, for the following purposes:

To carry on the business of manufacturers and dealers of wearing apparel of all kinds and description, textile fabrics and all kinds of fabrics and fabric products, under the name of "Dorchester Woollens Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of March, 1959.

P. FRENETTE,

50866-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 11666-59)

Elliott Investments Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt mars 1959, constituant en corporation: Avram Harold Garmaise, comptable agréé, Mortimer Dolman et Philip Borrow, notaires, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de placements, sous le nom de "Elliott Investments Inc.", avec un capital total de $10,000, divisé en 1,000 actions de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 4765 avenue Meridian, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt mars 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,

50866 P. FRENETTE.

(A.G. 11666-59)

Elliott Investments Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twentieth day of March, 1959, incorporating: Avram Harold Garmaise, chartered accountant, Mortimer Dolman and Philip Borrow, notaties, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company, under the name of "Elliott Investments Inc.", with a total capital stock of $10,000, divided into 1,000 shares of $10 each.

The head office of the company will be at 4765 Meridian Avenue, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twentieth day of March, 1959.

P. FRENETTE,

50866-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 11532-59)

Esco Realties Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du seize mars 1959, constituant en corporation: Melvin Salmon, Moses Moscovitch et Irving L. Adessky, tous avocats, de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de terrains, développement et construction, sous le nom de "Esco Realties Inc.", avec un capital total de $5,000, divisé en 5,000 actions ordinaires de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 5165 ouest rue Sherbrooke chambre 303, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le seize mars 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,

50866 P. FRENETTE.

(A.G. 11532-59)

Esco Realties Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixteenth day of March, 1959, incorporating: Melvin Salmon, Moses Moscovitch and Irving L. Adesky, all advocates, of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a land, development and construction company, under the name of "Esco Realties Inc.", with a total capital stock of $5,000, divided into 5,000 common shares of $1 each.

The head office of the company will be at 5165 Sherbrooke Street west, Room 303, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of March, 1959.

P. FRENETTE,

50866-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 11773-59)

Franklin Woodwork Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du premier avril 1959, constituant en corporation: Samuel Chait, Maxwell Shenker, avocats, John Hamilton, secrétaire, tous trois de Montréal et Harry L. Aronovitch, avocat, de Côte St-Luc, pour les objets suivants:

Exploiter un atelier de menuiserie et exercer le commerce d'entrepreneurs généraux, sous le nom de "Franklin Woodwork Inc.", avec un capital total de $40,000 divisé en 300 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune et 100 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 4535 avenue Hôtel de Ville, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le premier avril 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
50866 P. FRENETTE.

(A.G. 11773-59)

Franklin Woodwork Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the first day of April, 1959, incorporating: Samuel Chait, Maxwell Shenker, advocates, John Hamilton, secretary, all three of Montreal, and Harry L. Aronovitch, Advocate, of Côte St. Luc, for the following purposes:

To operate a woodworking shop and to carry on the business of general contractors, under the name of "Franklin Woodwork Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 300 common shares of a par value of $100 each and 100 preferred shares of a par value of $100 each.

The head office of the company will be at 4535 City Hall, Avenue Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this first day of April, 1959.

P. FRENETTE,
50866-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 12420-59)

Gagnon Frères "Exécutif" Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-quatre avril 1959, constituant en corporation: Raymond Gagnon, Robert Gagnon et Cyr Blackburn, commerçants, de Chicoutimi, pour les objets suivants:

Tenir, moyennant un pourcentage à être fixé chaque année, la comptabilité pour un groupe de magasins et ouvrir un compte de banque central pour le paiement des factures desdits magasins, sous le nom de "Gagnon Frères "Exécutif" Ltée", avec un capital total de $3,000, divisé en 30 actions communes de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Chicoutimi, district judiciaire dd Chicoutimi.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-quatre avril 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
50866-o P. FRENETTE.

(A.G. 12420-59)

Gagnon Frères "Exécutif" Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fourth day of April, 1959, incorporating: Raymond Gagnon, Robert Gagnon and Cyr Blackburn, dealers, of Chicoutimi, for the following purposes:

To keep the books, at a percentage to be fixed each year, for a group of stores and open a central bank accountant for the payment of the invoices of said stores, under the name of "Gagnon Frères "Exécutif" Ltée", with a total capital stock of $3,000, divided into 30 common shares of $100 each.

The head office of the company will be at Chicoutimi, judicial district of Chicoutimi.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fourth day of April, 1959.

P. FRENETTE,
50866 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 12424-59)

Garage International Sept Iles Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-quatre avril 1959, constituant en corporation: Yves-A. Rioux, notaire, Paul Simard, gérant, et Madeleine Morissette, secrétaire, fille majeure, tous de Sept-Iles, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'automobiles et autres véhicules et faire affaires comme garagistes, sous le nom de "Garage International Sept Iles Inc.", avec un capital divisé en 400 actions sans valeur au pair ou nominale, et le montant avec lequel la compagnie commencera ses opérations est de $2,000.

Le siège social de la compagnie sera à Sept-Iles, district judiciaire de Saguenay.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-quatre avril 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
50866-o P. FRENETTE.

(A.G. 12424-59)

Garage International Sept Iles Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fourth day of April, 1959, incorporating: Yves-A. Rioux, notary, Paul Simard, manager, and Madeleine Morissette, secretary, fille majeure, all of Sept-Iles, for the following purposes:

To deal in automobiles and other vehicles and carry on business as garage-keepers, under the name of "Garage International Sept Iles Inc.", with a capital stock divided into 400 shares without nominal or par value, and the amount with which the company shall commence its operations if $2,000.

The head office of the company will be at Sept-Iles, judicial district of Saguenay.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fourth day of April, 1959.

P. FRENETTE,
50866 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 12079-59)

Gepner Realties Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du huit avril 1959, constituant en corporation: Israel Gepner, agent d'immeubles, Shirley Simon, secrétaire, et Ellen Haggenmueller, commis, toutes deux filles majeures, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie d'immeubles sous le nom de "Gepner Realties Inc.", avec un capital total de $40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires de $1 chacune et 20,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 3116 avenue Brighton, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le huit avril 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,

50866 P. FRENETTE.

(A.G. 12079-59)

Gepner Realties Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of April, 1959, incorporating: Israel Gepner, Realtor, Shirley Simon, Secretary, and Ellen Haggenmueller, Clerk, both filles majeures, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate company, under the name of "Gepner Realties Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 20,000 common shares of $1 each and 20,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company will be at 3116 Brighton Avenue, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of April, 1959.

P. FRENETTE,

50866-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 11500-59)

Ger-Vin Construction Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du seize avril 1959, constituant en corporation: Gérard Potvin, entrepreneur, Pierrette Perreault Potvin, entrepreneur, épouse contractuellement séparée de biens dudit Gérard Potvin, tous deux de Laval-des-Rapides, et Thérèse Roy, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens d'André St-Charles, de Sault-au-Récollet, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de "Ger-Vin Construction Inc.", avec un capital total de $10,000, divisé en 10,000 actions de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 165 rue Sauriol, ouest, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le seize avril 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,

50866-o P. FRENETTE.

(A.G. 11500-59)

Ger-Vin Construction Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec bearing date the sixteenth day of April, 1959, incorporating: Gérard Potvin, contractor, Pierrette Perreault Potvin, contractor, wife contractually separate as to property of the said Gérard Potvin, both of Laval-des-Rapides, and Thérèse Roy, housewife, wife contractually separate as to property of André St-Charles, of Sault-au-Récollet, for the following purposes:

To carry on a business as general building contractors, under the name of "Ger-Vin Construction Inc.", with a total capital stock of $10,000, divided into 10,000 shares of $1 each.

The head office of the company will be at 165 Sauriol Street, West, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of April, 1959.

P. FRENETTE,

50866 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 11374-59)

Gibraltar Excavation & Construction Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du neuf mars 1959, constituant en corporation: Bernade Charette, Huguette Lessard et Pierrette Grenier, toutes secrétaires, célibataires, de Montréal, pour les objets suivants:

Gérer et exercer le commerce de constructeurs et entrepreneurs, sous le nom de "Gibraltar Excavation & Construction Co. Ltd.", avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune et 200 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à La Prairie, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le neuf mars 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,

50866 P. FRENETTE.

(A.G. 11374-59)

Gibraltar Excavation & Construction Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the ninth day of March, 1959, incorporating: Bernade Charette, Huguette Lessard and Pierrette Grenier, all secretaries, spinsters, of Montreal, for the following purposes:

To conduct and carry on the business of builders and contractors, under the name of "Gibraltar Excavation & Construction Co. Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 200 common shares of a par value of $100 each and 200 preferred shares of a par value of $100 each.

The head office of the company will be at La Prairie, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this ninth day of March, 1959.

P. FRENETTE,

50866-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 11867-59)

Glenguard Investment Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du deux avril 1959, constituant en corporation: Morton Bell, Arthur I. Bronstein, Alexander Popliger, tous trois avocats, et Vera Day, secrétaire, célibataire, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de placements, sous le nom de "Glenguard Investment Corp.", avec un capital total de $5,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et 400 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le deux avril 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,

50866 P. FRENETTE.

(A.G. 11867-59)

Glenguard Investment Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the second day of April, 1959, incorporating: Morton Bell, Arthur I. Bronstein, Alexander Popliger, all three advocates, and Vera Day, secretary, spinster, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as an investment company, under the name of "Glenguard Investment Corp.", with a total capital stock of $5,000, divided into 1,000 common shares of a par value of $1 each and 400 preferred shares of a par value of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this second day of April, 1959.

P. FRENETTE,

50866-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 12132-59)

Golfe Oxygène Ltée
(Gulf Oxygène Ltd.)

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-neuf avril 1959, constituant en corporation: Roland Bourbonnais, marchand, Mme Jacqueline Bilodeau Bourbonnais, ménagère, épouse séparée de biens dudit Roland Bourbonnais, et Jean-Paul Bellavance, voyageur, tous de Rimouski, pour les objets suivants:

Faire la vente d'oxygène, d'acétylène, d'azote, de cyclopropane et de tout autre gaz commercial, industriel ou médical, ainsi que la vente de tous les accessoires pouvant se rapporter à ce commerce, sous le nom de "Golfe Oxygène Ltée (Gulf Oxygène Ltd.)", avec un capital total de $20,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et en 1,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 362, rue St-Germain, Rimouski, district judiciaire de Rimouski.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-neuf avril 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,

50866-o P. FRENETTE.

(A.G. 12132-59)

Golfe Oxygène Ltée
(Gulf Oxygène Ltd.)

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-ninth day of April, 1959, incorporating: Roland Bourbonnais, merchant, Mrs. Jacqueline Bilodeau Bourbonnais, housewife, swife separate as to property of the said Roland Bourbonnais, and Jean-Paul Bellavance, traveller, all of Rimouski, for the following purposes:

To dell oxygen, acetylene, nitrogen, cyclopropane and any other commercial industrial or medical gas, as well as sell all accessories pertainning to such a business under the name of "Golfe Oxygène Ltée (Gulf Oxygène Ltd.)", with a total capital stock of $20,000, divided into 1,000 common shares of a par value of $10 each and into 1,000 preferred shares of a par value of $10 each.

The head office of the company will be at 362 St-Germain Street, Rimouski, judicial district of Rimouski.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-ninth day of April, 1959.

P. FRENETTE,

50866 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 11904-59)

Grandview Realties Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trente et un mars 1959, constituant en corporation: Seymour Machlovitch, Morris Chaikelson, tous deux avocats, de Montréal, et Miriam Goldenberg, secrétaire, épouse séparée de biens de Norman Goldenberg, de la ville Côte St-Luc, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie d'immeubles, développement et construction, sous le nom de "Grandview Realties Ltd.", avec un capital total de $20,000, divisé en 5,000 actions ordinaires de $1 chacune et 15,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 4661 avenu Van Horne, Montréal, district judiciaire de Montréal.

(A.G. 11904-59)

Grandview Realties Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirty-first day of March, 1959, incorporating: Seymour Machlovitch, Morris Chaikelson, both advocates, of Montreal, and Miriam Goldenberg, secretary, wife separate as to proprety of Norman Goldenberg, of the town of Côte St. Luc, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate, development and construction company, under the name of "Grandview Realties Ltd.", with a total capital stock of $20,000, divided into 5,000 common shares of $1 each and 15,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company will be at 4661 Van Horne Avenue, Montreal, judicial district of Montreal.

Daté du bureau du Procureur général, le trente et un mars 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
50866 P. FRENETTE.

(P.G. 11430-59)

Grynspan Caplan Construction Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du neuf mars 1959, constituant en corporation: Michael Drazner, Joseph Mendelson, avocats, et Abe Golden, enquêteur, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie d'immeubles, développement et construction, sous le nom de "Grynspan Caplan Construction Co. Ltd.", avec un capital total de $40,000, divisé en 100 actions ordinaires de $100 chacune et 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 6810 rue Wilderton, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le neuf mars 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
50866 P. FRENETTE.

(P.G. 12479-59)

Hôtel Cartier Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-sept avril 1959, constituant en corporation: Rolland Legendre, avocat, Yolande Jobidon et Louise Fortier, secrétaires, filles majeures, tous de Québec, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'hôtel, taverne, cabaret et restaurant, sous le nom de "Hôtel Cartier Inc.", avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions communes de $100 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Sept-Iles, district judiciaire de Saguenay.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-sept avril 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
50866-o P. FRENETTE.

(P.G. 11935-59)

Industrial Business Forms Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du deux avril 1959, constituant en corporation: Leo Rosentzveig, Stanley Taviss et William Levitt, tous avocats, de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce général comme imprimeurs, éditeurs, religeurs, lithographes, graveurs, stéréotypeurs, électrotypeurs, multigraphieurs, autocopistes, médailleurs, adresseurs et expéditeurs par la poste et autrement, celui de fabricants d'enveloppes et boîtes de carton, papetiers, manufacturiers, agents de publicité, vendeurs et marchands de fournitures de bureaux et autres, sous le nom de "Industrial Business Forms Ltd.", avec un capital total de $100,000, divisé en

Dated at the office of the Attorney General, this day thirty-first of March, 1959.

P. FRENETTE,
50866-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11430-59)

Grynspan Caplan Construction Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the ninth day of March, 1959, incorporating: Michael Drazner, Joseph Mendelson, advocates, and Abe Golden, investigator, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate, development and construction company, under the name of "Grynspan Caplan Construction Co. Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 100 common shares of $100 each and 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at 6810 Wilderton Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this ninth day of March, 1959.

P. FRENETTE,
50866-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12479-59)

Hôtel Cartier Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-seventh day of April, 1959, incorporating: Rolland Legendre, advocate, Yolande Jobidon and Louise Fortier, secretaries, spinsters, all of Quebec, for the following purposes:

To carry on a hotel, tavern, cabaret and restaurant business under the name of "Hôtel Cartier Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 200 common shares of $100 each and into 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Sept-Iles, judicial district of Saguenay.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of April, 1959.

P. FRENETTE,
50866 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11935-59)

Industrial Business Forms Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the second day of April, 1959, incorporating: Leo Rosentzveig, Stanley Taviss and William Levitt, all advocates, of Montreal, for the following purposes:

To carry on business generally as printers, publishers, bookbinders, lithographers, engravers, stereotypers, electrotypers, multigraphers, mimeographers, embossers, addressers and forwarders by mail and otherwise, cvelope and paper box makers, stationers, manufacturers, advertising agents in and vendors of and dealers in office and other supplies, under the name of "Industrial Business Forms Ltd.", with a total capital stock of $100,000, divided into 2,500

2,500 actions ordinaires $10 chacune de 7,500 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le deux avril 1959.

L'Assistant procureur général suppléant,
50866 P. FRENETTE.

(P.G. 11703-59)

Irving Sales Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-huit mars 1959, constituant en corporation: Norman Genser, de la ville de Hampstead, Sydney Phillips, de la ville Côte St-Luc, tous deux avocats, et Kathleen Hall, secrétaire, célibataire, de Montréal, pour les objets suivants:

Activer le commerce, acheter, vendre, exercer le négoce, annoncer, distribuer ou introduire toutes sortes de produits, articles et marchandises fabriqués en tout ou en partie de cuir, caoutchouc, métal, bois, papier, nylon, plastique, fourrure, textiles, verre, et sous-produits d'iceux, et importer, exporter, acheter, vendre et faire le commerce de mercerie, produits alimentaires, animaux, minéraux, pierres précieuses, liqueurs douces, livres et revues périodiques, peintures, travaux artistiques, produits chimiques, produits de la terre, de la mer et de la forêt, cosmétiques, produits de beauté, articles de toilette et parfums, sous le nom de "Irving Sales Corp.", avec un capital total de $40,000, divisé en 39,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $1 chacune et 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-huit mars 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
50866 P. FRENETTE.

(P.G. 12464-59)

Jalore Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-huit avril 1959, constituant en corporation: Louis Normand, rentier, de La Pointe-du-Lac, Jacques Normand, agent d'affaires, et Georges Normand, chirurgien, tous deux des Trois-Rivières, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'immeubles, sous le nom de "Jalore Limitée", avec un capital total de $12,000, divisé en 120 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera aux Trois-Rivières, district judiciaire des Trois-Rivières.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-huit avril 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
50866-o P. FRENETTE.

(P.G. 11748-59)

J. R. Séguin Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur ce la province de Québec des lettres patentes, en date

common shares of $10 each and 7,500 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this second day of April, 1959.

P. FRENETTE,
50866-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11703-59)

Irving Sales Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighteenth day of March, 1959, incorporating: Norman Genser, of the Town of Hampstead, Sydney Phillips, of the Town of Côte St. Luc, both advocates, and Kathleen Hall, secretary, spinster, of Montreal, for the following purposes:

To promote, buy, sell, deal in, advertise, distribute or introduce all kinds of products, articles and merchandise made, in whole or in part, of leather, rubber, metal, wood, paper, nylon, plastic, fur, textiles, glass, and by-products of same, and to import, export, buy, sell and deal in haberdashery, food products, animals, minerals, precious stones, soft drinks, books and periodicals, paintings, works of art, chemical products, land, sea and forest products, beauty products, cosmetics, toilet articles and perfumes, under the name of "Irving Sales Corp.", with a total capital stock of $40,000, divided into 39,000 preferred shares of a par value of $1 each and 1,000 common shares of a par value of $1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighteenth day of March, 1959.

P. FRENETTE,
50866-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12464-59)

Jalore Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-eighth day of April, 1959, incorporating: Louis Normand, annuitant, of La Pointe-du-Lac, Jacques Normand, business agent, and Georges Normand, surgeon, both of Trois-Rivières, for the following purposes:

To deal in immoveables, under the name of "Jalore Limitée", with a total capital stock of $12,000, divided into 120 common shares of $100 each.

The head office of the company will be at Trois-Rivières, judicial district of Trois-Rivières.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-eighth day of April, 1959.

P. FRENETTE,
50866 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11748-59)

J. R. Séguin Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth day

du quatre mai 1959, constituant en corporation: Guy Pager, Maurice-R. Marcotte et Bernard Paquin, tous avocats, de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer l'industrie d'entrepreneurs généraux, sous le nom de "J. R. Séguin Limitée", avec un capital total de $10,000, divisé en 1,000 actions de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quatre mai 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
50866-o P. FRENETTE.

(P.G. 12488-58)

Kent Street Development Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du deux avril 1959, constituant en corporation: Nathan Levitsky, Solomon Weber, avocats, et Carol Jones, sténographe, fille majeure, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Entreprendre le commerce d'immeubles, comme agents ou mandants et le commerce qui consiste à acheter, vendre et louer des immeubles à des fins de placements, sous le nom de "Kent Street Development Corp.", avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le deux avril 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
50866 P. FRENETTE.

(P.G. 10274-59)

L'Abord-à-Plouffe Community Association

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt mars 1959, constituant en corporation sans capital-actions: Arthur McGirr, inspecteur, Mme Dorothy Finigan, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens de William A. Finigan, et Jack A. McNicoll, contrôleur, tous de l'Abord-à-Plouffe, pour les objets suivants:

Promouvoir et encourager les activités récréatives, sociales et athlétiques parmi ses membres et aussi l'avancement et le bien-être des enfants de la communauté, sous le nom de "L'Abord-à-Plouffe Community Association".

Le montant auquel est limitée la valeur de la propriété immobilière que la corporation peut posséder est $75,000.

Le siège social de la corporation sera à L'Abord-à-Plouffe, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt mars 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
50866 P. FRENETTE.

(P.G. 12178-59)

Lafond & Bergeron Cie Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la

of May, 1959, incorporating: Guy Pager, Maurice-R. Marcotte and Bernard Paquin, all advocates, of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of general contractors, under the name of "J. R. Séguin Limitée", with a total capital stock of $10,000, divided into 1,000 shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourth day of May, 1959.

P. FRENETTE,
50866 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12488-58)

Kent Street Development Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the second day of April, 1959, incorporating: Nathan Levitsky, Solomon Weber, lawyers, and Carol Jones, stenographer, fille majeure, all of Montreal, for the following purposes:

To engage in the real estate business, as agents or principals and to engage in the purchase, sale and leasing of real estate for investment purposes, under the name of "Kent Street Development Corp.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this second day of April, 1959.

P. FRENETTE,
50866-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10274-59)

L'Abord-à-Plouffe Community Association

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twentieth day of March, 1959, to incorporate as a corporation without share capital: Arthur McGirr, inspector, Mrs. Dorothy Finigan, housewife, wife contractually separate as to property of William A. Finigan, and Jack A. McNicoll, comptroller, all of L'Abord-à-Plouffe, for the following purposes:

The promotion and encouragement of recreational, social and athletic activities among its members and also the promotion and welfare of the children of the community, under the name of "L'Abord-à-Plouffe Community Association".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may possess, is to be limited, is $75,000.

The head office of the corporation will be at L'Abord-à-Plouffe, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twentieth day of March, 1959.

P. FRENETTE,
50866-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12178-59)

Lafond & Bergeron Cie Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the

province de Québec des lettres patentes, en date du treize mai 1959, constituant en corporation: Claude Beauregard, Georges Beauregard et Henri Messier, tous notaires, de Montréal, pour les objets suivants:

L'Industrie et commerce de fer ornemental, sous le nom de "Lafond & Bergeron Cie Ltée", avec un capital total de $20,000, divisé en 200 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le treize mai 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
50866-o P. FRENETTE.

(P.G. 11608-59)

Lampron & Fils Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du treize mai 1959, constituant en corporation: Léandre Lampron, Paul Lampron et Jean Lampron, tous garagistes, de Templeton-Est, pour les objets suivants:

Fabriquer, réparer, acheter, vendre, importer, exporter, échanger et généralement faire le commerce d'automobiles, moteurs, machines et tous les accessoires et parties, sous le nom de "Lampron & Fils Ltée", avec un capital total de $100,000, divisé en 1,000 actions communes de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Templeton-Est, district judiciaire de Hull.

Daté du bureau du Procureur général, le treize mai 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
50866-o P. FRENETTE.

(P.G. 12576-59)

La Salle Gardens Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trente avril 1959, constituant en corporation: Anthime Bergeron, Guy Gilbert, Amédée Monet, avocats, Mlle Rita Levesque, assistante-comptable, et Mlle Suzanne Girard, secrétaire, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'immeubles, sous le nom de "La Salle Gardens Inc.", avec un capital total de $150,000, divisé en 1,000 actions communes de $100 chacune et en 1,000 actions privilégiées de $50 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trente avril 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
50866-o P. FRENETTE.

(P.G. 13473-58)

L'Association des Propriétaires du Nord de Montréal
North End of Montreal Home Owners Association

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du deux avril 1959, constituant en corporation sans capital-actions: Jean Charbonneau, compta-

Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of May, 1959, incorporating: Claude Beauregard, Georges Beauregard and Henri Messier, all notaries, of Montreal, for the following purposes:

To operate an industry and business dealing in ornamental ironwork under the name of "Lafond & Bergeron Cie Ltée", with a total capital stock of $20,000, divided into 200 shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of May, 1959.

P. FRENETTE,
50866 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11608-59)

Lampron & Fils Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of May 1959, incorporating: Léandre Lampron, Paul Lampron adn Jean Lampron, all garage-keepers, of Templeton-East, for the following purposes:

To manufacture, repair, buy, sell, import, export, exchange and generally deal in automobiles, engines, machines and all accessories and parts thereof, under the name of "Lampron & Fils Ltée", with a total capital stock of $100,000, divided into 1,000 common shares of $100 each.

The head office of the company will be at Templeton-East, judicial district of Hull.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of May 1959.

P. FRENETTE,
50866 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12576-59)

La Salle Gardens Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of April, 1959, incorporating: Anthime Bergeron, Guy Gilbert, Amédée Monet, advocates, Miss Rita Levesque, assistant-accountant, and Miss Suzanne Girard, secretary, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on a business dealing in real estate, under the name of "La Salle Gardens Inc.", with a total capital stock of $150,000, divided into 1,000 common shares of $100 each and into 1,000 preferred shares of $50 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of April, 1959.

P. FRENETTE,
50866 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13473-58)

L'Association des Propriétaires du Nord de Montréal
North End of Montreal Home Owners Association

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the second day of April, 1959, to incorporate as a corporation without share capital: Jean Charbonneau,

ble, V.-Gérard Beaudet, constructeur, et Claude Girard, notaire, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Rassembler en association les résidents du nord de l'Ile de Montréal; favoriser les intérêts culturels et sociaux de ses membres et encourager, protéger les intérêts desdits résidents, sous le nom de "L'Association des Propriétaires du Nord de Montréal — North End of Montreal Home Owners Association".

Le montant auquel est limitée la valeur de la propriété immobilière que la corporation peut posséder est $75,000.

Le siège social de la corporation sera 2175 rue Nicolas Perrot, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le deux avril 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
50866 P. FRENETTE.

(P.G. 11369-59)

Le Club de Golf de Berthier Inc.
The Berthier Golf and Country Club Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trente avril 1959, constituant en corporation: Guy Barrette, pharmacien, Claude Biron, Eugène Lafontaine, Henry J. Senk, André Tellier, tous quatre industriels, Normand Champagne, optométriste, Dr Lucien Hénault, dentiste, Dr Ulysse Laferrière, médecin, Oneil Lafrenière, courtier en assurances, tous neuf de Berthierville, Gabriel Beausoleil, et Léo Viens, tous deux industriels, de la paroisse de Berthier, pour les objets suivants:

Construire, acheter, louer ou autrement acquérir, et établir, maintenir et exploiter un ou plusieurs terrains de golf, de tennis, de curling ou autres sports, sous le nom de "Le Club de Golf de Berthier Inc.— The Berthier Golf and Country Club Inc.", avec un capital total de $325,000, divisé en 500 actions communes d'une valeur au pair de $500 chacune et en 150 actions privilégiées de $500 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Berthierville, district judiciaire de Joliette.

Daté du bureau du Procureur général, le trente avril 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
50866-o P. FRENETTE.

(P.G. 12415-59)

Le Meuble de Distinction Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-quatre avril 1959, constituant en corporation: Jacques Goyette, vendeur, André Denault, administrateur, et Julien Plouffe, avocat, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de meubles et de nouveautés de toutes sortes, sous le nom de "Le Meuble de Distinction Inc.", avec un capital total de $40,000, divisé en 300 actions communes de $100 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 3990, rue Masson, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-quatre avril 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
50866-o P. FRENETTE.

accountant, V.-Gérard Beaudet, builder, and Claude Girard, notary, all of Montreal, for the following purposes:

To group in association the residents of the North of the Island of Montreal; to promote the cultural and social interests of its members and promote and protect the interests of said residents, under the name of "L'Association des Propriétaires du Nord de Montréal — North End of Montreal Home Owners Association".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may possess, is to be limited, is $75,000.

The head office of the corporation will be at 2175 Nicolas Perrot Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this second day of April, 1959.

P. FRENETTE,
50866-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11369-59)

Le Club de Golf de Berthier Inc.
The Berthier Golf and Country Club Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of April, 1959, incorporating: Guy Barrette, pharmacist, Claude Biron, Eugène Lafontaine, Henry J. Senk, André Tellier, all four industrialists, Normand Champagne, optometrist, Dr. Lucien Hénault, dentist, Dr. Ulysse Laferrière physician, Oneil Lafrenière, insurance broker, all nine of Berthierville, Gabriel Beausoleil, and Léo Viens, both industrialists, of the parish of Berthier, for the following purposes:

To build, purchase, rent or otherwise acquire and establish, maintain and operate one or more golf courses, tennis courts, curling or other sports, under the name of "Le Club de Golf de Berthier Inc.— The Berthier Golf and Country Club Inc.", with a total capital stock of $325,000, divided into 500 common shares of a par value of $500 each and into 150 preferred shares of $500 each.

The head office of the company will be at Berthierville, judicial district of Joliette.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of April, 1959.

P. FRENETTE,
50866 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12415-59)

Le Meuble de Distinction Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fourth day of April, 1959, incorporating: Jacques Goyette, salesman, André Denault, administrator, and Julien Plouffe, advocate, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on a business dealing in furniture and novelties of all kinds, under the name of "Le Meuble de Distinction Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 200 common shares of $100 each and into 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at 3990 Masson Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fourth day of April, 1959.

P. FRENETTE,
50866 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 12142-59)

Léopold Émard Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du douze mai 1959, constituant en corporation: Mme Marguerite Girard Émard, veuve, commerçante, Jacques Girard, poseur de tapis, et Mme Yolande Émard Gervais, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens de André Gervais, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de tapis et autres couvre-planchers, sous le nom de "Léopold Émard Ltée", avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 2565 rue De Bellechasse, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le douze mai 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
50866-o P. FRENETTE.

(A.G. 12142-59)

Léopold Émard Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of May, 1959, incorporating: Mrs. Marguerite Girard Émard, widow, merchant, Jacques Girard, carpet-layer, and Mrs. Yolande Émard Gervais, housewife, wife contractually separate as to property of André Gervais, and duly authorized by him for these presents, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on a business dealing in carpets and in other floor-coverings under the name of "Léopold Émard Ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company will be at 2565 De Bellechasse, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of May, 1959.

P. FRENETTE,
50866 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 12721-59)

Les Bétons Préparés Universels Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du huit mai 1959, constituant en corporation: Louis-Philippe Chapdelaine, Darius Forest, Normand Bonin, Rosaire Rivard, tous quatre de Sorel, Barthélémy Michaud, Émile Michaud et René Michaud, tous trois de St-Barthélemy, tous industriels, pour les objets suivants:

Manufacturer, acheter, vendre, importer et exporter et généralement faire le commerce de béton préparé ("ready-mix"), du béton, du ciment et de leurs sous-produits, sous le nom de "Les Bétons Préparés Universels Ltée", avec un capital total de $100,000, divisé en 300 actions communes d'une valeur au pair de $100 chacune et en 700 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Barthélemy, district judiciaire de Joliette.

Daté du bureau du Procureur général, le huit mai 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
50866-o P. FRENETTE.

(A.G. 12721-59)

Les Bétons Préparés Universels Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of May, 1959, incorporating: Louis-Philippe Chapdelaine, Darius Forest, Normand Bonin, Rosaire Rivard, all four of Sorel, Barthélémy Michaud, Émile Michaud, and René Michaud, all three of St. Barthélemy, all industrialists, for the following purposes:

To manufacture, buy, sell, import, export and generally carry on the business of Ready-Mix concrete, concrete, cement and the by-products thereof, under the name of "Les Bétons Préparés Universels Ltée", with a total capital stock of $100,000, divided into 300 common shares of a per value of $100 each and 700 preferred shares of a per value of $100 each.

The head office of the company will be at Saint-Barthélemy, judicial district of Joliette.

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of May, 1959.

P. FRENETTE,
50866 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 12499-59)

Les Entreprises de Beauce Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-sept avril 1959, constituant en corporation: Louis Bolduc, Henri-Louis Busque, industriels, Laurent Mathieu, peintre, tous trois de Beauceville-Est, et Henri-Louis Thibodeau, cultivateur et menuisier, de St-François-Ouest, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de constructeurs et d'entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de "Les Entreprises de Beauce Inc.", avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Beauceville-Est, district judiciaire de Beauce.

(A.G. 12499-59)

Les Entreprises de Beauce Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-seventh day of April, 1959, incorporating: Louis Bolduc, Henri-Louis Busque, industrialists, Laurent Mathieu, painter, all three of Beauceville-East, and Henri-Louis Thibodeau, farmer and carpenter, of St. François West, for the following purposes:

To carry on the business of builders and general building contractors, under the name of "Les Entreprises de Beauce Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 shares of $100 each.

The head office of the company will be at Beauceville-East, judicial district of Beauce.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-sept avril 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
50866-o P. FRENETTE.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of April, 1959.

P. FRENETTE,
50866 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 13049-59)

Les Habitations St-Sulpice Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagines de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-deux mai 1959, constituant en corporation: Victor Barbeau, économiste, de Westmount, Romer Gauthier, Gérard Poitras, gérants, de St-Léonard-de-Port-Maurice (Laval), Charles-A. Jobin, Jean-Paul Brodeur, gérants, de Montréal, et François-Albert Angers, économiste, de St-Lambert, pour les objets suivants:

Acquérir et exploiter les immeubles connus sous le nom de "Domaine St-Sulpice", sous le nom de "Les Habitations St-Sulpice Inc.", avec un capital total de $500,000, divisé en 10,000 actions classe "A" d'une valeur au pair de $5 chacune, 8,000 actions classe "B" d'une valeur au pair de $50 chacune et en 1,000 actions classe "C" d'une valeur au pair de $50 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-deux mai 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
50866-o P. FRENETTE.

(A.G. 13049-59)

Les Habitations St-Sulpice Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-second day of May, 1959, incorporating: Victor Barbeau, economist, of Westmount, Romer Gauthier, Gérard Poitras, managers, of St-Léonard-de-Port-Maurice (Laval), Charles-A. Jobin, Jean-Paul Brodeur, manager, of Montreal, and François-Albert Angers, economist, of St-Lambert, for the following purposes:

To acquire and operate real estate under the name of "Domaine St-Sulpice", under the name of "Les Habitations St-Sulpice Inc.", with a total capital stock of $500,000, divided into 10,000 class "A" shares of a par value of $5 each, 8,000 class "B" shares of a par value of $50 each and into 1,000 class "C" shares of a par value of $50 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of May, 1959.

P. FRENETTE,
50866 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 12699-59)

Les Immeubles Lebon Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du onze mai 1959, constituant en corporation: Jean-Guy Mathers, constructeur, de St-Eustache-sur-le-Lac, Luc Léveillé, notaire, et Gertrude Lemay, secrétaire, tous deux de St-Eutache, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'immeubles, sous le nom de "Les Immeubles Lebon Limitée", avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions communes de $1 chacune et en 39,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Eustache-sur-le-Lac, comté de Deux-Montagnes, district judiciaire de Terrebonne.

Daté du bureau du Procureur général, le onze mai 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
50866-o P. FRENETTE.

(A.G. 12699-59)

Les Immeubles Lebon Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eleventh day of May, 1959, incorporating: Jean-Guy Mathers, builder, of St-Eustache-sur-le-Lac, Luc Léveillé, notary, and Gertrude Lemay, secretary, both of St-Eustache, for the following purposes:

The carry on a business dealing in real estate under the name of "Les Immeubles Lebon Limitée", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $1 each and into 39,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company will be at Saint-Eustache-sur-le-Lac, county of Two-Mountains, judicial district of Terrebonne.

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of May, 1959.

P. FRENETTE,
50866 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 12697-59)

Les Immeubles Monpré Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du onze mai 1959, constituant en corporation: Jean-Guy Mathers, constructeur, de St-Eustache-sur-le-Lac, Luc Léveillé, notaire, et Mlle Gertrude Lemay, secrétaire, tous deux de St-Eustache, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'immeubles, sous le nom de "Les Immeubles Monpré Limitée", avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions communes de $1 chacune et en 39,000 actions privilégiées de $1 chacune.

(A.G. 12697-59)

Les Immeubles Monpré Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eleventh day of May 1959, incorporating: Jean-Guy Mathers, builder, of St. Eustache-sur-le-Lac, Luc Léveillé, notary, and Miss Gertrude Lemay, secretary, both of St. Eustache, for the following purposes:

To deal in immoveables, under the name of "Les Immeubles Monpré Limitée", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $1 each and 39,000 preferred shares of $1 each.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Eustache-sur-le-Lac, comté de Deux-Montagnes, district judiciaire de Terrebonne.

Daté du bureau du Procureur général, le onze 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
50866-o P. FRENETTE.

The head office of the company will be at Saint Eustache-sur-le-Lac, county of Two Mountains judicial district of Terrebonne.

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of May, 1959.

P. FRENETTE,
50866 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 12480-59)

Les Loisirs du Coeur Immaculée de Marie Ste-Thérèse Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-sept avril 1959, constituant en corporation sans capital-actions: Bernard Dorais, de Ste-Thérèse-de-Blainville, Michel Côté, de Rosemère, tous deux avocats, et Julien Bélair, gérant, de Ste-Thérèse-de-Blainville, pour les objets suivants:

Établir et diriger un centre de loisirs, sous le nom de "Les Loisirs du Cœur Immaculé de Marie Ste-Thérèse Inc.".

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de $5,000.

Le siège social de la corporation sera Boulevard Desjardins, Sainte-Thérèse-de-Blainville, district judiciaire de Terrebonne.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt sept avril 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
50866-o P. FRENETTE.

(A.G. 12480-59)

Les Loisirs du Coeur Immaculée de Marie Ste-Thérèse Inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-seventh day of April 1959, to incorporate as a corporation without share capital: Bernard Dorais, of Ste. Thérèse-de-Blainville, Michel Côté, of Rosemère, both advocates, and Julien Bélair, manager, of Ste. Thérèse-de-Blainville, for the following puposes:

To establish and manage a recreational center, under the name of "Les Loisirs du Cœur Immaculé de Marie Ste-Thérèse Inc.".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is $5,000.

The head office of the corporation will be on Desjardins Boulevard, Sainte-Thérèse-de-Blainville, judicial district of Terrebonn.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of April, 1959.

P. FRENETTE,
50866 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 11434-59)

Les Placements Nemo Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du neuf mars 1959, constituant en corporation: Isidor Raymond Hart, Avrom Podbere et Leonard H. Wisse, tous notaires, de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de terrains, développement et construction, sous le nom de "Les Placements Nemo Inc.", avec un capital total de $10,000, divisé en 1,000 actions de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 4950 Chemin de la Reine Marie, chambre 425, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le neuf mars 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
50866 P. FRENETTE.

(A.G. 11434-59)

Les Placements Nemo Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the ninth day of March, 1959, incorporating: Isidor Raymond Hart, Avrom Podbere and Leonard H. Wisse, all notaries, of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a land, development and construction company, under the name of "Les Placements Nemo Inc.", with a total capital stock of $10,000, divided into 1,000 shares of $10 each.

The head office of the company will be at 4950 Queen Mary Road, Suite 425, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this ninth day of March, 1959.

P. FRENETTE,
50866-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 12493-59)

Les Transports ABC. Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-sept avril 1959, constituant en corporation: Ephrem Dufresne, Victor Racine, entrepreneurs, Charles-Ludger Harvey, plombier, Frédéric Achard, électricien, tous quatre de Jonquière, et Rock Tremblay, marchand, de Kénogami, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de transport et de camionnage, sous le nom de "Les Transports ABC. Limitée", avec un capital total de $40,000,

(A.G. 12493-59)

Les Transports ABC. Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-seventh day of April 1959, incorporating: Éphrem Dufresne, Victor Racine, contractors, Charles-Ludger Harvey, plumber, Frédéric Achard, electrician, all four of Jonquière, and Rock Tremblay, merchant, of Kénogami, for the following purposes:

To carry on business as a forwarding and trucking company, under the name of "Les Transports ABC. Limitée", with a total capital

divisé en 400 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Jonquière, district judiciaire de Chicoutimi.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-sept avril 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
50866-o P. FRENETTE.

(P.G. 12590-59)

Lionel Arsenault Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du premier mai 1959, constituant en corporation: Lewis Cannon, avocat, de Sillery, Janine Soulard, de Québec, et Louise Fortier, de Québec-Ouest, toutes deux secrétaires, célibataires, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de constructeurs et d'entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de "Lionel Arsenault Inc.", avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions communes de $10 chacune et en 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Sillery, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le premier mai 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
50866-o P. FRENETTE.

(P.G. 12212-59)

Marjan Investment Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du neuf avril 1959, constituant en corporation: Marvin Riback, Jack Lightstone, et Harold Ashenmil, tous avocats, de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de placements, sous le nom de "Marjan Investment Corp.", avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 311 Carré d'Youville, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le neuf avril 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
50866 P. FRENETTE.

(P.G. 12680-59)

Marland Mines Ltd.
(No Personal Liability)

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies minières de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du huit mai 1959, constituant en corporation: Joseph Shapiro, Benjamin Robinson, tous deux avocats et conseils en loi de la Reine, de Westmount, Jonathan J. Robinson, avocat, Ethel Yussem, secrétaire, et Jean McFarlane, dactylo, toutes deux filles majeures, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Faire des recherches et des explorations pour découvrir des mines et minerais, et les négocier sous le nom de "Marland Mines Ltd." (No Personal Liability),

stock of $40,000, divided into 400 shares of $100 each.

The head office of the company will be at Jonquière, judicial district of Chicoutimi.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of April, 1959.

P. FRENETTE,
50866 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12590-59)

Lionel Arsenault Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the first day of May 1959, incorporating: Lewis Cannon, advocate, of Sillery, Janine Soulard, of Quebec, and Louise Fortier, of Quebec-West, both secretaries, spinsters, for the following purposes:

To carry on the business of builders and general building contractors, under the name of "Lionel Arsenault Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Sillery, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this first day of May 1959.

P. FRENETTE,
50866 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12212-59)

Marjan Investment Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the ninth day of April, 1959, incorporating: Marvin Riback, Jack Lightstone and Harold Ashenmil, all advocates, of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company, under the name of "Marjan Investment Corp.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at 311 Youville Square, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this ninth day of April, 1959.

P. FRENETTE,
50866-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12680-59)

Marland Mines Ltd.
(No Personal Liability)

Notice is hereby given that under the provisions of the Quebec Mining Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of May, 1959, incorporating: Joseph Shapiro, Benjamin Robinson, both advocates and Queen's Counsels, of Westmount, Jonathan J. Robinson, advocate, Ethel Yussem, secretary, and Jean McFarlane, typist, both filles majeures, all three of Montreal, for the following purposes:

Prospect and explore for mines and minerals and to deal with the same, under the name of "Marland Mines Ltd." (No Personal Liability),

sonal Liability), avec un capital total de $5,000,000, divisé en 5,000,000 d'actions ordinaires de $1 chacune.

Les actionnaires n'encourront aucune responsabilité au delà du montant du prix qu'ils auront payé ou convenu de payer à la compagnie pour leurs actions.

Le siège social de la compagnie sera à 1610 ouest, rue Sherbrooke, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le huit mai 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
50866 P. FRENETTE.

with a total capital stock of $5,000,000, divided into 5,000,000 common shares of $1 each.

The shareholders of the company shall incur no personal responsibility in excess of the amount of the price paid or agreed to be paid to the company for its shares.

The head office of the company will be at 1610 Sherbrooke Street West, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of May, 1959.

P. FRENETTE,
50866-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 10013-59)

Marshall Bros. Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du premier avril 1959, constituant en corporation: Kenneth Alphonso Marshall, préposé aux services de Pullman, de Montréal, Albert Elphinstone Holloway, professeur, de Ville LaSalle, et James Earle Marshall, marchand, de Westmount, pour les objets suivants:

Fabriquer, négocier et en général faire le commerce de toutes sortes équipement motorisé, pièces et accessoires, sous le nom de "Marshall Bros. Inc.", avec un capital total de $5,000, divisé en 50 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le premier avril 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
50866 P. FRENETTE.

(A.G. 10013-59)

Marshall Bros. Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the first day of April, 1959, incorporating: Kenneth Alphonso Marshall, Pullman Attendant, of Montreal, Albert Elphinstone Holloway, School Teacher, of the Town of LaSalle, and James Earle Marshall, merchant, of Westmount, for the following purposes:

To manufacture, trade and generally deal in all kinds of automotive equipment, parts and accessories, under the name of "Marshall Bros. Inc.", with a total capital stock of $5,000, divided into 50 shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this first day of April, 1959.

P. FRENETTE,
50866-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 12016-59)

Metro Chesterfield Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du sept avril 1959, constituant en corporation: Monty Moss, gérant, Shirley Guss Moss, teneuse de livres, épouse séparée de biens dudit Monty Moss, et Leah Radbord Silverman, veuve, finisseuse, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce de meubles, boiserie, et toutes sortes d'articles de ménage, fournitures et outillage, sous le nom de "Metro Chesterfield Ltd.", avec un capital total de $20,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $1 chacune de 1,800 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le sept avril 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
50866 P. FRENETTE.

(A.G. 12016-59)

Metro Chesterfield Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of April, 1959, incorporating: Monty Moss, manager, Shirley Guss Moss, Bookkeeper, wife separate as to property of the said Monty Moss, and Leah Radbord, Silverman, widow, Finisher, all of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in furniture, woodwork and all kinds of household articles, furnishings and equipment, under the name of "Metro Chesterfield Ltd.", with a total capital stock of $20,000, divided into 2,000 common shares of $1 each and 1,800 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of April, 1959.

P. FRENETTE,
50866-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 11964-59)

Mikron Realties Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trois avril 1959, constituant en corporation: Ann Druzin, secrétaire, fille majeure, de Longueuil, Mary Gaffney, secrétaire, fille majeure,

(A.G. 11964-59)

Mikron Realties Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of April, 1959, incorporating: Ann Druzin, secretary, spinster of full age of majority, of Longueuil, Mary Gaffney, secretary, spinster of full age of

et Gerald Charness, avocat, tous deux de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de compagnie de placements, sous le nom de "Mikron Realties Corp.", avec un capital total de $10,000, divisé en 100 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 4 est, rue Notre-Dame, chambre 504, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trois avril 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
50866 P. FRENETTE.

(P.G. 11665-59)

Milton Kanter Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt mars 1959, constituant en corporation: Harold Lande, avocat et conseil en loi de la Reine, de Westmount, Milton Kanter, marchand, de Hampstead, Harry Luxton, gérant, d'Outremont, et Joseph S. Caplan, avocat, de Montréal, pour les objets suivants:

Fabriquer, vendre, distribuer, importer, exporter ou autrement faire le commerce de meubles et toutes sortes de fournitures de ménage, de bureau ou de commerce, sous le nom de "Milton Kanter Ltd.", avec un capital total de $40,000, divisé en 500 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et 3,500 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt mars 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
50866 P. FRENETTE.

(P.G. 11843-59)

Modan Taxi Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-six mars 1959, constituant en corporation: Bernade Charette, Pierrette Grenier et Huguette Lessard, toutes secrétaires, célibataires, de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer un commerce général de service de taxis, sous le nom de "Modan Taxi Ltd.", avec un capital total de $40,000, divisé en 40 actions ordinaires de $100 chacune et 360 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-six mars 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
50866 P. FRENETTE.

(P.G. 12599-59)

Moon Valley Lumber Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du premier mai 1959, constituant en corporation: Charles-E. Boily, de Montmorency, Jean-M. Morissette et André Villeneuve, de Québec, tous avocats, pour les objets suivants:

majority, and Gerald Charness, advocate, both of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company, under the name of "Mikron Realties Corp.", with a total capital stock of $10,000, divided into 100 common shares of $100 each.

The head office of the company will be at 4 Notre-Dame Street East, room 504, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this third day of April, 1959.

P. FRENETTE,
50866-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11665-59)

Milton Kanter Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twentieth day of March, 1959, incorporating: Harold Lande, attorney and Queen's Counsel, of Westmount, Milton Kanter, merchant, of Hampstead, Harry Luxton, manager, of Outremont, and Joseph S. Caplan, advocate, of Montreal, for the following purposes:

To manufacture, sell, distribute, import, export, or otherwise deal in furniture and all kinds of household, office or commercial furnishings, under the name of "Milton Kanter Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 500 common shares of a par value of $10 each and 3,500 preferred shares of a par value of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twentieth day of March, 1959.

P. FRENETTE,
50866-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11843-59)

Modan Taxi Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-sixth day of March, 1959, incorporating: Bernade Charette, Pierrette Grenier and Huguette Lessard, all secretaries, spinsters, of Montreal, for the following purposes:

To generally carry on a taxicab business, under the name of "Modan Taxi Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 40 common shares of $100 each and 360 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-sixth day of March, 1959.

P. FRENETTE,
50866-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12599-59)

Moon Valley Lumber Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the first day of May, 1959, incorporating: Charles-E. Boily, of Montmorency, Jean-M. Morissette and André Villeneuve, of Quebec, all advocates, for the following puposes:

Faire l'exploitation des forêts et le commerce de marchands de bois dans toutes ses spécialités, et exploiter des moulins à bois de toutes sortes, sous le nom de "Moon Valley Lumber Ltd.", avec un capital total de $40,000, divisé en 210 actions communes de $100 chacune et en 190 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 1998, boulevard St-Joseph, est, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le premier mai 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
50866-o P. FRENETTE.

To carry out lumbering operations and carry on, in all its branches, and operate lumber-mills of all kinds, the business of lumber merchants under the name of "Moon Valley Lumber Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 210 common shares of $100 each and 190 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at 1998 St. Joseph Boulevard, East, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this first day of May, 1959.

P. FRENETTE,
50866 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 12443-59)

Nominingue Transport Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-deux avril 1959, constituant en corporation: Jean-Paul St-Louis, Marcel Belleville, avocats, et Rita Gevry, secrétaire, fille majeure, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter des entreprises de camionnage et généralement faire le transport de marchandises de toutes sortes, sous le nom de "Nominingue Transport Ltée", avec un capital total de $10,000, divisé en 100 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Nominingue, district judiciaire de Labelle.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-deux avril 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
50866-o P. FRENETTE.

(A.G. 12443-59)

Nominingue Transport Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-second day of April, 1959, incorporating: Jean-Paul St-Louis, Marcel Belleville, advocates, and Rita Gevry, secretary, spinster, all of Montreal, for the following purposes:

To operate trucking enterprises and to generally carry the transportation of merchandise of all kinds, under the name of "Nominingue Transport Ltée", with a total capital stock of $10,000, divided into 100 common shares of $100 each.

The head office of the company will re at Nominingue, judicial district of Labelle.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of April, 1959.

P. FRENETTE,
50866 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 12426-59)

Norbloc Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-quatre avril 1959, constituant en corporation: Yves-A. Rioux, notaire, Paul Simard, gérant, et Madeleine Morissette, secrétaire, fille majeure, tous de Sept-Iles, pour les objets suivants:

Industrie et commerce du ciment et de ses sous-produits, de blocs de ciment, tuiles, similipierres et autres produits semblables, sous le nom de "Norbloc Ltée", avec un capital divisé en 400 actions sans valeur au pair ou nominale, et le montant avec lequel la compagnie commencera ses opérations est de $2,000.

Le siège social de la compagnie sera à Sept-Iles, district judiciaire de Saguenay.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-quatre avril 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
50866-o P. FRENETTE.

(A.G. 12426-59)

Norbloc Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fourth day of April 1959, incorporating: Yves-A. Rioux, notary, Paul Simard, manager, and Madeleine Morissette, secretary, fille majeure, all of Sept-Iles, for the following purposes:

To carry on the business of and deal in cement and the by-products thereof, cement blocks, tiles, artificial stones and other products similar thereto, under the name of "Norbloc Ltée", with a capital divided into 400 shares without nominal or par value, and the amount with which the company shall commence its operations is $2,000.

The head office of the company will be at Sept-Iles, judicial district of Saguenay.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fourth day of April 1959.

P. FRENETTE,
50866 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 12504-59)

Norman Specialties Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-huit avril 1959, constituant en corporation: Roger DeSève, gérant, de Montréal, Rosaire Desnoyers, marchand, et Mme Renée

(A.G. 12504-59)

Norman Specialties Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-eighth day of April, 1959, incorporating: Roger DeSève, manager, of Montreal, Rosaire Desnoyers, merchant, and Mrs. Renée Patenaude

Patenaude Desnoyers, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Rosaire Desnoyers, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, de Pont-Viau, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de meubles, nouveautés, d'appareils de reproduction sonore et de communication, articles de bureau de toutes sortes, jouets, quincaillerie, vitres, accessoires électriques, tissus, ainsi que du bois et autres matériaux, sous le nom de "Norman Specialties Inc.", avec un capital total de $40,000, divisé en 3,000 actions communes de $10 chacune et en 1,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-huit avril 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
50866-o P. FRENETTE.

(P.G. 12005-59)

N.R.W. Enterprises Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du huit avril 1959, constituant en corporation: Sydney Nowa, Donald Walker, tous deux fabricants, de Montréal, et Louis Rosen, comptable agréé, de St-Laurent, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de terrains, immeubles, placements et portefeuille, sous le nom de "N.R.W. Enterprises Ltd.", avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune et 2,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 4445 boulevard St-Laurent, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le huit avril 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
50866 P. FRENETTE.

(P.G. 11472-59)

Omega Motors Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du douze mars 1959, constituant en corporation: Melvin Leonard Rothman, de Westmount, Boris Joseph Berbrier, de Montréal, Godfroy Marin, de Pointe Claire, tous trois avocats, et Dorothea Calver, secrétaire, fille majeure, de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce général de toutes sortes d'automobiles et exploiter, gérer des garages, sous le nom de "Omega Motors Ltd.", avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 5402 ouest, rue Sherbrooke, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le douze mars 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
50866 P. FRENETTE.

(P.G. 12421-59)

Omer Borret & Cie Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a

Desnoyers, housewife, wife contractually separate as to property of the said Rosaire Desnoyers, and duly authorized by him for the purposes therein, of Pont-Viau, for the following purposes:

To deal in furniture, novelties, sound recording and communication apparatus, office supplies, of all kinds, toys, hardware, window-panes, electrical applicances, fabrics, as well as wood and other materials, under the name of "Norman Specialties Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 3,000 common shares of $10 each and 1,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-eighth day of April, 1959.

P. FRENETTE,
50866 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12005-59)

N.R.W. Enterprises Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of April, 1959, incorporating: Sydney Nowa, Donald Walker, both manufacturers, of Montreal, and Louis Rosen, chartered accountant, of St. Laurent, for the following purposes:

To carry on the business of a land, real estate, investment and holding company, under the name of "N.R.W. Enterprises Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 200 preferred shares of a par value of $100 each and 2,000 common shares of a par value of $10 each.

The head office of the company will be at 4445 St. Lawrence Boulevard, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of April, 1959.

P. FRENETTE,
50866-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11472-59)

Omega Motors Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of March, 1959, incorporating: Melvin Leonard Rothman, of Westmount, Boris Joseph Berbrier, of Montreal, Godfroy Marin, of Pointe Claire, all three advocates, and Dorothea Calver, secretary, fille majeure, of Montreal, for the following purposes:

To generally deal in all kinds of automobiles and to operate and manage garages, under the name of "Omega Motors Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at 5402 Sherbrooke Street West, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of March, 1959.

P. FRENETTE,
50866-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12421-59)

Omer Borret & Cie Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act letters patent have

été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-quatre avil 1959, constituant en corporation: Gilles Filion, avocat, Claire Fortier, sténographe, célibataire majeure, tous deux de Montréal, et Gustave Monette fils, avocat, de Préville, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'entrepreneurs généraux, constructeurs et menuisiers, sous le nom de "Omer Borret & Cie Ltée", avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-quatre avil 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
50866-o P. FRENETTE.

been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fourth day of April, 1959, incorporating: Gilles Filion, advocate, Claire Fortier, stenographer, spinster of full age, both of Montreal, and Gustave Monette, son, advocate, of Préville, for the following purposes:

To carry on a business of general contractors, builders and carpenters, under the name of "Omer Borret & Cie Ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fourth day of April, 1959.

P. FRENETTE,
50866 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 11830-59)

Paris Star Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trente et un mars 1959, constituant en corporation: André Veres, fabricant, Gregory Charlap, Arthur Shulman et Max Slapack, tous trois avocats tous de Montréal, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce général de grossistes et détaillants de soie, cotons, laine, filés, lin et autres substances fibreuses aussi bien que fils, filaments, draps, tissus et autres textiles, sous le nom de "Paris Star Inc.", avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trente et un mars 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
50866 P. FRENETTE.

(A.G. 11830-59)

Paris Star Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirty-first day of March, 1959, incorporating: André Veres, manufacturer, Gregory Charlap, Arthur Shulman and Max Slapack, all three advocates, all of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in generally both as wholesalers and retailers, silk, cottons, wool, worsted, flax and other fibrous substances, as well as yearns, threads, cloths, fabrics and other textiles, under the name of "Paris Star Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirty-first day of March, 1959.

P. FRENETTE,
50866 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 12425-59)

Perrée & Caron (Meubles) Ltée
Perrée & Caron (Furniture) Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-quatre avril 1959, constituant en corporation: Yves-A. Rioux, notaire, Paul Simard, gérant, et Madeleine Morissette, secrétaire, fille majeure, tous de Sept-Iles, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de meubles et de nouveautés de toutes sortes, sous le nom de "Perrée & Caron (Meubles) Ltée — Perrée & Caron (Furniture) Ltd.", avec un capital divisé en 400 actions sans valeur au pair ou nominale, et le montant avec lequel la compagnie commencera ses opérations est de $2,000.

Le siège social de la compagnie sera 512, rue Arnaud, Sept-Iles, district judiciaire de Saguenay.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-quatre avril 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
50866-o P. FRENETTE.

(A.G. 12425-59)

Perrée & Caron (Meubles) Ltée
Perrée & Caron (Furniture) Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fourth day of April, 1959, incorporating: Yves-A. Rioux, notary, Paul Simard, manager, and Madeleine Morissette, secretary, spinster, all of Sept-Iles, for the following purposes:

To carry on a business dealing in furniture and in novelties of all kinds, under the name of "Perrée & Caron (Meubles) Ltée—Perrée & Caron (Furniture) Ltd.", with a capital stock divided into 400 shares without nominal or par value, and the amount with which the company shall start its operations is of $2,000.

The head office of the company will be at 512 Arnaud Street, Sept-Iles, judicial district of Saguenay.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fourth day of April, 1959.

P. FRENETTE,
50866 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 11776-59)

Pindor Investment Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trente et un mars 1959, constituant en corporation: Sol Sidney Fels, Jules Leavitt, avocats, Sheldon Merling, notaire, Earl Merling, étudiants, Audrey Sutherland, veuve, secrétaire, et Charlotte Barash, veuve, secrétaire, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de placements, sous le nom de "Pindor Investment Corporation", avec un capital total de $23,000, divisé en 3,000 actions ordinaires de $1 chacune et 20,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trente et un mars 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
50866 P. FRENETTE.

(A.G. 11776-59)

Pindor Investment Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirty-first day of March, 1959, incorporating: Sol Sidney Fels, Jules Leavitt, advocates, Sheldon Merling, notary, Earl Merling, student, Audrey Sutherland, widow, secretary, and Charlotte Barash, widow, secretary, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company, under the name of "Pindor Investment Corporation", with a total capital stock of $23,000, divided into 3,000 common shares of $1 each and 20,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirty-first day of March, 1959.

P. FRENETTE,
50866-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 12619-59)

Plomberie André Côté Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du six mai 1959, constituant en corporation: Léo-Conrad Marcotte, avocat, Jacques Viger, commis de bureau, tous deux de Montréal, et René Cousineau, avocat, de St-Laurent, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'entrepreneurs en plomberie, chauffage, réfrigération et faire l'installation d'appareils d'arrosage, de climatisation de l'air, d'extincteurs d'incendie, sous le nom de "Plomberie André Côté Ltée", avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le six mai 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
50866-o P. FRENETTE.

(A.G. 12619-59)

Plomberie André Côté Ltée

Notice is hereby given that under Part I of The Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of May, 1959, incorporating: Léo-Conrad Marcotte, advocate, Jacques Viger, office clerk, both of Montreal, and René Cousineau, advocate, of St. Laurent, for the following purposes:

To carry on the business of contractors in plumbing, heating, refrigeration install spraying, and air-conditioning apparatus, fire extinguishers, under the name of "Plomberie André Côté Ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixth day of May, 1959.

P. FRENETTE,
50866 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 12208-59)

President Development Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du neuf avril 1959, constituant en corporation: Seymour Machlovitch, Morris Chaikelson, avocats, et Gisèle LeBlanc, secrétaire, épouse séparée de biens de Marcel LeBlanc, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie d'immeubles et développement, sous le nom de "President Development Corp.", avec un capital total de $5,000, divisé en 5,000 actions ordinaires de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 9720 rue Jeanne Mance, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le neuf avril 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
50866 P. FRENETTE.

(A.G. 12208-59)

President Development Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the ninth day of April, 1959, incorporating: Seymour Machlovitch, Morris Chaikelson, advocates, and Gisèle LeBlanc, secretary, wife separate as to property of Marcel LeBlanc, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate and development company, under the name of "President Development Corp.", with a total capital stock of $5,000, divided into 5,000 common shares of $1 each.

The head office of the company will be at 9720 Jeanne Mance Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this ninth day of April, 1959.

P. FRENETTE,
50866-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 14736-58)

Quebec Epilepsy League, Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt mars 1959, constituant en corporation sans capital-actions: Mlle Mary E. Covert, professeur de musique, Mlle Dora Comm, sténographe, et Laurette Coutu, ménagère, épouse commune en biens de Louis Winer, et dûment autorisée par ce dernier aux fins des présentes, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Fournir des prospectus afin de propager les informations concernant la nature et les effets de l'épilepsie et les moyens d'aider les épileptiques à participer aux activités sociales, récréatives et éducatives, sous le nom de "Quebec Epilepsy League, Inc".

Le montant auquel est limitée la valeur de la propriété immobilière que la corporation peut posséder est $150,000 ou 10 acres de terrain.

Le siège social de la corporation sera à 3610 rue Durocher, appartement 18, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt mars 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
50866 P. FRENETTE.

(A.G. 14736-58)

Quebec Epilepsy League, Inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twentieth day of March, 1959, to incorporate as a corporation without share capital: Miss Mary E. Covert, music teacher, Miss Dora Comm, stenographer, and Laurette Coutu, housewife, wife common as to property of Louis Winer, and duly authorized by him for the purpose of these presents, all of Montreal, for the following purposes:

To provide programmes to disseminate information concerning the nature and effects of epilepsy and to assist epileptics to participate in social, recreational and educational activities, under the name of "Quebec Epilepsy League, Inc."

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may possess, is to be limited, is $150,000 or 10 acres.

The head office of the corporation will be at 3610 Durocher Street, Apt. 18, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twentieth day of March, 1959.

P. FRENETTE,
50866-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 12292-59)

Raymond Hardware Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-huit avril 1959, constituant en corporation: Marc-E. Cordeau, avocat, de Longueuil, Fernand Raymond, administrateur, de St-Michel, Jacques Pilon, avocat, Julienne Des Rochers, secrétaire, tous deux de Montréal, et Luce Patenaude, avocat, de Cartierville, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de quincailliers, sous le nom de "Raymond Hardware Inc.", avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions communes de $1 chacune et en 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 7400, 19ième Avenue, Saint-Michel, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-huit avril 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
50866-o P. FRENETTE.

(A.G. 12292-59)

Raymond Hardware Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-eighth day of April, 1959, incorporating: Marc-E. Cordeau, advocate, of Longueuil, Fernand Raymond, administrator, of St-Michel, Jacques Pilon, advocate, Julienne Des Rochers, secretary, both of Montreal, and Luce Patenaude, advocate, of Cartierville, for the following purposes:

To carry on a business as hardware dealers under the name of "Raymond Hardware Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and into 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at 7400, 19th Avenue, Saint-Michel, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-eighth day of April, 1959.

P. FRENETTE,
50866 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 12089-59)

Ray's Service Station Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du treize mai 1959, constituant en corporation: Marcel Girard, garagiste, Anne-Marie Guénette Girard, ménagère, épouse séparée de biens d'dit Marcel Girard, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, Raymond Gauthier, garagiste, et Cécile Forget Gauthier, ménagère, épouse séparée de biens dudit Raymond Gauthier, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous de Morin Heights, pour les objets suivants:

(A.G. 12089-59)

Ray's Service Station Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of May, 1959, incorporating: Marcel Girard, garage-keeper, Anne-Marie Guénette Girard, housewife, wife separate as to property of the said Marcel Girard and duly authorized by him for these purposes, Raymond Gauthier, garage-keeper, and Cécile Forget Gauthier, housewife, wife separate as to property of the said Raymond Gauthier, and duly authorized by him for these present purposes, all of Morin Heights, for the following purposes:

Exercer le commerce d'automobiles et faire affaires comme garagistes, sous le nom de "Ray's Service Station Ltd.", avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Morin Heights, district judiciaire de Terrebonne.

Daté du bureau du Procureur général, le treize mai 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
50866-o P. FRENETTE.

To carry on a business dealing in automobiles and to carry on business as garage-keepers, under the name of "Ray's Service Station Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 shares of $10 each.

The head office of the company will be at Morin Heights, judicial district of Terrebonne.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of May, 1959.

P. FRENETTE,
50866 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 10589-59)

Rideau Metals & Equipment Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trois avril 1959, constituant en corporation: Arthur I. Bronstein, William I. Miller, tous deux de Montréal, et Morton Bell, de St-Laurent, tous avocats, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de marchands de rebuts, acier et métal, sous le nom de "Rideau Metals & Equipment Ltd.", avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions ordinaires ce $100 chacune et 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trois avril 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
50866 P. FRENETTE.

(A.G. 10589-59)

Rideau Metals & Equipment Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of April, 1959, incorporating: Arthur I. Bronstein, William I. Miller, both of Montreal, and Morton Bell, of St. Laurent, all advocates, for the following purposes:

To carry on business as scrap, steel and metal merchants, under the name of "Rideau Metals & Equipment Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 200 common shares of $100 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this third day of April, 1959.

P. FRENETTE,
50866-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 11729-59)

Rima Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt mars 1959, constituant en corporation: Rita Berman, administrateur, secrétaire, fille majeure, Samuel Leon Mendelsohn, avocat et conseil en loi de la Reine, tous deux de Westmount, Leo Rosentzveig et Stanley Taviss, tous deux avocats, de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de confection pour dames et hommes et tous autres articles s'y rapportant, lainages et soies et toutes autres marchandises connexes, sous le nom de "Rima Ltd.", avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt mars 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
50866 P. FRENETTE.

(A.G. 11729-59)

Rima Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twentieth day of March, 1959, incorporating: Rita Berman, executive, secretary, unmarried of the full age of majority, Samuel Leon Mendelsohn, advocate and Queen's Counsel, both of Westmount, Leo Rosentzveig and Stanley Taviss, both advocates, of Montreal, for the following purposes:

To deal generally in ladies' and men's clothing attire and all other things pertaining to same and in woollens and silks and other articles related thereto, under the name of "Rima Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twentieth day of March, 1959.

P. FRENETTE,
50866-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 12423-59)

Rioux & Frères Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-quatre avril 1959, constituant en corporation: Yves-A. Rioux, notaire, Paul Simard, gérant, et Madeleine Morissette, secrétaire, fille majeure, tous de Sept-Iles, pour les objets suivants:

(A.G. 12423-59)

Rioux & Frères Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fourth day of April, 1959, incorporating: Yves-A. Rioux, notary, Paul Simard, manager, and Madeleine Morissette, secretary, spinster, all of Sept-Iles, for the following purposes:

Exercer dans toutes ses spécialités le commerce d'entrepreneurs de pompes funèbres, sous le nom de "Rioux & Frères Inc.", avec un capital divisé en 100 actions sans valeur au pair ou nominale et en 300 actions privilégiées de $100 chacune, et le montant avec lequel la compagnie commencera ses opérations est de $3,500.

Le siège social de la compagnie sera 70, rue Jean Rioux, Trois-Pistoles, district judiciaire de Kamouraska.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-quatre avril 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
50866-o P. FRENETTE.

To carry on in all its specialties, business as general undertakers under the name of "Rioux & Frères Inc.", with a capital stock divided into 100 shares without nominal or par value and into 300 preferred shares of $100 each, and the amount with which the company shall start its operations shall be $3,500.

The head office of the company will be at 70, Jean Rioux Street, Trois-Pistoles, judicial district of Kamouraska.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fourth day of April, 1959.

P. FRENETTE,
50866 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 12543-59)

R. Laflamme & Frère Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-huit avril 1959, constituant en corporation: Severin Lachapelle, avocat, Lucien Racine, comptable agréé, et Gilles Blais, étudiant, tous de Québec, pour les objets suivants:

Fabriquer, acheter, vendre, installer, importer et exporter et faire le commerce de portes, fenêtres et autres ouvertures, sous le nom de "R. Laflamme & Frère Inc.", avec un capital total de $60,000, divisé en 600 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Apollinaire, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-huit avril 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
50866-o P. FRENETTE.

(A.G. 12543-59)

R. Laflamme & Frère Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-eighth day of April, 1959, incorporating: Severin Lachapelle, advocate, Lucien Racine, chartered accountant, and Gilles Blais, student, all of Quebec, for the following purposes:

To manufacture, purchase, sell, install, import and export and carry on the business which deals in doors, windows and in other openings, under the name of "R. Laflamme & Frère Inc.", with a total capital stock of $60,000, divided into 600 common shares of a par value of $100 each.

The head office of tce company will be at Saint-Apollinaire, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-eighth day of April, 1959.

P. FRENETTE,
50866 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 12318-59)

Robert Frenette Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt avril 1959, constituant en corporation: Paul St-Onge, électricien, Robert Frenette, entrepreneur-peintre, et Louisette St-Onge, ménagère, épouse séparée de biens dudit Robert Frenette, tous des Trois-Rivières, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'entrepreneurs en peinture et en construction, sous le nom de "Robert Frenette Inc.", avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions communes de $100 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera aux Trois-Rivières, district judiciaire des Trois-Rivières.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt avril 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
50866-o P. FRENETTE.

(A.G. 12318-59)

Robert Frenette Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twentieth day of April, 1959, incorporating: Paul St-Onge, electricien, Robert Frenette, painter-contractor, and Louisette St-Onge, housewife, wife separate as to property of the said Robert Frenette, all of Trois-Rivières, for the following purposes:

To carry on a business as contractors in painting and construction, under the name of "Robert Frenette Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 200 common shares of $100 each, and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Trois-Rivières, judicial district of Trois-Rivières.

Dated at the office of the Attorney General, this twentieth day of April, 1959.

P. FRENETTE,
50866 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 12490-59)

Rosemount Welding Contractors Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-sept avril 1959, constituant en corporation: Marcel Hamelin, notaire, Jean-Claude Bureau, avocat, et Thérèse David, secrétaire, tous de Montréal, pour les objets suivants:

(A.G. 12490-59)

Rosemount Welding Contractors Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-seventh day of April 1959, incorporating: Marcel Hamelin, notary, Jean-Claude Bureau, advocate, and Thérèse David, secretary, all of Montréal, for the following purposes:

Exercer le commerce d'entrepreneurs en soudure, sous le nom de "Rosemount Welding Contractors Ltd.", avec un capital total de $50,000, divisé en 150 actions communes de $100 chacune et en 350 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 8445, rue de la Croix, Saint-Léonard-de-Port-Maurice, comté de Laval, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-sept avril 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
50866-o P. FRENETTE.

To carry on the business of welding contractors, under the name of "Rosemount Welding Contractors Ltd.", with a total capital stock of $50,000, divided into 150 common shares of $100 each and 350 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at 8445 de la Croix Street, Saint-Léonard-de-Port-Maurice, county of Laval, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of April, 1959.

P. FRENETTE,
50866 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 11819-59)

R. Trottier Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du treize mai 1959, constituant en corporation: Clovis Arès, industriel, Rosaria Trottier, ménagère, épouse séparée de biens dudit Clovis Arès, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous deux de Ville Mont-Royal, et Marcel Bertrand, notaire, de Verdun, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'immeubles, sous le nom de "R. Trottier Ltée", avec un capital total de $2,000, divisé en 200 actions de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 8614, avenue de l'Épée, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le treize mai 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
50866-o P. FRENETTE.

(A.G. 11819-59)

R. Trottier Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of May 1959, incorporating: Clovis Arès, industrialist, Rosaria Trottier, housewife, wife separate as to property of the said Clovis Arès, and duly authorized by him for the purposes therein, both of the town of Mount Royal, and Marcel Bertrand, notary, of Verdun, for the following purposes:

Deal in real estate, under the name of "R. Trottier Ltée", with a total capital stock of $2,000, divided into 200 shares of $10 each.

The head office of the company will be at 8614 de l'Épée, Avenue, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of May 1959.

P. FRENETTE,
50866 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 11539-59)

Sandra Land Development Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-sept mars 1959, constituant en corporation: Abraham Feiner, Albert Marcus, Isidore Reuben Prazoff, avocats, et Myrna Katz, secrétaire, célibataire, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de terrains, développement et construction, sous le nom de "Sandra Land Development Corp.", avec un capital total de $120,000, divisé en 12,000 actions ordinaires de $1 chacune et 108,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-sept mars 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
50866 P. FRENETTE.

(A.G. 11539-59)

Sandra Land Development Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventeenth day of March, 1959, incorporating: Abraham Feiner, Albert Marcus, Isidore Reuben Prazoff, advocates, and Myrna Katz, secretary, spinster, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a land, development and construction company, under the name of "Sandra Land Development Corp.", with a total capital stock of $120,000, divided into 12,000 common shares of $1 each and 108,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of March, 1959.

P. FRENETTE,
50866-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 12199-59)

Seven Pillars Investment Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du neuf avril 1959, constituant en corporation: Melvin Salmon, de la ville Côte St-Luc, Moe Moscovitch, d'Outremont, tous deux avocats, Moe Levin, fabricant, de Westmount, Reuben Gold, marchand, Jack Hirsch, Herman Deckel-

(A.G. 12199-59)

Seven Pillars Investment Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the ninth day of April, 1959, incorporating: Melvin Salmon, of the Town of Côte St. Luc, Moe Moscovitch, of Outremont, both advocates, Moe Levin, manufacturer, of Westmount, Reuben Gold, merchand, Jack Hirsch, Herman Decklebaum, manufac-

baum, manufacturiers, et Irving Adessky, avocat, tous quatre de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de placements, sous le nom de "Seven Pillars Investment Corp.", avec un capital total de $50,000, divisé en 7,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune, 8,000 actions privilégiées, catégorie "A", d'une valeur au pair de $1 chacune et 3,500 actions privilégiées, catégorie "B", d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le neuf avril 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
50866 P. FRENETTE.

turers, and Irvin Adessky, advocate, all four of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company, under the name of "Seven Pillars Investment Corp.", with a total capital stock of $50,000, divided into 7,000 common shares of a par value of $1 each, 8,000 Classe "A" preferred shares of a par value of $1 each and 3,500 Class "B" preferred shares of a par value of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this ninth day of April, 1959.

P. FRENETTE,
50866-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 11869-59)

Stafford Development Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trente-et-un mars 1959, constituant en corporation: Albert Marcus, Abraham Feiner et Isidore Reuben Prazoff, tous avocats, de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie d'immeubles et améliorations, sous le nom de "Stafford Development Ltd.", avec un capital total de $40,000, divisé en 5,000 actions ordinaires de $1 chacune et 35,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trente-et-un mars 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
50866 P. FRENETTE.

(A.G. 11869-59)

Stafford Development Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirty-first day of March, 1959, incorporating: Albert Marcus, Abraham Feiner and Isidore Reuben Prazoff, all advocates, of Montreal, for the following puposes:

To carry on the business of a real estate and improvement company, under the name of "Stafford Development Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 5,000 common shares of $1 each and 35,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirty-first day of March, 1959.

P. FRENETTE,
50866-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 11217-59)

St. Clair Products & Equipment Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trois avril 1959, constituant en corporation: Émé Lacroix, avocat et conseil en loi de la Reine, de Ville Mont-Royal, Armand Poupart, fils, avocat, et Monique Duquette, sténographe, célibataire, tous deux de Montréal, pour les objets suivants:

Gérer et exercer le commerce de constructeurs et entrepreneurs et faire le commerce de toutes fournitures employées dans la construction, sous le nom de "St. Clair Products & Equipment Ltd.", avec un capital total de $100,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et 900 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Michel, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trois avril 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
50866 P. FRENETTE.

(A.G. 11217-59)

St. Clair Products & Equipment Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of April, 1959, incorporating: Émé Lacroix, lawyer and Queen's Counsel, of the Town of Mount Royal, Armand Poupart, Jr., lawyer, and Monique Duquette, stenographer, single, both of Montreal, for the following purposes:

To conduct and carry on the business of builders and contractors and to deal in all supplies used in building and construction, under the name of "St. Clair Products & Equipment Ltd.", with a total capital stock of $100,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 900 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Saint-Michel, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this third day of April, 1959.

P. FRENETTE,
50866-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 12510-59)

Suburban Land Sale Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-huit avril 1959, constituant en corpo-

(A.G. 12510-59)

Suburban Land Sale Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-eighth day of April, 1959, incorporating: Bernard

ration: Bernard Dorais, avocat, de Ste-Thérèse, Michel Côté, avocat, et Marie-Claire Lajoie Côté, ménagère, épouse séparée de biens dudit Michel Côté, tous deux de Rosemère, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'immeubles, sous le nom de "Suburban Land Sale Corp.", avec un capital total de $40,000, divisé en 100 actions communes de $100 chacune et en 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 15, rue de l'Église, Sainte-Thérèse-de-Blainville, district judiciaire de Terrebonne.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-huit avril 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
50866-o P. FRENETTE.

(P.G. 11624-59)

Tafler Insurance Agency Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-quatre mars 1959, constituant en corporation: Michael Garber, conseil en loi de la Reine, Harry Yohalem Garber, tous deux de Westmount, et Jacob Harold Blumenstein, de Montréal, tous avocats, pour les objets suivants:

Sujet aux dispositions de la Loi de l'Assurance de Québec (S.R.Q. 1941, c. 229) exercer, dans toutes ses spécialités, le commerce de courtiers d'assurances, sous le nom de "Tafler Insurance Agency Inc.", avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $5 chacune et 6,000 actions privilégiées de $5 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-quatre mars 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
50866 P. FRENETTE.

(P.G. 12396-59)

The Family Welfare Association of Montreal

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du premier mai 1959, constituant en corporation sans capital-actions, "The Family Welfare Association of Montreal" une corporation antérieurement constituée en corporation en vertu de l'article 3097 des Statuts Revisés de 1888, tel que remplacé par le Statut Victoria 62, chapitre 32, le tout par Ordre en Conseil N° 42, daté du 23 janvier 1900, sous le nom de "Montreal Charity Organization Society" or Office Central de la Charité de Montréal, dont le nom original a été changé en celui de "The Family Welfare Association of Montreal", par Ordre-en-Conseil en date du 21 mars 1921, conformément aux dispositions de l'article 6922 des Statuts refondus de 1909, et avec les objets pour lesquels, la corporation a été constituée à son origine, les objets de la nouvelle corporation sont les suivants:

Conserver et développer la vie de famille comme le fondement de la société humaine; assister les familles et les individus, développer et utiliser les capacités de chacun, examiner les problèmes personnels et sociaux en les soumettant à un service de conseillers professionnellement autorisés; donner une assistance pécu-

Dorais, advocate, of Ste-Thérèse, Michel Côté, advocate, and Marie-Claire Lajoie Côté, housewife, wife separate as to property of the said Michel Côté, both of Rosemère, for the following purposes:

To carry on a business dealing in real estate, under the name of "Suburban Land Sale Corp.", with a total capital stock of $40,000, divided into 100 common shares of $100 each, and into 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at 15 Church Street, Sainte-Thérèse-de-Blainville, judicial district of Terrebonne.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-eighth day of April, 1959.

P. FRENETTE,
50866 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11624-59)

Tafler Insurance Agency Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fourth day of March, 1959, incorporating: Michael Garber, Queen's Counsel, Harry Yohalem Garber, both of Westmount, and Jacob Harold Blumenstein, of Montreal, all advocates, for the following purposes:

Subject to the provisions of the Quebec Insurance Act (R.S.Q. 1941, c. 229), to carry on in all its branches the business of insurance brokers, under the name of "Tafler Insurance Agency Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $5 each and 6,000 preferred shares of $5 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fourth day of March, 1959.

P. FRENETTE,
50866-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12396-59)

The Family Welfare Association of Montreal

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Li utenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the first day of May, 1959, to constitute as a corporation without share capital "The Family Association of Montreal", a corporation previously incorporated under Article 3097 of the Revised Statutes of 1888, as replaced by the Statute 62 Victoria, chapter 32, the whole by Order-in-Council No. 42 dated January 23, 1900, under the name of "Montreal Charity Organization Society" or Office Central de la Charité de Montréal, which original name was changed to that of the "Family Welfare Association of Montreal", by Order-in-Council dated March 21, 1921 under the provisions of Article 6922 of the Revised Statutes of 1909, and that the purposes of the new corporation are, besides those for which it was originally constituted, the following:

To conserve and develop family life as the foundation of human society; to assist families and individuals to develop and make use of their own capacities to meet personal and social problems through the provision of a counselling service by a professionally trained staff; to render financial assistance where necessary;

niaire en cas de nécessité, stimuler l'attention du public en vue d'améliorer les conditions sociales.

Le nom de la nouvelle corporation est et demeure "The Family Welfare Association of Montreal".

Le siège social de la nouvelle corporation sera situé en la cité de Montréal.

Le montant auquel est limitée la valeur de la propriété immobilière que la nouvelle corporation peut posséder est $1,000,000.

Daté du bureau du Procureur général, le premier mai 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
50866 P. FRENETTE.

and to stimulate public action for the improvement of social conditions.

The name of the new corporation to be and remain "The Family Welfare Association of Montreal".

The head office of the new corporation is situated at the city of Montreal.

The amount to which the value of the immoveable property which the new corporation may hold is to be limited is $1,000,000.

Dated at the office of the Attorney General, this first day of May, 1959.

P. FRENETTE,
50866-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 12785-69)

Tyrone Mines Limited
(No Personal Liability)

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies minières de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du douze mai 1959, constituant en corporation: Ernest William Mockridge, gérant, David Henry Holland, avocat, tous deux de St-Lambert, Alexander Gordon Yeoman, John Lawrence McCrory, tous deux commis en Loi, Clifford George Meek, teneur de livres, tous trois de Montréal, Charles Eric Humphrey, teneur de livres, de Verdun, et James Harold Stafford, commis, de Station Beloeil, pour les objets suivants:

Faire des recherches et des explorations pour découvrir des mines et minerais, et les négocier, sous le nom de "Tyrone Mines Limited" (No Personal Liability), avec un capital total de $100,000, divisé en 100,000 actions d'une valeur au pair de $1 chacune.

Les actionnaires n'encourront aucune responsabilité au delà du montant du prix qu'ils auront payé ou ceonvenu de payer à la compagnie pour leurs actions.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le douze mai 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
50866 P. FRENETTE.

(A.G. 12785-59)

Tyrone Mines Limited
(No Personal Liability)

Notice is hereby given that under the provisions of the Quebec Minig Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of May, 1959, incorporating: Ernest William Mockridge, manager, David Henry Holland, advocate, both of St. Lambert, Alexander Gordon Yeoman, John Lawrence McCrory, both law clerks, Clifford George Meek, bookkeeper, all three of Montreal, Charles Eric Humphrey, bookkeeper, of Verdun, and James Harold Stafford, clerk, of Beloeil Station, for the following purposes:

Prospect and explore for mines and minerals and deal with the same, under the name of "Tyrone Mines Limited" (No Personal Liability), with a total capital stock of $100,000, divided into 100,000 shares of a par value of $1 each.

The shareholders of the company shall incur no personal responsibility in excess of the amount of the price paid or agreed to be paid to the company for its shares.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of May, 1959.

P. FRENETTE,
50866-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 14595-58)

Warren-Gold Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-six mars 1959, constituant en corporation: Irving L. Adessky, Moses Moscovitch et Melvin Salmon, tous avocats, de Montréal, pour les objets suivants:

Entreprendre la transformation, fabrication, construction, érection et entretient de machinerie et équipement de plomberie, chauffage, ventilation, climatisation, arrosage et réfrigération, sous le nom de "Warren-Gold Co. Ltd.", avec un capital total de $40,000 divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-six mars 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
50866 P. FRENETTE.

(A.G. 14595-58)

Warren-Gold Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-sixth day of March, 1959, incorporating: Irving L. Adessky, Moses Moscovitch and Melvin Salmon, all advocates, of Montreal, for the following purposes:

To engage in the manufacture, fabrication, construction, erection and maintenance of plumbing, heating, ventilating, air-conditioning, sprinkler and refrigeration machinery and equipment, under the name of "Warren-Gold Co. Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 commom shares of $10 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-sixth day of March, 1959.

P. FRENETTE,
50866-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 11405-59)

Welton International Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du premier avril 1959, constituant en corporation: Paul Gostony, gérant de personnel, de St-Laurent, Arthur Welton, consultant industriel, et Betty Edmond, secrétaire, épouse légalement séparée de biens de Barry Edmond, ingénieur de ventes, en vertu des Lois de l'Angleterre, et dûment autorisée par ce dernier, tous deux de Montréal, pour les objets suivants:

Agir comme consultants dans les domaines de l'industrie et du commerce et comme consultants de personnels, sous le nom de "Welton International Corporation", aved un capital total de $50,000, divisé en 3,000 actions ordinaires de $10 chacune et 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le premier avril 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,

50866 P. FRENETTE.

(A.G. 11405-59)

Welton International Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the first day of April, 1959, incorporating: Paul Gostony, personnel manager, of St. Laurent, Arthur Welton, industrial consultant, and Betty Edmond, secretary, wife legally separate as to property of Barry Edmond, sales engineer, under the laws of England, and duly authorized by him, both of Montreal, for the following purposes:

To act as consultants to industry and commerce and as personnel consultants, under the name of "Welton International Corporation", with a total capital stock of $50,000, divided into 3,000 common shares of $10 each and 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this first day of April, 1959.

P. FRENETTE,

50866-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 11992-59)

Western Tire & Auto Supply (Quebec) Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première pzrtie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-trois avril 1959, constituant en corporation: Léo Davignon, comptable, de Laval-des-Rapides, Reginald D. Tormey et Claude Guérin, avocats, de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'aucune ou toutes les spécialités de quincailliers, et acheter, vendre, fabriquer, traiter, distribuer, importer et exporter tous genres d'articles de quincailleries, appareils et accessoires électriques, pièces d'automobiles et accessoires et fournir tous les services se rapportant à un tel commerce, sous le nom de "Western Tire & Auto Supply (Quebec) Limited", avec un capital total de $50,000, divisé en 10,000 actions de $5 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-trois avril 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,

50866 P. FRENETTE.

(A.G. 11992-59)

Western Tire & Auto Supply (Quebec) Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, hearing date the twenty-third day of April, 1959, incorporating: Léo Davignon, accountant, of Laval-des-Rapides, Reginald D. Tormey and Claude Guérin, layers, of Montreal, for the following purposes:

To carry on any or all lines of hardware merchants, and to buy, sell, manufacture, process, distribute, import and export all types of hardware articles, electrical appliances and accessories, automobile parts and accessories and to provide all the usual services incidental to such business, under the name of "Western Tire & Auto Supply (Quebec) Limited", with a total capital stock of $50,000, divided into 10,000 shares of $5 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-third day of April, 1959.

P. FRENETTE,

50866-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 12303-59)

Yvon Dupuis Musique Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt avril 1959, constituant en corporation: Yvon Dupuis, marchand, de St-Jean, Françoise Savard, secrétaire, célibataire, majeure, et Guy Rouleau, avocat, tous deux de Montréal, pour les objets suivants:

Commerce d'appareils de radio, de télévision, appareils d'enregistrement, phonographes, accessoires électriques, instruments de musique et autres marchandises semblables, sous le nom de "Yvon Dupuis Musique Ltée", avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions communes de $10 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

(A.G. 12303-59)

Yvon Dupuis Musique Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twentieth day of April, 1959, incorporating: Yvon Dupuis, merchant, of St. Johns, Françoise Savard, secretary, spinster of full age of majority, and Guy Rouleau, advocate, both of Montreal, for the following purposes:

Deal in radio and televisions sets, recording machines, phonographs, electrical accessories, musical instruments and other similar goods, under the name of "Yvon Dupuis Musique Ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 200 preferred shares of $100 each.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Jean, district judiciaire d'Iberville.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt avril 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
50866-o P. FRENETTE.

(P.G. 12636-59)

Yvon Giguère Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du cinq mai 1959, constituant en corporation: Yvon Giguère, entrepreneur, Eustache Giguère, journalier, et Rita Laplante Giguère, ménagère, épouse commune en biens dudit Yvon Giguère, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous de Magog, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de "Yvon Giguère Inc.", avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions communes de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Magog, district judiciaire de Saint-François.

Daté du bureau du Procureur général, le cinq mai 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
50866-o P. FRENETTE.

(P.G. 11196-59)

Zurich Investment Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du premier avril 1959, constituant en corporation: Maynard B. Golt, avocat, Micheline Bertrand, et Anna Mikula, secrétaires, célibataires, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de placements, sous le nom de "Zurich Investment Corp.", avec un capital total de $10,000, divisé en 1,000 actions ordinaires et 9,000 actions privilégiées, toutes d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le premier avril 1959.

L'Assistant procureur général suppléant,
50866 P. FRENETTE.

The head office of the company will be at Saint Johns, judicial district of Iberville.

Dated at the office of the Attorney General, this twentith day of April, 1959.

P. FRENETTE,
50866 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12636-59)

Yvon Giguère Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of May, 1959, incorporating: Yvon Giguère, contractor, Eustache Giguère, laborer, and Rita Laplante Giguère, housewive, wife common as to property of the said Yvon Giguère, and duly authorized by him for these purposes, all of Magog, for the following purposes:

To carry on business as builders and general building contractors, under the name of "Yvon Giguère Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company will be at Magog, judicial district of Saint-Francis.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of May, 1959.

P. FRENETTE,
50866 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11196-59)

Zurich Investment Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the first day of April, 1959, incorporating: Maynard B. Golt, advocat, Micheline Bertrand and Anna Mikula, secretaries, spinsters, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of investment, under the name of "Zurich Investment Corp.", with a total capital stock of $10,000, divided into 1,000 common shares and 9,000 preferred shares all of a par value of $1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this first day of April, 1959.

P. FRENETTE,
50866-o Acting Deputy Attorney General.

Lettres patentes supplémentaires

(P.G. 12694-59)

Alouette Canadian Soccer Club Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du quatre mai 1959, à la compagnie "Sparta Football Club (Montreal) Inc.", constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes du 21 février 1958, changeant son nom en celui de "Alouette Canadian Soccer Club Inc.".

Daté du bureau du Procureur général, le quatre mai 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
50866-o P. FRENETTE.

Supplementary Letters Patent

(A.G. 12694-59)

Alouette Canadian Soccer Club Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the fourth day of May, 1959, to the company "Sparta Football Club (Montreal) Inc.", constituted as a corporation under said Part I of the Quebec Companies' Act, by letters patent dated February 21, 1958, changing its name to that of "Alouette Canadian Soccer Club Inc.".

Dated at the office of the Attorney General, this fourth day of May, 1959.

P. FRENETTE,
50866 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 14255-58)

Association Sportive d'Iberville, Inc.

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du trente avril 1959, à la corporation "La Ligue de Balle Molle d'Iberville Incorporée", constituée en vertu de la troisième partie de ladite loi, par lettres patentes du 18 septembre 1952, changeant son nom en celui de "Association Sportive d'Iberville, Inc.".

Daté du bureau du Procureur général, le trente avril 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
50866-o P. FRENETTE.

(A.G. 14255-58)

Association Sportive d'Iberville, Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the thirtieth day of April, 1959, to the corporation "La Ligue de Balle Molle d'Iberville Incorporée", incorporated under Part III of the said act, by letters patent of September 18, 1952, changing its name into that of "Association Sportive d'Iberville, Inc.".

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of April, 1959.

P. FRENETTE,
50866 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 12589-59)

Bijouterie Pierre Jewellery Company

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du trente avril 1959, à la compagnie "Bijouterie Pierre Jewellery Company"; 1° augmentant son capital de $40,000 à $80,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune; 2° convertissant ses 300 actions privilégiées de $100 chacune en 300 actions ordinaires de $100 chacune.

Daté du bureau du Procureur général, le trente avril 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
50866-o P. FRENETTE.

(A.G. 12589-59)

Bijouterie Pierre Jewellery Company

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated thirtieth day of April, 1959, to the company "Bijouterie Pierre Jewellery Company", 1. increasing its capital from the sum of $40,000 to $80,000, the additional share capital being divided into 400 common shares of $100 each; 2. converting its 300 preferred shares of $100 each into 300 common shares of $100 each.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of April, 1959.

P. FRENETTE,
50866 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 11499-59)

Cable T.V. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du quatorze mai 1959, à la compagnie "Suburban Teleservice Inc.", constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes du 6 octobre 1956, changeant son nom en celui de "Cable T.V. Ltd.".

Daté du bureau du Procureur général, le quatorze mai 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
50866-o P. FRENETTE.

(A.G. 11499-59)

Cable T.V. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated May fourteenth, 1959, to the company "Suburban Teleservice Inc.", incorporated under the said said Part I of the Quebec Companies' Act, by letters patent dated October 6, 1956, changing its name into that of "Cable T.V. Ltd.".

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of May, 1959.

P. FRENETTE,
50866 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 12169-59)

Canado Clima Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du quinze avril 1959, à la compagnie "Canado Clima Inc.", augmentant son capital de $40,000 à $115,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 750 actions ordinaires de $100 chacune.

Daté du bureau du Procureur général, le quinze avril 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
50866-o P. FRENETTE.

(A.G. 12169-59)

Canado Clima Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the fifteenth day of April, 1959, to the company "Canado Clima Inc.", increasing its capital stock from $40,000 to $115,000, the additional capital stock being divided into 750 common shares of $100 each.

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of April, 1959.

P. FRENETTE,
50866 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 12583-59)

Carbec Mines Limited
(No Personal Liability)

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies minières de Québec et de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du douze mai 1959, à la compagnie "Alta Mines Limited" (No Personal Liability), constituée en corporation en vertu de ladite Loi des compagnies minières de Québec, par lettres patentes du 6 juin 1945, changeant son nom en celui de "Carbec Mines Limited" (No Personal Liaiblity).

Daté du bureau du Procureur général, le douze mai 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
50866-o P. FRENETTE.

(A.G. 12583-59)

Carbec Mines Limited
(No Personal Liability)

Notice is hereby given that under the Quebec Mining Act and Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated May twelfth, 1959, to the company "Alta Mines Limited" (No Personal Liability), incorporated under the said Quebec Mining Act, by letters patent of June 6, 1945, changing its name into that of "Carbec Mines Limited" (No Personal Liability).

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of May, 1959.

P. FRENETTE,
50866 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 12173-59)

Carrière Gouin Limitée
Gouin Quarry Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du dix-sept avril 1959, à la compagnie "Carrière Gouin Limitée — Gouin Quarry Limited", 1° subdivisant ses 50 actions ordinaires de $100 chacune en 500 actions ordinaires de $10 chacune; 2° augmentant son capital de $5,000 à $55,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 5,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-sept avril 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
50866-o P. FRENETTE.

(A.G. 12173-59)

Carrière Gouin Limitée
Gouin Quarry Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Comapnies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the seventeenth day of April 1959, to the company "Carrière Gouin Limitée — Gouin Quarry Limited", 1° subdividing its 50 common shares of $100 each into 500 common shares of $10 each; 2° increasing its capital from the sum of $5,000 to $55,000, the additional share capital being divided into 5,000 preferred shares of $10 each.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of April, 1959.

P. FRENETTE,
50866 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 12408-59)

Cog Co.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du vingt-trois avril 1959, à la compagnie "Cog Co.", augmentant son capital de $10,000 à $150,000, le capital-actons additionnel étant divisé en 14,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-trois avril 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
50866-o P. FRENETTE.

(A.G. 12408-59)

Cog Co.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated April twenty-third, 1959, to the company "Cog Co.", increasing its capital stock from $10,000 to $150,000, the additional capital stock being divided into 14,000 preferred shares of $10 each.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-third day of April, 1959.

P. FRENETTE,
50866 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 12163-59)

Continental Store (Campbellton) Ltd.
Magasin Continental (Campbellton) Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du dix avril 1959, à la compagnie "Continental Store (Campbellton) Ltd.— Magasin Continental (Campbellton) Ltée", augmentant son capital de $20,000 à $40,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Daté du bureau du Procureur général, le dix avril 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
50866-o P. FRENETTE.

(A.G. 12163-59)

Continental Store (Campbellton) Ltd.
Magasin Continental (Campbellton) Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplemantary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the tenth day of April 1959, to the company "Continental Store (Campbellton) Ltd.— Magasin Continental (Campbellton) Ltée", increasing its capital from the sum of $20,000 to $40,000, the additional share capital being divided into 200 preferred shares of $100 each.

Dated at the office of the Attorney General, this tenth day of April, 1959.

P. FRENETTE,
50866 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 10772-59)

Consolidated Plywood Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du douze février 1959, à la compagnie "Consolidated Plywood Corporation", 1° réduisant son capital de $50,000 à $10,000, le capital-actions annulé étant divisé en 800 actions ordinaires de $50 chacune; 2° augmentant son capital ainsi réduit de $10,000 à $110,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 1,000 actions classe "A" de $100 chacune.

Daté du bureau du Procureur général, le douze février 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
50866-o P. FRENETTE.

(P.G. 11747-58)

Eiram Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du vingt-huit avril 1959, à la compagnie "Eiram Limitée", 1° réduisant son capital de $50,000 à $10,000, le capital-actions annulé à tant divisé en 310 actions privilégiées de $100 chacune et en 90 actions ordinaires de $100 chacune; 2° subdivisant ses 90 actions privilégiées de $100 chacune restantes en 900 actions privilégiées de $10 chacune; 3° subdivisant ses 10 actions ordinaires de $100 chacune restantes en 100 actions ordinaires de $10 chacune.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-huit avril 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
50866-o P. FRENETTE.

(P.G. 12610-59)

Fairlane Development Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du vingt et un mai 1959, à la compagnie "Supertest Construction Inc.", constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes du 3 juin 1958, changeant son nom en celui de "Fairlane Development Inc.".

Daté du bureau du Procureur général, le vingt et un mai 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
50866-o P. FRENETTE.

(P.G. 12684-59)

Gauthier Meubles Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du vingt mai 1959, à la compagnie "Ernest Bégin & Fils Limitée", constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes du 8 août 1957, changeant son nom en celui de "Gauthier Meubles Ltée".

Daté du bureau du Procureur général, le vingt mai 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
50866-o P. FRENETTE.

(A.G. 10772-59)

Consolidated Plywood Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the twelfth day of February 1959, to the company "Consolidated Plywood Corporation", 1. decreasing its capital from the sum of $50,000 to $10,000, the cancelled shares capital being divided into 800 common shares of $50 each; 2. increasing its capital thus decreased from $10,000 to $110,000, the additional share capital being divided into 1,000 shares Class "A" of $100 each.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of February 1959.

P. FRENETTE,
50866 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11747-58)

Eiram Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the twenty-eighth day of April, 1959 to the company "Eiram Limitée", 1. reducing its capital stock from $50,000 to $10,000, the capital stock cancelled being divided into 310 preferred shares of $100 each and into 90 common shares of $100 each; 2. subdividing its remaining 90 preferred shares of $100 each into 900 preferred shares of $10 each; 3. subdividing its remaining 10 common shares of $100 each into 100 common shares of $10 each.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-eighth day of April, 1959.

P. FRENETTE,
50866 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12610-59)

Fairlane Development Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated May twenty-first, 1959, to the company "Supertest Construction Inc.", incorporated under the said Part I of the Quebec Companies' Act, by letters patent dated June 3, 1958, changing its name into that of "Fairlane Development Inc.".

Dated at the office of the Attoreny General, this twenty-first day of May, 1959.

P. FRENETTE,
50866 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12684-59)

Gauthier Meubles Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated May twentieth, 1959, to the company "Ernest Bégin & Fils Limitée", incorporated under the said Part I of the Quebec Companies' Act, by letters patent dated August 8, 1957, changing its name into that of "Gauthier Meubles Ltée".

Dated at the office of the Attorney General, this twentieth day of May, 1959.

P. FRENETTE,
50866 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 12311-59)

Gilroy Construction Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du onze mai 1959, à la compagnie "Roy & Rouillard Limited", constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes du 26 avril 1956, changeant son nom en celui de "Gilroy Construction Limited".

Daté du bureau du Procureur général, le onze mai 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
50866-o P. FRENETTE.

(A.G. 12311-59)

Gilroy Construction Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the eleventh day of May, 1959, to the company "Roy & Rouillard Limited", constituted as a corporation under said Part I of the Quebec Companies' Act, by letters patent dated April 26, 1956, changing its name to that of "Gilroy Construction Limited".

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of May, 1959.

P. FRENETTE,
50866 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 12174-59)

Inter-Cité Transport Limitée
Inter-City Transport Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du dix-sept avril 1959, à la compagnie "Inter-Cité Transport Limitée — Inter-City Transport Limited", 1° augmentant son capital de $50,000 à $150,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 10,000 actions privilégiées de $10 chacune; 2° subdivisant ses 500 actions ordinaires de $100 chacune en 5,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-sept avril 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
50866-o P. FRENETTE.

(A.G. 12174-59)

Inter-Cité Transport Limitée
Inter-City Transport Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the seventeenth day of April, 1959, to the company "Inter-Cité Transport Limitée — Inter-City Transport Limited", 1. increasing its capital from the sum of $50,000 to $150,000, the additional share capital being divided into 10,000 preferred shares of $10 each; 2. subdividing its 500 common shares of $100 each into 5,000 common shares of $10 each.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of April, 1959.

P. FRENETTE,
50866 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 12410-59)

Lachine Super Market Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du vingt et un avril 1959, à la compagnie "Lachine Super Market Inc.", modifiant les dispositions de ses lettres patentes de constitution en corporation.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt et un avril 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
50866-o P. FRENETTE.

(A.G. 12410-59)

Lachine Super Market Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, Supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the twenty-first day of April 1959, to the company "Lachine Super Market Inc.", modifying the provisions of its incorporation letters patent.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of April, 1959.

P. FRENETTE,
50866 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 12245-59)

Laird Realty Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du quinze avril 1959, à la compagnie "Magno Machinery Co. Ltd.", constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes du 8 novembre 1957, 1°) étendant ses pouvoirs; 2°) changeant son nom en celui de "Laird Realty Corp.".

Daté du bureau du Procureur général, le quinze avril 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
50866-o P. FRENETTE.

(A.G. 12245-59)

Laird Realty Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the fifteenth day of April, 1959, to the company "Magno Machinery Co. Ltd.", incorporated under the said Part I of the Quebec Companies' Act, by letters patent of November 8, 1957, 1) extending its powers; 2.) changing its name into that of "Laird Realty Corp.".

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of April, 1959.

P. FRENETTE,
50866 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 12686-59)

L.D. & H. Schreiber Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du vingt-huit avril 1959, à la compagnie "Henri Bourassa Blvd. Shopping Centre Inc.", constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes du 29 janvier 1959, changeant son nom en celui de "L.D. & H. Schreiber Ltd.".

Daté du bureau du Procureur général le vingt-huit avril 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
50866-o P. FRENETTE.

(A.G. 12686-59)

L.D. & H. Schreiber Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the twenty-eighth day of April 1959, to the company "Henri Bourassa Blvd. Shopping Centre Inc.", constituted as a corporation under said Part I of the Quebec Companies' Act, by letters patent dated January 29, 1959, changing its name to that of "L.D. & H. Schreiber Ltd.".

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-eighth day of April 1959.

P. FRENETTE,
50866 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 12447-59)

LeChasseur Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du vingt-huit avril 1959, à la compagnie "LeChasseur Inc.", augmentant son capital de $20,000 à $28,300, le capital-actions additionnel étant divisé en 83 actions privilégiées de $100 chacune.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-huit avril 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
50866-o P. FRENETTE.

(A.G. 12447-59)

LeChasseur Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the twenty-eighth day of April, 1959, to the company "LeChasseur Inc.", increasing its capital from the sum of $20,000 to $28,300, the additional share capital being divided into 83 preferred shares of $100 each.

Dated at the office of the Attorney-General, this twenty-eighth day of April, 1959.

P. FRENETTE,
50866 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 12102-59)

Lefebvre Automobiles Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du quinze avril 1959, à la compagnie "Lefebvre Automobiles Ltée", augmentant son capital de $40,000 à $150,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 1,500 actions ordinaires de $10 chacune et en 950 actions privilégiées de $100 chacune.

Daté du bureau du Procureur général, le quinze avril 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
50866-o P. FRENETTE.

(A.G. 12102-59)

Lefebvre Automobiles Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the fifteenth day of April, 1959, to the company "Lefebvre Automobiles Ltée", increasing its capital from the sum of $40,000 to $150,000, the additional share capital being divided into 1,500 common shares of $10 each and 950 preferred shares of $100 each.

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of April, 1959.

P. FRENETTE,
50866 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 12705-59)

Les Entreprises de l'Est Ltée
Eastern Enterprises Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du onze mai 1959, à la compagnie "Les Entreprises de l'Est Ltée", constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes du 24 janvier 1947, 1° changeant son nom en celui de "Les Entreprises de l'Est Ltée — Eastern Enterprises Ltd."; 2° étendant ses pouvoirs.

Daté du bureau du Procureur général, le onze mai 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
55866-o P. FRENETTE.

(A.G. 12705-59)

Les Entreprises de l'Est Ltée
Eastern Enterprises Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated May eleventh, 1959, to the company "Les Entreprises de l'Est Ltée", incorporated under the said Part I of the Quebec Companies' Act, by letters patent of January 24, 1947, 1. changing its name into that of "Les Entreprises de l'Est Ltée — Eastern Enterprises Ltd."; 2. extending its powers.

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of May, 1959.

P. FRENETTE,
50866 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 14991-58)

Les Frères Brisson Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du onze mai 1959, à la compagnie "Les Frères Brisson Fourreurs Inc.", constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes du 13 mai 1955, changeant son nom en celui de "Les Frères Brisson Inc.".

Daté du bureau du Procureur général, le onze mai 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
50866-o P. FRENETTE.

(A.G. 14991-58)

Les Frères Brisson Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the eleventh day of May 1959, to the company "Les Frères Brisson Fourreurs Inc.", constituted as a corporation under said Part I of the Quebec Companies' Act, by letters patent dated May 13, 1955, changing its name to that of "Les Frères Brisson Inc.".

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of May 1959.

P. FRENETTE,
50866 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 12539-59)

L'Hoir Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du trente avril 1959, à la compagnie "L'Hoir Inc.", étendant ses pouvoirs.

Daté du bureau du Procureur général, le trente avril 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
50866-o P. FRENETTE.

(A.G. 12539-59)

L'Hoir Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the thirtieth day of April 1959, to the company "L'Hoir Inc.", extending its powers.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of April 1959.

P. FRENETTE,
50866 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 12146-59)

Lirsh Enterprises Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du sept avril 1959, à la compagnie "St. Hubert Fourrures Inc.", constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes du 21 avril 1958, 1° changeant son nom en celui de "Lirsh Enterprises Inc."; 2° étendant ses pouvoirs.

Daté du bureau du Procureur général, le sept avril 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
50866-o P. FRENETTE.

(A.G. 12146-59)

Lirsh Enterprises Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated April seventh, 1959, to the company "St. Hubert Fourrures Inc.", incorporated under the said Part I of the Quebec Companies' Act, by letters patent of April 21, 1958, 1. changing its name into that of "Lirsh Enterprises Inc."; 2. extending its powers.

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of April, 1959.

P. FRENETTE,
50866 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 10350-59)

Montroy Investment Company, Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du six mai 1959, à la compagnie "Montroy Investment Company, Limited", réduisant son capital de $1,500,000 à $1,332,800, le capital-actions annulé étant divisé en 167,200 actions privilégiées de $1 chacune.

Daté du bureau du Procureur général, le six mai 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
50866-o P. FRENETTE.

(A.G. 10350-59)

Montroy Investment Company, Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters habent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the sixth day of May 1959, to the company "Montroy Investment Company, Limited", decreasing its capital from the sum of $1,500,000 to $1,332,800, the cancelled share capital being divided into 167,200 preferred shares of $1 each.

Dated at the office of the Attorney General, this sixth day of May 1959.

P. FRENETTE,
50866 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 12370-59)

Morisset Automobiles Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplé-

(A.G. 12370-59)

Morisset Automobiles Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the

mentaires, en date du vingt-cinq avril 1959, à la compagnie "Morisset Automobiles Inc.", 1°) augmentant son capital de $200,000 à $350,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 15,000 actions privilégiées de $10 chacune; 2° étandant ses pouvoirs.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-cinq avril 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
50866-o P. FRENETTE.

(P.G. 12371-59)

Obie's Meat Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du vingt et un avril 1959, à la compagnie "Obie's Meat Inc.", étant ses pouvoirs.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt et un avril 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
50866-o P. FRENETTE.

(P.G. 12606-59)

Paul Guimond Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du six mai 1959, à la compagnie "Paul Guimond Limited", étendant ses pouvoirs.

Daté du bureau du Procureur général, le six mai 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
50866-o P. FRENETTE.

(P.G. 14898-58)

Placements St-Régis Inc.
St-Regis Investments Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du neuf mars 1959, à la compagnie "Service d'Hôtellerie St-Régis Inc.— St. Regis Hotel Service Inc.", constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes du 27 novembre 1945, 1°) changeant son nom en celui de "Placements St-Régis Inc.— St-Regis Investments Inc."; 2°) étendant ses pouvoirs; 3°) modifiant les dispositions se rattachant aux actions privilégiées.

Daté du bureau du Procureur général, le neuf mars 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
50866-o P. FRENETTE.

(P.G. 12607-59)

Portage Island (Chibougamau) Mines Limited
(No Personal Liability)

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies minières de Québec et de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du six mai 1959, à la compagnie "Portage Island (Chibou-

twenty-fifth day of April, 1959, to the company "Morisset Automobiles Inc.", 1. increasing its capital stock from $200,000 to $350,000, the additional capital stock being divided into 15,000 preferred shares of $10 each. 2. extending its powers.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fifth day of April, 1959.

P. FRENETTE,
50866 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12371-59)

Obie's Meat Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated April twenty-first, 1959, to the company "Obie's Meat Inc.", extending its powers.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of April, 1959.

P. FRENETTE,
50866 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12606-59)

Paul Guimond Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated May sixth, 1959, to the company "Paul Guimond Limited", extending its powers.

Dated at the office of the Attorney General, this sixth day of May, 1959.

P. FRENETTE,
50866 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 14898-58)

Placements St-Régis Inc.
St-Regis Investments Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the ninthe day of March 1959, to the company "Service d'Hôtellerie St-Régis Inc.— St. Regis Hotel Service Inc.", constitued as a corporation under said Part I of the Quebec Companies' Act, by letters Patent dated November 27, 1945, 1.) changing its name to that of "Placements St-Régis Inc.— St. Regis Investments Inc."; 2.) extending its powers; 3.) modifying the provisions attaching to the preferred shares.

Dated at the office of the Attorney General, this ninth day of March, 1959.

P. FRENETTE,
50866 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12607-59)

Portage Island (Chibougamau) Mines Limited
(No Personal Liability)

Notice is hereby given that under the provisions of the Quebec Mining Companies' Act and Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated sixth day of May 1959, to the company "Portage Island (Chibougamau) Mines Limited"

gamau) Mines Limited" (No Personal Liability), augmentant son capital de $5,000,000 à $6,000,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 1,000,000 actions ordinaires de $1 chacune.

Daté du bureau de Procureur général, le six mai 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
50866-o P. FRENETTE.

(P.G. 12449-59)

Quebec Smelting & Refining Limited
(No Personal Liability)

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies minières de Québec et de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du vingt-huit avril 1959, à la compagnie "Quebec Smelting & Refining Limited" (No Personal Liability), augmentant son capital de $5,000,000 à $6,000,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 1,000,000 actions ordinaires de $1 chacune.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-huit avril 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
50866-o P. FRENETTE.

(P.G. 10890-59)

Segal Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du vingt-neuf avril 1959, à la compagnie "Segal Limited", étendant ses pouvoirs.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-neuf avril 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
50866-o P. FRENETTE.

(P.G. 12148-59)

Sicard Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du quinze avril 1959, à la compagnie "Sicard Inc.", 1° augmentant son capital de 436,000 actions ordinaires sans valeur au pair à 652,000 actions ordinaires sans valeur au pair; 2° fixant le montant avec lequel ladite compagnie continuera ses opérations à non moins de $3,260,000.

Daté du bureau du Procureur général, le quinze avril 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
50866-o P. FRENETTE.

(P.G. 12409-59)

The Dominion News Bureau Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du vingt-deux avril 1959, à la compagnie "The Dominion News Bureau Limited", 1° réduisant son capital de $85,000 à $26,300, le capital-actions annulé étant divisé en 5,870 actions privilégiées de $10 chacune;

(No Personal Liability), increasing its capital from the sum of $5,000,000 to $6,000,000, the additional share capital being divided into 1,000,000 common shares of $1 each.

Dated at the office of the Attorney General, this sixth day of May, 1959.

P. FRENETTE,
50866 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12449-59)

Quebec Smelting & Refining Limited
(No Personal Liability)

Notice is hereby given that under the provisions of the Quebec Mining Companies' Act and Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the twenty-eighth day of April, 1959, to the company "Quebec Smelting & Refining Limited" (No Personal Liability), increasing its capital stock from $5,000,000 to $6,000,000, the additional capital shares being divided into 1,000,000 common shares of $1 each.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-eighth day of April, 1959.

P. FRENETTE,
50866 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10890-59)

Segal Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated April twenty-ninth, 1959, to the company "Segal Limited", extending its powers.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-ninth day of April, 1959.

P. FRENETTE,
50866 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12148-59)

Sicard Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the fifteenth day of April, 1959, to the company "Sicard Inc.", 1. increasing its capital from 436,000 common shares without par value to 652,000 common shares without par value; 2. fixing the amount with which the said company shall continue its operations at not less than $3,260,000.

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of April, 1959.

P. FRENETTE,
50866 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12409-59)

The Dominion News Bureau Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated twenty-second day of April 1959, to the company "The Dominion News Bureau Limited", 1. decreasing its capital from the sum of $85,000 to $26,300, the cancelled share capital being divided into 5,870 preferred shares of $10 each;

2° augmentant son capital ainsi réduit de $26,300 à $126,300, le capital-actions additionnel étant divisé en 10,000 actions privilégiées classe "B" de $10 chacune; 3° changeant les 630 actions privilégiées antérieurement autorisées de $10 chacune en 630 actions privilégiées classe "A" de $10 chacune.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-deux avril 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
50866-o P. FRENETTE.

(P.G. 12305-59)

Triumph Industrial and Marine Equipment Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du huit mai 1959, à la compagnie "Triumph Continental Products Ltd.", constituée en corporation en certu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes du 19 mai 1945, changeant son nom en celui de "Triumph Industrial and Marine Equipment Ltd."

Daté du bureau du Procureur général, le huit mai 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
50866-o P. FRENETTE.

(P.G. 11386-59)

Universal Enterprises Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du vingt-huit avril 1959, à la compagnie "Universal Enterprises Limited", réduisant son capital de $6,000 à $1,200, le capital-actions annulé étant divisé en 4,800 actions ordinaires de $1 chacune; 2° augmentant son capital ainsi réduit de $1,200 à $475,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 23,800 actions ordinaires de $1 chacune et en 45,000 actions privilégiées de $10 chacune; 3° modifiant ses pouvoirs tel que prévu par la résolution dûment adoptée à cette fin.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-huit avril 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
50866-o P. FRENETTE.

(P.G. 12413-59)

Variety Investors Incorporated

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du vingt-trois avril 1959, à la compagnie "Variety Investors Incorporated", réduisant son capital de $75,000 à $6,500, le capital-actions annulé étant divisé en 335 actions ordinaires de $100 chacune et en 350 actions privilégiées de $100 chacune.

Daté du bureau de Procureur général, le vingt-trois avril 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
50866-o P. FRENETTE.

(P.G. 11631-59)

Volkswagen Sales & Service Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a

2. increasing its capital thus decreased from $26,300 to $126,300, the additional share capital being divided into 10,000 preferred shares class "B" of $10 each; 3. changing the 630 preferred shares previously authorized of $10 each into 630 preferred shares class "A" of $10 each.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of April 1959.

P. FRENETTE,
50866 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12305-59)

Triumph Industrial and Marine Equipment Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the eighth day of May 1959, to the company "Triumph Continental Products Ltd.", constituted as a corporation under said Part I of the Quebec Companies' Act, by letters patent dated May 19, 1945, changing its name to that of "Triumph Industrial and Marine Equipment Ltd."

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of May 1959.

P. FRENETTE,
50866 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11386-59)

Universal Enterprises Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the twenty-eighth day of April, 1959 to the company "Universal Enterprises Limited", 1. reducing its capital stock from $6,000 to $1,200, the capital stock cancelled being divided into 4,800 common shares of $1 each; 2. increasing the capital stock thus reduced from $1,200 to $475,000, the additional capital stock being divided into 23,800 common shares of $1 each and into 45,000 preferred shares of $10 each; 3. amending its powers as provided for by the resolution duly adopted for this purpose.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-eighth day of April, 1959.

P. FRENETTE,
50866 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12413-59)

Variety Investors Incorporated

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the twenty-third day of April, 1959, to the company "Variety Investors Incorporated", reducing its capital stock from $75,000 to $6,500, the cancelled capital stock being divided into 335 common shares of $100 each and into 350 preferred shares, of $100 each.

Dated at the office of the Attorney General, this third day of April, 1959.

P. FRENETTE,
50866 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11631-59)

Volkswagen Sales & Service Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary

été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du vingt-huit avril 1959, à la compagnie "Volkswagen Sales & Service Ltd.", modifiant les dispositions de ses lettres patentes antérieures en ce qui concerne les conditions attachées à ses actions privilégiées.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-huit avril 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
50866-o P. FRENETTE.

letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the twenty-eighth day of April, 1959, to the company "Volkswagen Sales & Service Ltd.", amending the provisions of its previous letters patent in that which concerns the conditions attached to its preferred shares.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-eighth day of April, 1959.

P. FRENETTE,
50866 Acting Deputy Attorney General.

Arrêtés en Conseil

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 614
Section "A"

Québec, le 18 juin 1959.
Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT une modification au décret relatif aux employés de garages dans l'Ile de Montréal.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), le Ministre du Travail a donné avis de son intention de soumettre à l'appréciation et à la décision du Lieutenant-gouverneur en conseil, une modification au décret numéro 184 du 8 février 1950 et amendements, relatif aux employés de garages dans l'Ile de Montréal;

ATTENDU QUE ledit avis a été publié dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 16 mai 1959;

ATTENDU QU'aucune objection n'a été formulée contre l'approbation de la modification proposée;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Premier Ministre:

QUE ledit décret, numéro 184, soit modifié comme suit:

Le paragraphe "*b*" de l'article XI est remplacé par le suivant:

"*b*) Aucun apprenti ne peut être accepté s'il n'a pas seize (16) ans révolus. L'apprenti doit fournir un cerificat d'études de septième année du cours primaire ou l'équivalent."

L. DÉSILETS,
50876-o Greffier du Conseil Exécutif.

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 614
Section "B"

Québec, le 18 juin 1959.
Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT des modifications au décret relatif à l'industrie et aux métiers de la construction dans la région de Joliette.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163 et amendements), les parties contractantes à la convention collective de travail rendue obligatoire par le décret numéro 761 du 13 juillet 1955 et amen-

Orders in Council

ORDER IN COUNCIL
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 614
Part "A"

Quebec, June 18, 1959.
Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING an amendment of the decree relating to the garage employees in the Island of Montreal.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), the Minister of Labour has given notice of his intention to submit to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council some amendments to the decree number 184 of February 8, 1950 and amendments, relating to the garage employees in the Island of Montreal;

WHEREAS the said petition has been published in the *Quebec Official Gazette*, issue of May 16, 1959;

WHEREAS no objection has been made against the approval of the proposed amendment;

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Honourable the Prime Minister:

THAT the said decree, number 184, be amended as follows:

Paragraph "*b*" of article XI is replaced by the following:

"*b*) No apprentice can be accepted if he is under sixteen (16) years of age. The apprentice shall produce a certificate of study of the seventh year of the Primary Course or the equivalent thereof."

L. DÉSILETS,
50876-o Clerk of the Executive Council.

ORDER IN COUNCIL
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 614
Part "B"

Quebec, June 18, 1959.
Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING amendments of the decree relating to the construction industry and trades in the region of Joliette.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), the contracting parties to the collective labour agreement rendered obligatory by the decree number 761 of July 13, 1955 and amendments,

dements, relatif à l'industrie et aux métiers de la construction dans la région de Joliette, ont présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du Lieutenant-gouverneur en conseil certaines modifications audit décret;

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 16 mai 1959;

ATTENDU QU'aucune objection n'a été formulée contre l'approbation des modifications proposées;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Premier Ministre:

QUE ledit décret, numéro 761, soit modifié comme suit:

1° Les paragraphes "*a*", "*b*" et "*h*" de l'article V sont remplacés par les suivants:

"V. *Taux de salaires minima: a*) Les taux de salaires minima suivants doivent être payés:

Métiers.	*Taux horaires*	*A compter du 1er avril 1960*	*Trades:*	*Hourly rates*	*From April 1st, 1960*
Brasseur de mortier	$ 1.40	$ 1.40	Mortar mixer	$1.40	$1.40
Brasseur de célanite	1.40	1.40	Celanite mixer	1.40	1.40
Briqueteur-maçon	1.80	1.80	Bricklayer — mason	1.80	1.80
Calfat	1.40	1.40	Caulker	1.40	1.40
Charpentier-menuisier	1.90	2.00	Carpenter, joiner	1.90	2.00
Chauffeur (construction)	1.50	1.50	Fireman (construction)	1.50	1.50
Chaudronnier	1.80	1.80	Boiler maker	1.80	1.80
Conducteur de monte-charge	1.35	1.35	Freight elevator operator	1.35	1.35
Conducteur de tracteur	1.55	1.55	Tractor operator	1.55	1.55
Conducteur de rouleau compresseur (vapeur ou essence)	1.50	1.50	Roller operator (steam or gasoline)	1.50	1.50
Conducteur de niveleuse ou de bélier mécanique	1.50	1.50	Grader or bulldozer operator	1.50	1.50
Chauffeur de bouilloire (4ème classe)	1.38	1.38	Boiler fireman required to hold 4th class certificate	1.38	1.38
Électricien (compagnon)	1.95	2.05	Electrician (journeyman)	1.95	2.05
Ferblantier (boutique ou chantier)	1.90	2.00	Tinsmith, shop or field	1.90	2.00
Compagnon junior	1.55	1.65	Junior journeyman	1.55	1.65
Finisseur de ciment	1.75	1.75	Cement finisher	1.75	1.75
Finisseur de plancher en mastic	1.75	1.75	Mastic floor finisher	1.75	1.75
Foreur et poudrier	1.75	1.75	Drill operator and blaster	1.75	1.75
Forgeron sur chantier	1.75	1.75	Blacksmith on the job	1.75	1.75
Gratteur, polisseur et sableur de plancher	1.80	1.80	Floor scraper, polisher and sander	1.80	1.80
Gréeur (à la main ou à la machine)	1.80	1.80	Rigger (hand or machine)	1.80	1.80
Journalier	1.40	1.50	Common worker	1.40	1.50
Lettreur pour fins commerciales	1.90	1.90	Commercial letterer	1.90	1.90
Limeur de scie	1.90	2.00	Saw filer	1.90	2.00
Manoeuvre	1.40	1.50	Labourer	1.40	1.50
Machiniste	1.80	1.80	Millwright	1.80	1.80
Mécanicien en isolation de tuyauterie	1.80	1.80	Pipe insulation mechanic	1.80	1.80
Mécanicien en tuyauterie	1.90	2.00	Pipe mechanic	1.90	2.00
Mécanicien en tuyauterie (compagnon junior)	1.55	1.65	Pipe mechanic (junior journeyman)	1.55	1.65
Mécanicien de machine fixe ou portative	1.40	1.40	Engineman (stationary or portable engine)	1.40	1.40
Peintre-doreur	1.80	1.80	Painter, gilder	1.80	1.80
Paysagiste	1.30	1.30	Landscape worker	1.30	1.30
Pilonneur, lisseur et épandeur d'asphalte	1.30	1.30	Asphalt ramming, smoothing and spreading	1.30	1.30
Peintre	1.65	1.65	Painter	1.65	1.65
Plâtrier	1.80	1.80	Plasterer	1.80	1.80
Porteur d'eau	1.30	1.30	Water carrier	1.30	1.30
Poseur de lattes en métal ou de composition	1.65	1.65	Lather, metal or composition	1.65	1.65
Poseur de lattes en bois	1.55	1.55	Lather, wood	1.55	1.55
Poseur d'acier d'armature	1.90	2.00	Reinforcing steel erector	1.90	2.00
Poseur de liège (isolation)	1.80	1.80	Insulation cork setter	1.80	1.80
Poseur de couvre-plancher	1.80	1.80	Oilcloth layer	1.80	1.80

WHEREAS the said petition has been published in the *Quebec Official Gazette*, issue of May 16, 1959;

WHEREAS no objection has been made against the approval of the proposed amendments;

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Honourable the Prime Minister:

THAT the said decree, number 761, be amended as follows:

1. Subsections "*a*", "*b*" and "*h*" of article V are replaced by the following:

"V. *Minimum wage rates: a*) The minimum wage rates shall be as follows:

	Taux horaires	*A compter du 1er avril 1960*		*Hourly rates*	*From April 1st, 1960*
Poseur de plancher en mastic	$1.80	$1.80	Mastic floor layer	$1.80	$1.80
Poseur de tuile, asphalte et terrazzo	1.80	1.80	Tile, asphalt and terrazzo layer	1.80	1.80
Poseur de marbre	1.80	1.80	Marble layer	1.80	1.80
Préposé aux malaxeurs à vapeur ou gazoline	1.50	1.50	Steam or gasoline mixer operator	1.50	1.50
Préposé aux sonnettes (bois ou béton)	1.45	1.45	Pile driver (wood or concrete)	1.45	1.45
Préposé aux malaxeurs à l'électricité ou petit malaxeur	1.40	1.40	Mixer operator (electrical — or small mixer)	1.40	1.40
Préposé aux bouilloires (travail de plancher seulement)	1.40	1.40	Kettleman (flooring only)	1.40	1.40
Préposé aux machines à polir le terrazzo	1.50	1.50	Terrazzo polishing machine operator	1.50	1.50
Préposé aux grues	1.50	1.50	Crane operator	1.50	1.50
Préposé aux pelles mécaniques	1.85	1.85	Power shovel operator	1.85	1.85
Préposé à la canalisation, mateur et soudeur	1.30	1.30	Piping, caulking, welding	1.30	1.30
Préposé aux compresseurs	1.50	1.50	Compressor operator	1.50	1.50
Râtisseur d'asphalte	1.30	1.30	Asphalt raker	1.30	1.30
Soudeur en tuyauterie (acétylène ou électricité)	1.90	2.00	Pipe welder (acetylene or electricity)	1.90	2.00
Surveillant employé également comme chauffeur et devant posséder un certificat de 4ème classe	1.38	1.38	Watchman, also employed as fireman and required to hold 4th class certificate	1.38	1.38
Travailleur en fer ornemental	1.30	1.30	Ornamental iron worker	1.30	1.30
Gardien sur chantier (à la semaine)	55.00	•60.00	Job watchman (per week)	55.00	60.00

b) Salaires minima des apprentis: Les taux de salaires minima suivants doivent être payés aux apprentis des métiers ci-après mentionnés:

b) Minimum wages of apprentices: The following minimum wages shall be paid to apprentices in the following trades:

Briqueteur-maçon:			Bricklayer — mason:		
1ère année	$1.15	$1.15	1st year	$1.15	$1.15
2ème année	1.25	1.25	2nd year	1.25	1.25
3ème année	1.35	1.35	3rd year	1.35	1.35
Charpentier-menuisier:			Carpenter — joiner:		
1ère année	1.10	1.15	1st year	1.10	1.15
2ème année	1.15	1.20	2nd year	1.15	1.20
3ème année	1.25	1.30	3rd year	1.25	1.30
4ème année	1.35	1.40	4th year	1.35	1.40
Électricien:			Electrician:		
1ère année	1.10	1.15	1st year	1.10	1.15
2ème année	1.15	1.20	2nd year	1.15	1.20
3ème année	1.25	1.30	3rd year	1.25	1.30
4ème année	1.35	1.40	4th year	1.35	1.40
Fer ornemental:			Ornamental iron:		
1ère année	1.05	1.05	1st year	1.05	1.05
2ème année	1.10	1.10	2nd year	1.10	1.10
3ème année	1.20	1.20	3rd year	1.20	1.20
4ème année	1.30	1.30	4th year	1.30	1.30
Lettreur pour fins commerciales:			Commercial letterer:		
1ère année	1.10	1.10	1st year	1.10	1.10
2ème année	1.15	1.15	2nd year	1.15	1.15
3ème année	1.30	1.30	3rd year	1.30	1.30
4ème année	1.40	1.40	4th year	1.40	1.40
Mécanicien en tuyauterie, ferblantier, plombier:			Pipe mechanic, Tinsmith, Plumber:		
1ère année	1.05	1.10	1st year	1.05	1.10
2ème année	1.15	1.20	2nd year	1.15	1.20
3ème année	1.25	1.30	3rd year	1.25	1.30
4ème année	1.35	1.40	4th year	1.35	1.40
Poseur de brûleur à l'huile:			Oil Burner Mechanci:		
1ère année	1.30	1.40	1st year	1.30	1.40
Poseur de tuile, terrazzo, marbre et couvre-plancher:			Tile, terrazzo, marble and oil-cloth layer:		
1ère année	1.05	1.05	1st year	1.05	1.05
2ème année	1.10	1.10	2nd year	1.10	1.10
3ème année	1.20	1.20	3rd year	1.20	1.20
4ème année	1.30	1.30	4th year	1.30	1.30

		Taux horaires A compter du 1er avril 1960
Peintre:		
1ère année	$1.05	$1.05
2ème année	1.10	1.10
3ème année	1.15	1.15
4ème année	1.25	1.25
Plâtrier:		
1ère année	1.10	1.10
2ème année	1.20	1.20
3ème année	1.30	1.30
Fer d'armature:		
1er semestre	1.50	1.65
2ème semestre	1.65	1.85

h) Frais de déplacement et repas: Les frais de déplacement des salariés envoyés en dehors de la municipalité où l'employeur a sa place d'affaires sont à la charge de l'employeur et le salaire du salarié ne doit pas être réduit. De plus, le repas du midi est à la charge de l'employeur au taux fixe de $1.50 du repas si le salarié n'a pas été averti la veille."

2° Les paragraphes "*b*" et "*e*" de l'article IX sont remplacés par les suivants:

"*b) Taux de salaires minima:* Les taux de salaires suivants doivent être payés:

	Salaire hebdomadaire
Ouvrier de métier qualifié ou homme de métier	$65.00
Journalier (ouvrier non qualifié)	50.00

e) Les salariés permanents préposés à l'entretien recevant un salaire annuel d'au moins $2,500.00, et qui, à cause de la nature de leur emploi sont requis de répondre à des appels urgents en tout temps du jour ou de la nuit pour la protection d'édifices ou d'immeubles, sont par la présente exemptés des taux de salaires pour travail supplémentaire."

3° Le paragraphe "*a*" de l'article X est remplacé par le suivant:

"X. *Dispositions relatives à l'apprentissage: a)* Aucun apprenti, dans l'un ou l'autre des métiers de la construction mentionnés à l'article V, ne doit commencer son apprentissage avant d'avoir 16 ans révolus ou après avoir dépassé 25 ans. Il doit de plus avoir terminé sa 7ème année du cours primaire. Toutefois, le comité paritaire, sur requête de l'apprenti intéressé et avec la recommandation de l'organisation professionnelle à laquelle celui-ci appartient, peut admettre à l'apprentissage un candidat âgé de plus de 25 ans qui, pour des raisons graves n'a pu commencer son apprentissage avant cet âge."

4° L'article XV est remplacé par le suivant:

"XV. *Durée du décret:* Le présent décret demeure en vigueur jusqu'au 1er avril 1961. Il se renouvelle automatiquement d'année en année par la suite, à moins que l'une des parties contractantes ne donne à l'autre partie un avis écrit à ce contraire, dans un délai qui ne doit pas être de plus de soixante (60) ni de moins de trente (30) jours avant le 1er avril de l'année 1961 et de toute année subséquente. Un tel avis doit également êgre adressé au Ministre du Travail."

L. DÉSILETS,
50876-o Greffier du Conseil Exécutif.

		Hourly rates From April 1st, 1960
Painter:		
1st year	$1.05	$1.05
2nd year	1.10	1.10
3rd year	1.15	1.15
4th year	1.25	1.25
Plasterer:		
1st year	1.10	1.10
2nd year	1.20	1.20
3rd year	1.30	1.30
Reinforcing steel:		
1st six months	1.50	1.65
2nd six months	1.65	1.85

h) Travelling expenses and meals: Travelling expenses of employees sent outside the municipality where the employer operates shall be paid by the employer and the employee's wages shall not be reduced. The noon meal shall also be paid by the employer, at the rate of $1.50 per meal, when the employee has not been informed the day before."

2. Paragraphs "*b*" and "*e*" of article IX are replaced by the following:

"*b) Minimum wage rates:* The following shall be the minimum wage rates:

	Weekly wages
Skilled worker	$65.00
Common worker	50.00

e) Permanent maintenance men who receive a yearly salary of at least $2,500.00 and who are required to answer emergency calls at any time of day or night for the protection of building property are hereby excluded from overtime rates of wages."

3. Paragraphe "*a*" of article X is replaced by the following:

"X. *Provisions respecting apprenticeship: a)* No apprentice in any one of the building trades mentioned in article V, shall begin his apprenticeship before 16 or after 25 years of age. Also, he must have completed the 7th year of the Primary Course. However, the Joint Committee, upon request of an apprentice supplemented by the recommendation of the union to which he belongs, may authorize a candidate of more than 25 years of age to begin his apprenticechip if serious reasons prevented him from doing so before that age."

4. Article XV is replaced by the following:

"XV. *Duration of the decree.* The present decree remains in force until April 1, 1961. It then renews itself automatically from year to year unless one of the contracting parties notifies the other party, in writing, to the contrary, within the period extending from the sixtieth (60th) to the thirtieth (30th) day before April 1, of the year 1961 or of any subsequent year. Such a notice shall also be given to the Minister of Labour."

L. DÉSILETS,
50876-o Clerk of the Executive Council.

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 614
Section "C"

Québec, le 18 juin 1959.
Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT des modifications au décret relatif à l'industrie et aux métiers de la construction dans la région de Montréal.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), le Ministre du Travail a donné avis de son intention de soumettre à l'appréciation et à la décision du Lieutenant-gouverneur en conseil certaines modifications au décret numéro 309 (A) du 8 avril 1959, relatif à l'industrie et aux métiers de la construction dans la région de Montréal;

ATTENDU QUE ledit avis a été publié dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 25 avril 1959;

ATTENDU QU'aucune objection n'a été formulée contre l'approbation des modifications proposées;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Premier Ministre:

QUE ledit décret, numéro 309 (A), soit modifié comme suit:

1° L'item "Poseur de lattes en bois, composition . . . 2 années", apparaissnt à l'article 38, est radié.

2° Le paragraphe "*g*" de l'article 39 est radié.

L. DÉSILETS,
50876-o Greffier du Conseil Exécutif.

ORDER IN COUNCIL
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 614
Part "C"

Quebec, June 18, 1959.
Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING amendments of the cecree relating to the construction industry and trades in the region of Montreal.

WHEREAS, pursuant to the procedure established under section 8 of the Collective Arreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), the Minister of Labour has given notice of his intention to submit to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council some amendments to the decree number 309 (A) of April 8, 1959, relating to the construction industry and trades in the region of Montreal;

WHEREAS the said notice has been published in the *Quebec Official Gazette*, issue of April 25, 1959;

WHEREAS no objection has been made against the approval of the proposed amendments;

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Honourable the Prime Minister:

THAT the said decree, number 309 (A), be amended as follows:

1. The item "Lather, wood and composition . . . 2 years", appearing in article 38, is deleted.

2. Paragraph "*g*" of article 39 is deleted.

L. DÉSILETS,
50876-o Clerk of the Executive Council.

Département du Travail

AVIS DE MODIFICATION

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis, par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q., 1941, chapitre 163 et amendements), que les parties contractantes à la convention collective de travail relative aux métiers de barbier, coiffeur et coiffeuse dans le district de Saint-François, rendue obligatoire par le décret numéro 255 du 5 mars 1953 et amendements, lui ont présenté une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du Lieutenant-gouverneur en conseil des modifications audit décret savoir:

1° Les heures de travail déterminées pour les zones II et III, au paragraphe "*a*" de l'article III, seront remplacées par les suivantes:

Zone II

"Lundi: de 8.00 a.m. à midi.

Mardi, mercredi et jeudi: de 8.00 a.m. à 6.00 p.m.

Vendredi, samedi et veille de fêtes chômées: de 8.00 a.m. à 9.00 p.m.

Exceptions: i. Cependant, dans la cité de Lac Mégantic et un rayon de cinq (5) milles de ses limites, les heures de travail sont comme suit:

Lundi: de 1.00 p.m. à 6.00 p.m.

Mardi, mercredi, jeudi et samedi: 8.30 a.m. à 6.00 p.m.

Vendredi: de 8.30 a.m. à 9.00 p.m.

Department of Labour

NOTICE OF AMENDMENT

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q., 1941, chapter 163 and amendments), that contracting parties to the Collective Labour Agreement relating to the barbering and hairdressing trades in the district of St. Francis, rendered obligatory by the decree number 255 of March 5th, 1953 and amendments, have petitioned him to submit to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council certain amendments, to the said decree, to wit:

1. The hours of work determined for zones II and III, paragraph "*a*" of article III, will be replaced by the following:

Zone II

"Monday: 8.00 a.m. to 12.00 (noon);

Tuesday, Wednesday and Thursday: 8.00 a.m. to 6.00 p.m.

Friday, Saturday and holiday eves: 8.00 a.m. to 9.00 p.m.

Exceptions: i. However, in the city of Lac Mégantic and a radius of five (5) miles from its limits, hours of work shall be as follows:

Monday: 1.00 p.m. to 6.00 p.m.

Tuesday, Wednesday, Thursday and Saturday: 8.30 a.m. to 6.00 p.m.

Friday: 8.30 a.m. to 9.00 p.m.

Les 20, 21 et 22 décembre: de 8.30 a.m. à 8.00 p.m.

Les 23 et 24 décembre: de 8.30 a.m. à 9.00 p.m.

ii. Dans les municipalités de Rock Island, Beebe Plain, Stanstead et un rayon de cinq (5) milles de leurs limites, les heures de travail commencent à 8.30 a.m. tous les jours et se terminent à 6.00 p.m. le lundi, à midi le mardi, à 9.00 p.m. le jeudi et à 6.00 p.m. le vendredi.

iii. A East Angus, les heures de travail se terminent à 5.00 p.m. le samedi.

Zone III

Lundi: de 8.30 a.m. à midi.

Mardi, mercredi et jeudi: de 8.30 a.m. à 7.00 p.m.

Vendredi et veilles de fêtes chômées: de 8.30 a.m. à 10.00 p.m.

Samedi: de 8.30 a.m. à 9.00 p.m."

2° Les item ci-après mentionnés, apparaissant au paragraphe "*a*" de l'article VIII, seront remplacés par les suivants:

	Zones		
	I	*II*	*III*
"Barbe	$0.50	$0.45	$0.40
Coupe de cheveux pour adultes des deux sexes:			
Lundi, mardi, mercredi, jeudi	0.85	0.75	0.70
Vendredi, samedi et veille de fêtes	0.95	0.85	0.80
Coupe de cheveux pour enfants de moins de 16 ans:			
Lundi, mardi, mercredi, jeudi	0.50	0.45	0.40
Vendredi, samedi et veille de fêtes	0.65	0.60	0.50
Coupe de cheveux en brosse et Hollywood:			
Adultes	1.10	1.00	0.90
Enfants de moins de 16 ans	0.60	0.55	0.50"

La publication du présent avis ne rend pas obligatoires les dispositions qui y sont contenues. Seul un arrêté ministériel peut rendre obligatoires ces dispositions, avec ou sans amendement. L'Arrêté ministériel entre en vigueur à la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 27 juin 1959. 50876-o

On December 20, 21 and 22: 8.30 a.m. to 8.00 p.m.

On December 23 and 24: 8.30 a.m. to 9.00 p.m.

ii. In the municipalities of Rock Island, Beebe Plain, Stanstead and a radius of five (5) miles from their limits, work shall start at 8.30 a.m. every day and shall cease at 6.00 p.m. on Monday at 12.00 (noon) on Tuesday, at 9.00 p.m. on Thursday and at 6.00 p.m. on Friday.

iii. At East Angus, work shall cease at 5.00 p.m. on Saturday.

Zone III

Monday: 8.30 a.m. to noon.

Tuesday, Wednesday and Thursday: 8.30 a.m. to 7.00 p.m.

Friday and holiday eves: 8.30 a.m. to 10.00 p.m.

Saturday: 8.30 a.m. to 9.00 p.m."

2. The items hereafter mentioned, appearing in paragraph "*a*" of article VIII, will be replaced by the following:

	Zones		
	I	*II*	*III*
"Shave	$0.50	$0.45	$0.40
Haircut, male and female adults:			
Monday, Tuesday, Wednesday, Thursday	0.85	0.75	0.70
Friday, Saturday and holiday eves	0.95	0.85	0.80
Haircut — children under 16 years of age:			
Monday, Tuesday, Wednesday, Thursday	0.50	0.45	0.40
Friday, Saturday and holiday eves	0.65	0.60	0.50
Brush Cut and Hollywood:			
Adults	1.10	1.00	0.90
Children under 16 years of age	0.60	0.55	0.50"

The publication of the present notice does not render obligatory the provisions contained therein. Such provisions, with or without amendments, can only be rendered obligatory by an Order-in-Council which comes into force on the date of its publication in the *Quebec Official Gazette*.

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, June 27, 1959. 50876-o

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes, que le Comité paritaire de l'industrie du meuble de Québec, établi en exécution du décret numéro 505 du 7 mai 1952, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 614 (F) du 18 juin 1959, le tout d'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), à prélever des cotisations des employeurs professionnels et des salariés assujettis audit décret, suivant la méthode et le taux ci-après mentionné:

NOTICE OF LEVY

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that the Joint Committee of the Furniture Industry of Quebec, established under decree number 505 of May 7th, 1952 has been authorized by by-law approved by Order in Council number 614 (F) of June 18, 1959, in conformity with the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q., 1941, chapter 163 and amendment), to levy assessments upon the professional employers and employees governed by the said decree according to the method and rate hereinafter mentioned:

1. *Cotisation*

La période de cotisation s'étend du 1er juillet 1959 au 30 juin 1960; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels régis par le décret numéro 505 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à 1/5 de 1% du salaire total payé à leurs salariés régis par le décret, y compris bonis, allocations et commission.

b) Les salariés régis par le décret numéro 505 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à 1/5 de 1% de leur salaire total, y compris bonis, allocations et commission.

2. *Mode de perception*

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le Comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels, des formules de rapport, lesquelles doivent être remplies selon les règlements du Comité paritaire. L'employeur professionnel doit voir à ce que ces rapports soient transmis au Comité paritaire tous les mois.

L'employeur professionnel doit percevoir à la fin de chaque semaine à même le salaire de chacun de ses salariés, les sommes qui reviennent au Comité paritaire, à titre de prélèvement.

Le rapport de l'employeur professionnel, accompagné des cotisations doit être signé devant témoin et adressé au Comité paritaire dans un délai de quinze (15) jours après l'expiration de la période pour laquelle il est exigible.

3. *Rapport financier*

D'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus du Comité paritaire de l'Industrie du Meuble de Québec, à compter du 1er juillet 1959 au 30 juin 1960.

LE COMITÉ PARITAIRE DE L'INDUSTRIE DU MEUBLE DE QUÉBEC

État des recettes et des déboursés probables pour la période comprise entre le 1er juillet 1959 et le 30 juin 1960.

Recettes:	
Estimé des gages pour l'année	$16,000,000.00
Cotisations (1/5 de 1%):	
Employeurs	32,000.00
Salariés	32,000.00
Amendes et pénalités	3,300.00
Revenus divers	800.00
	$68,100.00
Déboursés:	
Salaires:	
Employés	$33,800.00
Secrétaire	5,200.00
Frais de vérification	400.00
Frais de voyage:	
Délégués	13,200.00
Inspecteurs	5,000.00
Loyer	2,400.00
Taxe d'eau et affaires	64.00
Frais légaux	1,000.00

1. *Levy*

The period of levy shall extend from July 1, 1959 to June 30, 1960; the levy shall apply as hereinafter mentioned:

a) The professional employers governed by the decree number 505 and amendments, shall pay to the Joint Committee a sum equivalent to 1/5 of 1% of the total wages paid to their employees governed by the decree, including bonuses, allowances and commissions.

b) The employees governed by the said decree, number 505 and amendments, shall pay to the Joint Committee a sum equivalent to 1/5 of 1% of their total wages, including bonuses, allowances and commissions.

2. *Mode of collection*

In order to facilitate the collection of these assessments, the Parity Committee supplies the professional employers with report forms which shall be filed according to the by-laws of the Committee. The professional employer shall see to it that these reports be forwarded to the Parity Committee every month.

The professional employer shall collect, at the end of each week, from the wages of each one of his employees, the assessments, owed to the Parity Committee.

The report of the professional employer, together with the assessments, shall be signed and witnessed before it is sent to the Parity Committee no later than fifteen (15) days after the expiration of the period for which it is exigible.

3. *Financial report*

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act, the Joint Committee shall submit a quartely report of its financial operations to the Minister of Labour, on the following dates: March 31, June 30, September 30 and December 31.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the Joint Committee of the Furniture Industry of Quebec, for the period extending from July 1, 1959 to June 30, 1960.

JOINT COMMITTEE OF THE FURNITURE INDUSTRY OF QUEBEC

Estimated budget for the period extending from July 1, 1959 to June 30, 1960.

Receipts:	
Estimate of Annual Wages:	$16,000,000.00
Assessment (1/5 of 1%):	
Professional employers	32,000.00
Employees	32,000.00
Penalties	3,300.00
Miscellaneous	800.00
	$68,100.00
Disbursements:	
Salaries:	
Employees	$33,800.00
Secretary	5,200.00
Audition	400.00
Travelling expenses:	
Representatives	13,200.00
Inspectors	5,000.00
Rent	2,400.00
Water and Business Taxes	64.00
Legal Fees	1,000.00

Timbres-poste	$ 720.00
Téléphone et télégrammes	350.00
Frais bancaires	320.00
Assurance chômage	290.00
Dépréciation	1,000.00
Papeterie et impressions	2,000.00
Frais généraux	780.00
Assurance groupe	466.00
Achat d'équipement	1,000.00
Mauvaises créances	110.00
	$68,100.00

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 27 juin 1959. 50876-o

Postage	$ 720.00
Telephone and telegrams	350.00
Bank charges	320.00
Unemployment insurance	290.00
Depreciation	1,000.00
Stationary and printing	2,000.00
General expenses	780.00
Group insurance	466.00
Purchase of equipment	1,000.00
Bad debts	110.00
	$68,100.00

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, June 27, 1959. 50876-o

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes que le Comité conjoint de l'industrie de la peinture, établi en exécution du décret numéro 299 du 5 avril 1956, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 614 (E) du 18 juin 1959, lequel remplace celui approuvé par l'arrêté en conseil numéro 309 (H) du 8 avril 1959, le tout, d'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q., 1941, chapitre 163 et amendements), à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret, suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés:

1. *Cotisation*

La période de cotisation s'étend du 1er juillet 1959 au 1er juillet 1960; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels régis par le décret numéro 299 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à 1/8 de 1% des salaires fixes, pourcentages, bonis et allocations payés à leurs salariés assujettis audit décret.

b) Les artisans régis par ledit décret numéro 299 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à 1/8 de 1% du salaire établi pour le salarié compagnon le moins rémunéré, soit $1.35 l'heure (salaire minimum fixé par le décret).

c) Les salariés régis par le décret numéro 299 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalent à 1/8 de 1% de leur salaire fixe, pourcentage, bonis et allocations.

2. *Mode de perception*

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le Comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels des formules de rapport sur lesquelles doivent être indiqués les heures de travail, l'argent perçu au cours de la semaine et les sommes versées au Comité paritaire. L'employeur professionnel doit voir à ce que ces rapports soient remplis et retournés au Comité paritaire à tous les mois.

L'employeur professionnel doit percevoir à la fin de chaque semaine, à même, le salaire de chacun de ses salariés, les sommes qui reviennent au Comité paritaire.

Le rapport de l'employeur professionnel doit être signé avant d'être adressé au Comité paritaire. Ce comité a le pouvoir d'exiger l'assermentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

NOTICE OF LEVY

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that the Joint Committee of the Paint Industry, formed under decree number 299 of April 5th, 1956, has been authorized by a by-law approved by Order in Council number 614 (E) of June 18, 1959, which replaces the one approved by Order in Council number 309 (H) of April 8, 1959, in conformity with the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 163 and amendments), to collect, levies from the professional employers, the artisans and the employees governed by the said decree according to the method and rate hereinafter mentioned.

1. *Levy*

The period of levy shall extend from July 1, 1959 to July 1, 1960; it shall apply as hereinafter mentioned:

a) The professional employers governed by the decree number 299 and amendments shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to 1/8 of 1% of the fixed wages, commissions, bonuses, allocations paid to their employees subject to the said decree.

b) The artisans governed by the decree number 299 and amendments shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to 1/8 of 1% of the wages fixed for the least remunerated journeyman, i.e. $1.35 per hour (minimum wage rate fixed by the decree.)

c) The employees governed by the said decree number 299 and amendments shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to 1/8 of 1% of their fixed wages, commissions, bonuses and allocations.

2. *Mode of collection*

In order to facilitate the collection of these levies, the Parity Committee shall furnish the professional employers with printed forms indicating the hours of labour, the money collected during the week and the sums owed to the Parity Committee. The professional employer shall have these reports made and returned to the Parity Committee every month.

The professional employer shall collect at the end of every week, from the wages of every one of his employees, the sums owed to the Parity Committee.

The report of every professional employer shall be signed before it is sent to the Parity Committee. This Committee has the right to exact sworn reports when deemed advisable.

3. *Rapport financier*

Selon les termes de la Loi de la convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés probables du Comité Conjoint de l'Industrie de la Peinture, pour la période comprise entre le 1er juillet 1959 et le 1er juillet 1960.

LE COMITÉ CONJOINT DE L'INDUSTRIE DE LA PEINTURE
3,600 rue Barclay, Chambre 400, Montréal

État des recettes et des déboursés probables pour la période comprise entre le 1er juillet 1959 et le 1er juillet 1960.

Recettes:	
Cotisations (1/8 de 1%):	
Employeurs professionnels	$3,750.00
Salariés	3,750.00
	$7,500.00
Déboursés:	
Services du Comité Conjoint des matériaux de construction (12 mois à $420.00)	$5,040.00
Frais judiciaires et professionnels	500.00
Dépenses des membres y compris les jetons de présence	1,950.00
Impressions et papeterie	150.00
Divers	450.00
	$8,090.00
Déficit prévu	590.00
	$7,500.00

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 27 juin 1959. 50876-o

3. *Financial report*

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall present a quarterly report of its financial operations to the Minister of Labour on the following dates: March 31, June 30, September 30 and December 31.

Annexed hereto is an estimate of the receipts and disbursements required by the Joint Committee of the Paint Industry for the period between July 1, 1959 and July 1, 1960.

THE JOINT COMMITTEE OF THE PAINT INDUSTRY
3,600 Barclay Street, Room 400, Montreal.

Estimate of receipts and disbursements for the period between July 1, 1959 and July 1, 1960.

Receipts:	
Levies (1/8 of 1%):	
Professional employers	$3,750.00
Employees	3,750.00
	$7,500.00
Disbursements:	
Services from the Building Materials Joint Committee (12 months at $420.00 per month)	$5,040.00
Legal and professional expenses	500.00
Representatives' expenses including attendance fees	1,950.00
Printing and Stationery	150.00
Sundry expenses	450.00
	$8,090.00
Estimated deficit	590.00
	$7,500.00

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, June 27, 1959. 50876-o

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes, que le Comité paritaire du commerce, région du Lac St-Jean, établi en exécution du décret numéro 70 (B) du 29 janvier 1959, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 614 (G) du 18 juin 1959, le tout, d'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163 et amendements), à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret, suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés:

1. *Cotisation*

La période de cotisation s'étend du 3 mai 1959 au 2 janvier 1960; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels régis par le décret numéro 70 (B), doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% de leurs listes de paye.

b) Les artisans régis par le décret numéro 70 (B), doivent verser au Comité paritaire une

NOTICE OF LEVY

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that Le Comité Paritaire du commerce, région du Lac St-Jean, formed under decree number 70 (B) of January 29, 1959, has been authorized by a by-law approved by Order in Council number 614 (G) of June 18, 1959, in conformity with the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q., 1941, chapter 163 and amendments), to levy assessments from the professional employers, the artisans and the employees governed by the said decree, according to the method and rate hereinafter mentioned.

1. *Assessments*

The period of levy extends from May 3, 1959 to January 2, 1960 and applies as follows:

a) Professional employers governed by the decree number 70 (B), shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to ½ of 1% of their payroll.

b) Artisans governed by the decree number 70 (B), shall pay to the Parity Committee a sum

somme équivalente à ½ de 1% du salaire établi dans ledit décret pour le salarié le moins rémunéré, suivant leur emploi.

c) Les salariés régis par le décret numéro 70 (B), doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% de leur rémunération.

2. *Mode de perception*

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le Comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels des formules de rapport sur lesquelles doivent être indiqués les nom, prénoms et adresse de chaque salarié à son emploi, sa fonction, le nombre d'années de service, les heures de travail régulières et supplémentaires effectuées chaque semaine, l'argent perçu au cours de la semaine et les sommes versées au Comité paritaire. L'employeur professionnel doit voir à ce que ces rapports soient remplis et retournés au Comité paritaire à tous les mois.

L'employeur professionnel doit percevoir à la fin de chaque semaine à même le salaire de chacun de ses salariés les sommes qui reviennent au Comité paritaire.

Le rapport de l'employeur professionnel doit être signé avant d'être adressé au Comité paritaire. Ce comité a le pouvoir d'exiger l'assermentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

Le rapport accompagné des cotisations doit être adressé au Comité paritaire le ou avant le 10 de chaque mois.

3. *Rapport financier*

Selon les termes de la Loi de la convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus par le Comité paritaire du Commerce, région du Lac St-Jean, pour la période comprise entre le 1er mai 1959 et le 30 avril 1960.

COMITÉ PARITAIRE DU COMMERCE, RÉGION DU LAC ST-JEAN

Estimé des recettes et des déboursés pour la période comprise entre le 1er mai 1959 et le 30 avril 1960.

Recettes:	
Cotisations (½ de 1%):	
Employeurs professionnels	$ 7,900.00
Salariés	7,900.00
Fond de pension	205.00
Assurance chômage	31.20
Divers	500.00
	$16,536.20
Déboursés:	
Salaires	$ 4,200.00
Frais de déplacements des délégués	1,680.00
Jetons de présence aux assemblées	1,680.00
Loyer, eau, électricité	800.00
Entretien du bureau, chauffage, ameublement	1,040.00
Frais légaux	250.00
Vérification des livres	100.00
Délégations, centre consultatif, congrès	1,500.00
Dépenses de voyage des délégués	450.00

c) Employees governed by the decree number 70 (B), shall pay to the Parity Committee a sum eauivalent to ½ of 1% of their remuneration.

2. *Mode of collection*

In order to facilitate the collection of these assessments, the Parity Committee provides the professional employers with report forms indicating the name and address of their employees, their functions, their years of service, the regular and overtime hours of labour, the money collected during the week and the sums sent to the Parity Committee. The professional employer shall see to it that the reports be completed and sent to the Parity Committee every month.

The professional employer shall retain, at the end of each week, from the wages of every one of his employees, the sums owed to the Parity Committee.

The report of the professional employer shall be signed before it is sent to the Parity Committee. The committee has the right to exact sworn reports when deemed advisable.

The report, together with the assessments, shall be sent to the Parity Committee on or before the 10th day of each month.

3. *Financial report*

Pursuant to the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall make a quarterly report of its financial activities and remit same to the Minister of Labour on the following dates: March 31, June 30, September 30 and December 31.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of Le Comité paritaire du commerce, région du Lac St-Jean, for the period between May 1st, 1959 and April 30, 1960.

COMITÉ PARITAIRE DE COMMERCE, RÉGION DU LAC ST-JEAN

Estimate of the receipts and expenses for the period between May 1, 1959 and April 30, 1960.

Receipts:	
Assessments (½ of 1%):	
Professional employers	$ 7,900.00
Employees	7,900.00
Pension fund	205.00
Unemployment insurance	31.20
Miscellaneous	500.00
	$16,536.20
Disbursements:	
Salaries	$ 4,200.00
Representatives' travelling expenses	1,680.00
Meeting expenses	1,680.00
Rent, water, electricity	800.00
Office maintenance, heating, equipment	1,040.00
Legal fees	250.00
Audition	100.00
Delegations, consulting centre, congress	1,500.00
Delegates' travelling expenses	450.00

Administration, papeterie, timbres, téléphone, etc.	$ 1,500.00
Aide et dons	700.00
Assurance-hospitalisation	1,340.00
Fond de pension	1,750.00
Frais de représentation	1,000.00
Dépenses d'inspections	1,200.00
	$19,190.00
Déficit prévu à être comblé par la réserve	2,653.80
	$16,536.20

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 27 juin 1959. 50876-o

Administration, stationary, postage, telephone, etc.	$ 1,500.00
Financial assistance, donations	700.00
Hospital care insurance	1,340.00
Pension fund	1,750.00
Representatives' expenses	1,000.00
Inspection expenses	1,200.00
	$19,190.00
Estimated deficit to be covered by reserve	2,653.80
	$16,536.20

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, June 27, 1959. 50876-o

Avis divers

(Sec. P. 387-59)

AVIS D'AUTORISATION
(Loi des Compagnies Minières de Québec)

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie "Bibis Yukon Mines Limited" a été autorisée à vendre ou autrement aliéner dans la province de Québec, ses actions, titres, certificats-actions obligations et autres valeurs.

L'agent principal de ladite compagnie, aux fins de recevoir les assignations dans les procédures exercées contre elle, est M. J. Austin Murphy, avocat et conseil en Loi de la Reine, de la cité de Montréal.

Le siège social dans la province sera à la place d'affaire de sondit agent, à savoir: Chambre 725, 132 ouest rue St-Jacques, en lesdits district judiciaire et cité de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, ce 19e jour de juin 1959.

Le Sous-secrétaire de la province,
50866 RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 12775-59)

MORGAN & CO. LTD.

Règlement N° XXXIII

Pour changer le nombre des directeurs de la Compagnie de cinq à six

Qu'il soit et il est par les présentes statué que le règlement N° VIII des règlements généraux de la Compagnie soit modifié pour se lire comme suit:

"Les affaires de la Compagnie seront administrées par un conseil d'administration composé de six directeurs choisis parmi les détenteurs d'actions ordinaires du capital-action de la Compagnie;

Les directeurs sont constitués en office pour la durée d'un an, leur terme expirant lors de la tenue de l'assemblée annuelle des actionnaires, époque à laquelle l'élection des directeurs se fait chaque année.

Au cas de vacance, par suite de démission, décès ou autrement, les directeurs demeurant en office choisiront une ou des personnes dûment qualifiées pour agir comme directeur jusqu'à la prochaine assemblée annuelle."

Certifiée copie exacte du règlement N° XXXIII de "Morgan & Co. Ltd.", adopté à l'assemblée de

Miscellaneous Notices

(P. Sec. 387-59)

NOTICE OF AUTHORIZATION
(Quebec Mining Companies' Act)

Notice is hereby given that "Bibis Yukon Mines Limited" has been authorized to sell or otherwise alienate in the Province of Quebec its shares, stocks, stock-certificates, debentures and other securities.

The chief agent of the said company for the purpose of receiving service in proceedings against it is Mr. J. Austin Murphy, advocate and Queen's Counsel, of the city of Montreal.

The head office in the Province is to be at the place of business of its said chief agent, to wit: Room 725, 132 St. James Street west, in the said city and judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial secretary, this 19th day of June, 1959.

RAYMOND DOUVILLE,
50866-o Acting Provincial Secretary.

(A.G. 12775-59)

MORGAN & CO. LTD.

By-law No. XXXIII

Amending the number of directors of the company from five to six

Be it enacted and it is hereby enacted that By-law No. VIII of the Company's general by-laws be amended to read as follows:

"The affairs of the company shall be managed by a board of directors composed of six directors chosen among the holders of common shares of the capital stock of the company;

The directors are appointed for the term of one year, their term expiring at the time when the annual meeting of the shareholders is held, the election of the directors then being made each year.

Upon the occurrence of vacancies, resulting from resignation, death or otherwise, the directors remaining in office shall elect one or several duly qualified persons to act as director until the next annual meeting."

Certified true copy of By-law No. XXXIII of "Morgan & Co. Ltd." adopted at the meeting

son conseil d'administration du 8 mai 1959 et approuvé par le vote unanime de tous les actionnaires de la Compagnie à leur assemblée générale spéciale du même jour.

(Sceau) Le Secrétaire,
50873-o ERNEST PRIEST.

(P.G. 6749-46)

FASHION GLOVE INCORPORATED

Règlement N° 13

"Le nombre des directeurs de la compagnie est, par les présentes, réduit de cinq à trois, et l'article 3 du règlement N° 1 est par les présentes modifié en conséquence."

Je, soussigné, Guy Fortier, C.A., secrétaire de "Fashion Glove Inc.", certifie que le règlement N° 13 précité a été décrété par le bureau de direction de ladite compagnie, à une assemblée dûment renue le 21 mai 1959, et approuvé par le vote unanime des actionnaires de la compagnie présents à une assemblée générale spéciale convoquée aux fins de considérer ledit règlement et tenue le 21 mai 1959, et auxquelles deux assemblées le quorum était présent.

Québec, ce 3 juin 1959.

Le Secrétaire,
50882-o GUY FORTIER, C.A.

(P.G. 12522-58)

AGENCE DE VOYAGES DUFOUR, INC.
DUFOUR TRAVEL AGENCY, INC.

Règlement N° XXXVIII

Il est décrété comme règlement de la compagnie tel que suit:

1° Le nombre des directeurs de la compagnie est, par les présentes, augmenté de trois à cinq, de façon à ce que le bureau de direction de la compagnie sera à l'avenir composé de cinq (5) directeurs;

2° Trois directeurs formeront quorum à toutes assemblées du bureau de direction;

3° Tous les règlements, résolutions et procédures de la compagnie incompatibles avec le présent règlement, sont par les présentes, amendés ou modifiés de façon à donner effet au présent règlement.

Montréal, ce 21e jour de mai 1959.
Certifié vraie copie.

Le Président,
50883-o ERNEST DUFOUR.

(P.G. 10328-59)

AUTOBUS LÉVIS-QUÉBEC INC.

Avis est donné que, par arrêté en conseil numéro 123, en date du 12 mars 1959, il a plu au Lieutenant-gouverneur en conseil de valider, conformément aux dispositions de l'article 6 de la Loi des pouvoirs spéciaux de certaines corporations, le règlement N° 20 de "La Compagnie de Transport de Lévis (Levis Transport Company)" changeant son nom en celui de "Autobus Lévis-Québec Inc.".

Québec, le 19 juin 1959.

Le Procureur général,
Par l'Assistant-procureur général suppléant,
50884-o P. FRENETTE.

of its board of directors of May 8th 1959 and approved unanimously by all the shareholders of the company at their special general meeting of the same day.

(Seal) ERNEST PRIEST,
50873-o Secretary.

(A.G. 6749-46)

FASHION GLOVE INCORPORATED

By-law No. 13

"The number of directors of the company is, hereby, decreased from five to three, and section 3 of by-law No. 1 is hereby amended accordingly."

I, the undersigned, Guy Fortier, C.A., secretary of "Fashion Glove Inc.", certify that abovesaid by-law No. 13 has been enacted by the board of directors of the said company at a meeting duly held on May 21, 1959, and approved by the unanimous vote of the shareholders of the company present at a special general meeting called for the purpose of considering said by-law and held on May 21, 1959, and at which both meetings the quorum was present.

Quebec, June 3, 1959.

GUY FORTIER, C.A.,
50882 Secretary.

(A.G. 12522-58)

AGENCE DE VOYAGES DUFOUR, INC.
DUFOUR TRAVEL AGENCY, INC.

By-law No. XXXVIII

It is enacted as a by-law of the company as follows:

1. The number of directors of the company is, hereby, increased from three to five, so as that the Board of Directors of the company shall be henceforth composed of five (5) directors;

2. Three directors shall constitute a quorum at any meeting of the Board of Directors;

3. All by-laws, resolutions and proceedings of the company inconsistent with this by-law, are, hereby, amended or modified to give effect to the present by-law.

Montreal, this 21st day of May, 1959.
Certified true copy.

ERNEST DUFOUR,
50883 President.

(A.G. 10328-59)

AUTOBUS LÉVIS-QUÉBEC INC.

Notice is hereby given that, by Order-in-Council number 123 dated March 12, 1959, the Lieutenant-Governor in Council has been pleased to validate, pursuant to the provisions of Article 6 of the Special Corporate Powers Act, By-law No. 20 of "La Compagnie de Transport de Lévis (Lévis Transport Company)" changing its name into that of "Autobus Lévis-Québec Inc.".

Quebec, June 19, 1959.

The Attorney General,
by P. FRENETTE,
50884 Acting Deputy Attorney General.

AVIS DE CHANGEMENT DE NOM

(Loi des syndicats professionnels)

Avis est donné que l'honorable Secrétaire de la province a, le dix juin 1959, autorisé le changement de nom de "L'Association des Entrepreneurs du District de Hull", dont la formation a été autorisée le 5 février 1942, avec siège social à Hull, en celui de "L'Association des Entrepreneurs du District de Hull et de l'Ouest du Québec", et ce, conformément aux dispositions de l'article 7 de la Loi des syndicats professionnels (S.R.Q. 1941, chapitre 162).

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le dix-sept juin 1959.

Le Sous-secrétaire de la province,
50888-o RAYMOND DOUVILLE.

NOTICE OF CHANGE OF NAME

(Professional Syndicates' Act)

Notice is given that the Honourable the Provincial Secretary has, on June tenth, 1959, authorized the change of name of "L'Association des Entrepreneurs du District de Hull", the formation of which was authorized on February 5, 1942, with head office at Hull, into that of "L'Association des Entrepreneurs du District de Hull et de l'Ouest du Québec", and such pursuant to the provisions of section 7, of the Professional Syndicates' Act (R.S.Q. 1941, chapter 162).

Given at the office of the Provincial Secretary, June seventeenth, 1959.

RAYMOND DOUVILLE,
50888 Assistant Provincial Secretary.

PAROISSE ST-HENRI-DE-TAILLON
Comté du Lac St-Jean

TIRAGE D'OBLIGATIONS

Les obligations suivantes, émises en vertu du règlement N° 129, ont été tirées au sort:

Dénomination de $500.00: D-23, 44, 45, 46, 47, 138

Dénomination de $100.00: C-21, 55.

Lesdites obligations seront remboursables le 1er août 1959, date à laquelle elles cesseront de porter intérêt.

Le Secrétaire-trésorier,
50891-o ANTONIO SIMARD.

PARISH ST-HENRI-DE-TAILLON
County of Lake St-John

DRAWING OF BONDS

The following bonds, issued under By-Law No. 129, have been drawn by lots:

Denomination of $500.00: D-23, 44, 45, 46, 47, 138.

Denomination of $100.00: C-21, 55.

The said bonds shall be redeemable on the first of August 1959, from which date they shall cease to bear interest.

ANTONIO SIMARD,
50891-o Secretary-Treasurer.

(P.G. 2812-52)

QUEBEC COBALT AND EXPLORATION LIMITED
(No Personal Liability)

Règlement N° 9

Qu'il soit décrété et il est, par les présentes, décrété comme un règlement de "Quebec Cobalt and Exploration Limited" (No Personal Liability), (ici nommée la "Compagnie") ce qui suit:

1. Que le nombre des directeurs de la compagnie soit et il est, par les présentes, diminué de sept à cinq, de manière que le bureau de direction de la compagnie soit dorénavant composé de cinq directeurs.

2. Trois directeurs formeront quorum à toute assemblée du bureau de direction.

3. Tous règlements, résolutions et procédures antérieurs de la compagnie, incompatibles à icelui, sont par les présentes, amendés, modifiés et revisés de manière à donner effet à ce règlement.

Je certifie que le précédent est une copie véritable du règlement N° 9 de "Quebec Cobalt and Exploration Limited" (No Personal Liability), décrété par les directeurs, le 3 mars 1959, et confirmé par le vote unanime des actionnaires à une assemblée générale spéciales des actionnaires, tenue le 27e jour de mai 1959.

Le Secrétaire,
50892 B. A. ORR.

(A.G. 2812-52)

QUEBEC COBALT AND EXPLORATION LIMITED
(No Personal Liability)

By-Law No. 9

Be it enacted and it is hereby enacted as a by-law of "Quebec Cobalt and Exploration Limited" (No Personal Liability), (herein acIled the "Company") as follows:

1. The number of Directors of the Company be and the same is hereby decreased from seven to five so that the Board of Directors of the company shall hereafter be composed of five directors.

2. Three Directors shall constitute a quorum at any meeting of the Board of Directors.

3. All prior by-laws, resolutions and proceedings of the Company inconsistent herewith are hereby amended, modified and revised in order to give effect to this by-law.

I certify the foregoing to be a true copy of by-law No. 9 of "Quebec Cobalt and Exploration Limited" (No Personal Liability) enacted by the directors the 3rd of March 1959, and confirmed by the unanimous vote of the shareholders at a Special General Meeting held othe 27th day of May, 1959.

B. A. ORR,
50982-o Secretary.

MOUNTAIN REALTIES LIMITED

Règlement "A"

Il a été résolu que l'actif de la compagnie soit divisé au pro rata entre les actionnaires de la compagnie, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies de Québec.

Montréal, 23 juin 1959.

Le Secrétaire-trésorier,
50898 ABRAHAM OSTROVSKY.

MOUNTAIN REALTIES LIMITED

By-Law "A"

Resolved that the assets of the company be divided rateably amongst the shareholders of the Company in accordance with the provisions of The Quebec Companies' Act.

Montreal, June 23rd, 1959.

ABRAHAM OSTROVSKY,
50898-o Secretary-Treasurer.

RÉGIE DE L'ÉLECTRICITÉ ET DU GAZ

Avis concernant le Gaz et la Sécurité Publique
(*S.Q. 7-8 Elizabeth II, chapitre 12*)

Avis est par la présente donné que la Régie de l'Électricité et du Gaz recevra jusqu'au 1er octobre 1959 toutes considérations relatives à la sécurité publique et à la prévention des accidents pouvant résulter du transport, de la possession, de la distribution et de l'usage du gaz dans la province, que voudra lui présnter par écrit toute personne, toute société, tout synidcat, toute association quelconque de personnes et toute corporation publique ou privée.

Toutes communications devront être adressées au soussigné.

Le Secrétaire,
132 ouest, rue St-Jacques, J.-A. MORIN.
Montréal 1, P. Q. 50899-26-2-o

ELECTRICITY AND GAS BOARD

Notice concerning Gas and Public Safety
(*Q.S. 7-8 Elizabeth II, chapter 12*)

Notice is hereby given that the Electricity and use of gas in the Province, that any person, receive all representations, in writing, concerning public safety and prevention of accidents resulting from the conveyance, possession, distribution, and use of gas in the Province, that any person, any firm, syndicate or association of persons and any public or private corporation may wish to submit.

All communications should be addressed to the undersigned.

J.-A. MORIN,
132 St. James St., West, Secretary.
Montreal 1, Que. 50899-26-2-o

Chartes — Abandon de

AVIS

Prenez avis que la compagnie "Peel Building Corporation" demandera au Procureur général, la permission d'abandonner sa charte.

Le Procureurs de
"PEEL BUILDING CORPORATION",
50869 Mtres MEYEROVITH & LEVY.

SOLID GLOVE LIMITED

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie "Solid Glove Limited" constituée en corporation en vertu de la Loi des Compagnies de Québec et ayant son siège social en la cité de Montréal, s'adressera au Procureur général de la province de Québec, pour obtenir la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des Compagnies de Québec.

Daté à Montréal, ce 25e jour de juin 1959.

Les Procureurs de
SOLID GLOVE LIMITED,
LIVERMAN, BRISKIN & YANOFSKY.
1450 City Councillors, suite 950,
Montréal, Québec. 50894

Avis est donné, que suivant les exigences de la Loi des Compagnies de Québec, "Albert Robert Limitée", demande au Procureur Général la permission d'abandonner sa charte.

Le Président,
50895-o ALBERT ROBERT.

THE SHERBROOKE APARTMENTS LIMITED

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie "The Sherbrooke Apartments Limited", constitué en corporation en vertu de la Loi des Compagnies de Québec, et ayant son siège social en la cité de Montréal, s'adressera au Procureur général de la province de Québec pour obtenir la permission d'abandonner sa charte en vertu des dispositions de la Loi des compagnies de Québec.

Daté à Montréal, ce 22e jour de mai 1959.

(Sceau)

Le Secrétaire,
50896 PHILIP F. VINEBERG.

Charters — Surrender of

NOTICE

Take notice that "Peel Building Corporation" will request the Attorney General for permission to surrender its charter.

Mtres MEYEROVITCH & LEVY,
Attorneys for
50869-o "PEEL BUILDING CORPORATION".

SOLID GLOVE LIMITED

Notice is hereby given that the "Solid Glove Limited", a corporation constituted under the Quebec Companies' Act and having its head office in the city of Montreal, will apply to the Attorney-General of the Province of Quebec, for leave to surrender its charter under the provisions of the Quebec Companies' Act.

Dated at Montreal, this 25th day of June, 1959.

LIVERMAN, BRISKIN & YANOFSKY,
Attorneys for
SOLID GLOVE LIMITED.
1450 City Councillors, Suite 950,
Montreal, Quebec. 50894-o

Notice is given that, according to the requirements of the Quebec Companies' Act, "Albert Robert Limitée", applies to the Attorney General for permission to surrender its charter.

ALBERT ROBERT,
50895 President.

THE SHERBROOKE APARTMENTS LIMITED

Notice is hereby given that "The Sherbrooke Apartments Limited", a corporation constituted under the Quebec Companies' Act and having its head office in the City of Montreal, will apply to the Attorney-General of the Province of Quebec for leave to surrender its charter under the provisions of the Quebec Companies' Act.

Dated at Montreal, this 22nd day of May, 1959.

(Seal)

PHILIP F. VINEBERG,
50896-o Secretary.

SUBURBAN ENTERPRISES INC.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie "Suburban Enterprises Inc.", constituée en corporation en vertu de la Loi des Compagnies de Québec, et ayant son siège social en la cité de Montréal, s'adressera au Procureur général de la province de Québec pour obtenir la permission d'abandonner sa charte en vertu des dispositions de la Loi des compagnies de Québec.

Daté à Montréal, ce 16e jour de mai 1959.

(Sceau)

Le Secrétaire,

50897 PHILIP F. VINEBERG.

SUBURBAN ENTERPRISES INC.

Notice is hereby given that "Suburban Enterprises Inc.", a corporation constituted under the Quebec Companies' Act and having its head office in the city of Montreal, will apply to the Attorney-General of the Province of Quebec for leave to surrender its charter under the provisions of the Quebec Companies' Act.

Dated at Montreal, this 16th day of May, 1959.

(Seal)

PHILIP F. VINEBERG,

50897-o Secretary.

Compagnie autorisée à faire des affaires

(Sec.P. 400-59)

Avis est, par les présentes, donné que "C. W. Fuelling, Inc.", une compagnie à fonds social étrangère, constituée en corporation en vertu de "The Indiana General Corporation Act", a été autorisée à exercer son commerce dans la province de Québec, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies à fonds social étrangères, S.R.Q. 1941, chapitre 279.

Le bureau principal de ladite compagnie dans la province sera établi à chambre 300, 455 ouest, rue Craig, en les cité et district judiciaire de Montréal.

Son agent principal, aux fins de recevoir les assignations dans les procédures exercées contre elle, est W. H. Laidley, C.R., de ladite cité de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, ce 19e jour de juin 1959.

Le Sous-secrétaire de la province,

50866 RAYMOND DOUVILLE.

Company Licensed to do Business

(P.Sec. 400-59)

Notice is hereby given that "C. W. Fuelling, Inc.", an extra-provincial company incorporated in virtue of "The Indiana General Corporation Act", has been licensed to carry on business in the Province of Quebec, pursuant to the provisions of the Extra-Provincial Companies' Act, R.S.Q. 1941, chapter 279.

The principal office of the said company in the Province is to be established at Room 300, 455 Craig Street, West, in the city and judicial district of Montreal.

Its chief agent for the purpose of receiving services in proceedings against it is Mr. W. H. Laidley, Q.C., of the said city of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 19th day of June, 1959.

RAYMOND DOUVILLE,

50866-o Assistant Provincial Secretary.

Département des Affaires municipales

Canada,
Province de Québec. O. GAGNON
[L. S.]

ELIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la foi.

A tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT:

LETTRES PATENTES

ATTENDU que, sous l'autorité de la Loi des cités et villes (Statuts refondus, 1941, chapitre 233), le conseil municipal du village de Pointe-à-Gatineau, dans le comté de Hull, Nous a présenté, conformément à une résolution régulièrement adoptée à sa session du 19 mars 1959, une requête demandant que le territoire de ladite municipalité du village de Pointe-à-Gatineau, tel que décrit dans la description officielle du département des terres et forêts, en date du 16 avril 1959, soit érigé en une municipalité de ville, comprenant six quartiers, numérotés de 1 à 6, chaque quartier étant représenté par un échevin.

Department of Municipal Affairs

Canada,
Province of Quebec. O. GAGNON
[L. S.]

ELIZABETH THE SECOND, by the Grace of God, of the United Kingdom, Canada and Her other Realms and Territories, Queen Head of the Commonwealth, Defender of the Faith.

To all to whom these letters patent shall come of whom the same may anywise concern,

GREETING:

LETTERS PATENT

WHEREAS, under the authority of the Cities and Towns Act (Revised Statutes 1941, chapter 233), the Municipal Council of the village of Pointe-à-Gatineau, in the county of Hull, has submitted to Us, pursuant to a resolution adopted at its sitting of March 19, 1959, a petition requesting that the territory of the said municipality of the village of Pointe-à-Gatineau, as described in the official description of the Department of Lands and Forests, dated April 16, 1959, be erected into a town municipality, comprised of six wards, numbers 1 to 6, each ward being represented by an Alderman;

ATTENDU que la population de la municipalité du village de Pointe-à-Gatineau est de six mille cent quarante-huit âmes;

ATTENDU qu'en vertu des dispositions de l'article 12 de la Loi des cités et villes, le lieutenant-gouverneur en conseil peut ériger, par lettres patentes, le territoire d'une municipalité de village en municipalité de ville, s'il contient une population d'au moins deux mille âmes;

ATTENDU qu'il y a lieu de faire droit à cette requête du conseil municipal du village de Pointe-à-Gatineau.

A CES CAUSES, Sachez que, du consentement et de l'avis de Notre Conseil Exécutif, exprimés dans un décret portant le numéro 597, en date du 10 juin 1959, et conformément aux dispositions de la Loi des cités et villes, Nous avons décrété et ordonné et, par les présentes, décrétons et ordonnons:

QUE le territoire suivant, à savoir:

Le territoire actuel de la municipalité du village de Pointe-à-Gatineau, comprenant, en référence au cadastre officiel dudit village, tous les lots ou parties de lots et leurs subdivisions présentes et futures, ainsi que les chemins, rues, ruelles, emprises de chemin de fer, rivières, cours d'eau ou parties d'iceux, renfermés dans les limites suivantes, à savoir: Partant du point d'intersection de la ligne séparative des cantons de Hull et de Templeton avec la rive gauche ou rive nord de la rivière Ottawa; de là, successivement, les lignes et démarcations suivantes: ladite ligne séparative des cantons de Hull et de Templeton jusqu'à la ligne nord du lot 585; ladite ligne nord du lot 585 prolongée à travers le N° 30 (emprise de chemin de fer) et la ligne nord des lots 584 et 564, lesdites lignes faisant le côté nord de la route de La Savanne jusqu'au coin sud-est du lot 42; le prolongement des lignes séparatives des lots 42 et 43 à travers la route de La Savanne; la ligne est des lots 58-2, 58-1, 546-25; une ligne traversant la rue St-Louis jusqu'au coin nord-est du lot 547-8; la ligne est du lot 547-8 et du lot 547 prolongée à travers une rue; la ligne est des lots 548, 549 et 553; cette dernière prolongée jusqu'à la ligne interprovinciale dans la rivière Ottawa; ladite ligne interprovinciale dans la rivière Ottawa dans des directions sensiblement sud-ouest et ouest jusqu'au prolongement de l'axe de la rivière Gatineau; ledit prolongement et ledit axe de la rivière Gatineau en remontant son cours jusqu'au prolongement de la ligne séparative des cantons de Hull et de Templeton, et enfin ce dernier prolongement jusqu'au point de départ; soit érigé en une municipalité de ville, sous le nom de "ville de Pointe-Gatineau";

QUE cette municipalité soit divisée en six quartiers, numérotés de 1 à 6, chaque quartier étant représenté par un échevin et que, par conséquent, le conseil de ladite municipalité soit composé d'un maire et de six échevins;

QUE l'endroit de la première session générale du conseil de cette municipalité soit le lieu connu comme étant la salle municipale de Pointe-Gatineau, dans ladite ville de Pointe-Gatineau.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable ONÉSIME GAGNON, C.P., C.R., Lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

WHEREAS the population of the municipality of the village of Pointe-à-Gatineau is six thousand six hundred and forty-eight souls;

WHEREAS in accordance with the provisions of section 12 of the Cities and Towns Act, the Lieutenant-Governor in Council may, by letters patent, erect the territory of a village municipality, into a town municipality if it contains a population of at least two thousand souls;

WHERE it is deemed expedient to grant said petition of the Municipal Council of the village of Pointe-à-Gatineau.

THEREFORE, Known Ye that with the consent and advice of Our Executive Council, expressed in a decree bearing number 597, dated June 10, 1959, and pursuant to the provisions of the Cities and Towns Act, We have enacted and ordained and do hereby enact and ordain:

THAT the following territory, to wit:

The present territory of the municipality of the village of Pointe-à-Gatineau, comprising, with reference to the official cadaster of the said village, all the lots or parts of lots and their present and future subdivisions, as well as the roads, streets, lanes, railway rights-of-way, rivers, water-courses, or part thereof, enclosed within the following limits, to wit: starting from the intersection point of the dividing line of the townships of Hull and Templeton with the left bank or North bank of the Ottawa River; thence, the following lines and demarcations: the said dividing line of the townships of Hull and of Templeton to the North line of lot 585; the said North line of lot 585 prolongated across No. 30 (railway right-of-way) and the North line of lots 584 and 564, the said lines forming the North side of the La Savanne Road as far as the southeast corner of lot 42; the prolongation of the dividing lines of lots 42 and 43 across the Savanne Road; the East line of lots 58-2, 58-1, 546-25; a line crossing St-Louis Street to the northeast corner of lot 547-8; the East line of lot 547-8 and of lot 547 prolonged across a street; the East line of lots 548, 549 and 553; this latter line prolonged to the interprovincial line in the Ottawa River; the said interprovincial line in the Ottawa River in the obviously southwesterly and westerly directions to the prolongation of the axis of the Gatineau River; the said prolongation and the said axis of the Gatineau River by ascending its course to the prolongation of the dividing line of the townships of Hull and of Templeton, and finally this latter prolongation to the starting point; be erected into a town municipality, under the name of "Town of Pointe-Gatineau";

THAT this municipality be divided into six wards, number from 1 to 6, each ward being represented by an alderman and that, therefore, the Council of the said municipality be composed of a mayor and six aldermen;

THAT the first general meeting of the Council of this municipality be the place known as the Municipal Hall of Pointe-Gatineau, in the said town of Pointe-Gatineau.

OF ALL WHICH OUR loving subjects and all others whom these presents may concern are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of the Province of Quebec, to be hereunto affixed:

WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved the Honourable ONÉSIME GAGNON, P.C., Q.C., Lieutenant-Governor of Our Province of Quebec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre cité de Québec, de Notre province de Québec, ce dix-neuvième jour de juin en l'année mil neuf cent cinquante-neuf de l'ère chrétienne et de Notre Règne la huitième année.

Par ordre,

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

Avis de l'émission des lettres patentes ci-dessus est donné conformément aux dispositions de l'article 15 de la Loi des cités et villes (S.R.Q., 1941, chapitre 233).

Le Ministre des Affaires municipales,
50906-o PAUL DOZOIS.

Given at Our Government House, in Our City of Quebec, in Our Province of Quebec, this nineteenth day of June in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and fifty-nine and the eighth of Our Reign.

By Command.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant-Secretary of the Province.

Notice of the issuance of the above Letters Patent is given in accordance with the provisions of section 15 of the Cities and Towns Act (R.S.Q., 1941, chapter 233).

PAUL DOZOIS,
50906 Minister of Municipal Affairs.

Département de l'Instruction Publique

N° 568-59.

Demande est faite de changer le nom de la municipalité scolaire de Pascalis, dans le comté d'Abitibi-Est, en celui de Perron, même comté.

Québec, le 16 juin 1959.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
50863-25-2-o O. J. DÉSAULNIERS.

N° 379-59.

Demande est faite d'annexer à la municipalité scolaire de Pascalis, dans le comté d'Abitibi-Est, le territoire ci-dessous décris, qui n'est pas encore organisé au point de vue scolaire.

1. Cette partie du canton Bourlamaque, dans les rangs 1 à 10 inclusivement, comprenant une lisière de terrain limités à l'ouest, par une ligne imaginaire étant le prolongement de celle passant entre les lots 50 et 51 du canton Senneville et bornée à l'est par la ligne séparative des cantons Bourlamaque et Louvicourt.

2. Les cantons Louvicourt, Vauquelin, Villebon, Marias, Fréville et Granet.

Québec, le 18 juin, 1959.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
50864-25-2-o O. J. DÉSAULNIERS.

N° 614-53.

Il a plu au Lieutenant-gouverneur en conseil, par arrêté en conseil en date du 10 juin 1959, de détacher de la municipalité scolaire de Nédelec, dans le comté de Témiscamingue, les lots 481 à 485 inclusivement, les lots 497, 498 et 499, du cadastre officiel du canton Nédelec, pour les annexer à la municipalité scolaire de Notre-Dame-du-Nord, même comté.

Ce changement prendra effet le premier juillet 1959.

Québec, le 19 juin 1959.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
50890-o O. J. DÉSAULNIERS.

N° 1032-56.

Il a plu au Lieutenant-gouverneur en conseil, par arrêté en conseil en date du 10 juin 1959, d'annexer à la municipalité scolaire de Lac-Labelle, dans le comté de Labelle, les lots 11 à 20 inclusivement des rangs B et C du canton Labelle, qui ne sont pas encore organisés au point de vue scolaire.

Ce changement prendra effet le 25 juin 1959.

Québec, le 18 juin, 1959.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
50890-o O. J. DÉSAULNIERS.

Department of Education

No. 568-59.

Application is made to change the name of the school municipality of Pascalis, in the county of Abitibi-East, into that of Perron, same county.

Quebec, June 16, 1959.

O. J. DÉSAULNIERS,
50863-25-2 Superintendent of Education.

No. 379-59.

Application is made to annex to the school municipality of Pascalis, in the county of Abitibi-East, the territory herebelow described, which is not as yet organized from an educational point of view.

1. That part of the Bourlamaque township in ranges 1 to 10 inclusively, comprising a strip of land limited on the West by an imaginary line being the prolongation of the line passing between lots 50 and 51 of the Senneville township and bounded on the East by the dividing line of the Bourlamaque and Louvicourt townships.

2. The Louvicourt, Vauquelin, Villebon, Marias, Fréville and Granet townships.

Quebec, June 18, 1959.

O. J. DÉSAULNIERS,
50864-25-2 Superintendent of Education.

No. 614-53.

His Honour, the Lieutenant-Governor in Council, by Order in Council dated June 10, 1959, has been pleased to detach from the school municipality of Nédelec, in the county of Temiscamingue, lots 481 to 485 inclusive, lots 497, 498 and 499, of the official cadaster of the township of Nédelec, to annex them to the school municipality of Notre-Dame-du-Nord, same county.

This change will take effect on July first, 1959.

Quebec, June 19, 1959.

O. J. DÉSAULNIERS,
50890 Superintendent of Education.

No. 1032-56

His Honour, the Lieutenant-Governor in Council, by Order in Council dated June 10, 1959, has been pleased to annex to the school municipality of Lac-Labelle, in the county of Labelle, lots 11 to 20 inclusively of ranges B and C of the Labelle township, which are not as yet organized from an educational point of view.

This change will take effect on June 25, 1959.

Quebec, June 18, 1959.

O. J. DÉSAULNIERS,
50890 Superintendent of Education.

N° 423-59.

Il a plu au Lieutenant-gouverneur en conseil, par arrêté en conseil en date du 10 juin 1959, d'ériger une nouvelle municipalité scolaire, pour les contribuables catholiques seulement, sous le nom Lac-Bouchette catholique, dans le comté de Roberval, qui comprendra le territoire actuel des municipalités scolaires de St-Thomas-d'Aquin, Lac-des-Commissaires et village du Lac-Bouchette, même comté.

Ce changement prendra effet le premier juillet 1959.

Québec, le 18 juin 1959.

Le Surintendant de l'Instruction publique,

50890-o O. J. DÉSAULNIERS.

N° 1268-57.

Il a plu au Lieutenant-gouverneur en conseil, par arrêté en conseil en date du 10 juin 1959, d'annexer le territoire actuel de la municipalité scolaire de la paroisse de Berthier, dans le comté de Berthier, à la municipalité scolaire de la ville de Berthier, même comté.

Ce changement prendra effet le premier juillet 1959.

Québec, le 18 juin, 1959.

Le Surintendant de l'Instruction publique,

50890-o O. J. DÉSAULNIERS.

N° 37-56.

Il a plu au Lieutenant-gouverneur en conseil, par arrêté en conseil en date du 10 juin 1959, d'annexer à la municipalité scolaire du village de Nomininguc, dans le comté de Labelle, le territoire du canton Montigny, lequel n'est pas encore organisé au point de vue scolaire.

Ce changement prendra effet le 25 juin 1959.

Québec, le 19 juin, 1959.

Le Surintendant de l'Instruction publique,

50890-o O. J. DÉSAULNIERS.

N° 784-58.

Il ap lu au Lieutenant-gouverneur en conseil, par arrêté en conseil en date du 10 juin 1959, d'ériger une nouvelle municipalité scolaire distincte, pour les contribuables catholiques seulement, sous le nom de St-Jean L'Évangéliste catholique, dans le comté de Rouyn-Noranda, qui comprendra le territoire actuel des municipalités scolaires catholiques de St-Louis-de-Joannès et de McWatters, dans le même comté.

Ce changement prendra effet le premier juillet 1959.

Québec, le 18 juin, 1959.

Le Surintendant de l'Instruction publique,

50890-o O J. DÉSAULNIERS.

N° 586-56.

Il a plu au Lieutenant-gouverneur en conseil, par arrêté en conseil en date du 10 juin 1959, de détacher de la municipalité scolaire de Kensington, dans le comté de Gatineau, le territiore ci-dessous décrit, pour l'annexer, pour les contribuables catholiques seulement, à la municipalité scolaire de Ste-Thérèse, même comté, les lots 1 à 15 inclusivement rang I, et II, 1 à 21 inclusivement rang III, 1 à 26 inclusivement rang IV à VIII aussi inclusivement, tous du cadastre officiel du canton Kensington.

Ce changement prendra effet le premier juillet 1959.

Québec, le 18 juin, 1959.

Le Surintendant de l'Instruction publique,

50890-o O. J. DÉSAULNIERS.

No. 423-59.

His Honour, the Lieutenant-Governor in Council, by Order in Council dated June 10, 1959, has been pleased to erect a new school municipality for Catholic only, under the name of Catholic Lac Bouchette, in the county of Roberval, which will comprise the present territory of the school municipalities of St-Thomas-d'Aquin, Lac-des-Commissaires and the village of Lac-Bouchette, same county.

This change will take effect on July first, 1959.

Quebec, June 18, 1959.

O. J. DÉSAULNIERS,

50890 Superintdent of Education.

No. 1268-57.

His Honour, the Lieutenant-Governor in Council, by Order in Council dated June 10, 1959, has been pleased to annex the present territory of the school municipality of the parish of Berthier, in the county of Berthier, to the school municipality of the town of Berthier, same county.

This change will take effect on July 1st, 1959.

Quebec, June 18, 1959.

O. J. DÉSAULNIERS,

50890 Superintendent of Education.

No. 37-56.

His Honour, the Lieutenant-Governor in Council, by Order in Council dated June 10, 1959, has been pleased to annex to the school municipality of the village of Mominingue, in the county of Labelle, the territory of the Montigny township, which is not as yet organized from an educational point of view.

This change will take effect on June 25, 1959.

Quebec, June 19, 1959.

O. J. DÉSAULNIERS,

50890 Superintendent of Education.

No. 784-58.

His Honour, the Lieutenant-Governor in Council, by order in council dated June 10, 1959, has been pleased to erect a separate school municipality, for Catholic ratepayers only, under the name of St. Jean l'Évangéliste catholique, in the county of Rouyn-Noranda, which will include the present territory of the two Catholic School Municipalities of St. Louis-de-Joannès and McWatters, in the same county.

This change will take effect on July first, 1959.

Quebec, June 18, 1959.

O. J. DÉSAULNIERS,

50890 Superintendent of Education.

No. 586-56.

His Honour, the Lieutenant-Governor in council, by Order in council dated June 10, 1959, has been pleased to detach from the School Municipality of Kensington, county of Gatineau, the territory hereinunder described, in order to annex it, for Catholic ratepayers only, to the School Municipality of Ste. Thérèse, same county: lots 1 to 15 inclusively, ranges I and II; 1 to 21 inclusively, range III; 1 to 26 inclusively, ranges IV and VIII also inclusively, all of the official cadaster of the township of Kensington.

This change will take effect on July first, 1959.

Quebec, June 18, 1959.

O. J. DÉSAULNIERS,

50890 Superintednent of Education.

Lettres patentes

Hôpital du Sacré-Cœur de Hull

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de l'article 14 de la Loi modifiant la charte de la Communauté des Sœurs de Charité de la Providence, 7-8 Elizabeth II, chapitre 176, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du six mai 1959, constituant en corporation l'"Hôpital du Sacré-Cœur de Hull".

Le siège social de la corporation ci-haut mentionnée est situé dans la ville de Hull, district de Hull.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le dix-huit juin 1959.

Le Sous-secrétaire de la province,
50893-o RAYMOND DOUVILLE.

Letters Patent

Hôpital du Sacré-Cœur de Hull

Notice is hereby given that under the provisions of article 14 amending the charter of the Communauté des Sœurs de Charité de la Providence, 7-8 Elizabeth II, chapter 176, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of May, 1959, incorporating the "Hôpital du Sacré-Cœur de Hull".

The head office of the company above mentioned is situated in the City of Hull, district of Hull.

Given at the office of the Provincial Secretary, this eighteenth day of June, 1959.

RAYMOND DOUVILLE,
50893 Assistant Secretary of the Province.

Liquidation — Avis de

Avis de liquidation de
"La Compagnie d'Assurance Mutuelle
contre le feu de la paroisse de St-Hubert"

Avis est par les présentes donné, tel qu'il est prévu par l'article 276 de la Loi des assurances de Québec, que "La Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le feu de la paroisse de St-Hubert", à une assemblée générale spéciale de ses membres tenue le 11 juin 1959, a (1) décidé de liquider ses affaires, (2) nommé liquidateur M. Émile Bouthillier domicilié à St-Hubert, et (3) fixé au 21 juin la date à laquelle ses polices cesseront d'être en vigueur.

Donné à St-Hubert, ce 11ième jour de juin 1959.

Le Secrétaire,
50870-26-2-o ÉMILE BOUTHILLIER.

Avis de nomination du liquidateur de
"La Compagnie d'Assurance Mutuelle
contre le feu de la paroisse de St-Hubert"

Avis est par les présentes donné qu'à une assemblée générale spéciale des membres de "La Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le feu de la paroisse de St-Hubert", tenue le 11 juin 1959, le soussigné, domicilié à St-Hubert, a été nommé liquidateur de ladite compagnie, conformément aux dispositions de l'article 276 de la Loi des Assurances du Québec (Chapitre 299).

Toute réclamation contre ladite compagnie devra être attestée sous serment et produite entre mes mains dans les trente jours du présent avis.

Donné conformément aux dispositions de l'article 872 du Code de Procédure Civile, ce 11ième jour de Juin 1959.

Le Liquidateur,
50871-o ÉMILE BOUTHILLIER.

Avis est donné que, lors d'une assemblée générale spéciale des sociétaires de "La Caisse Populaire de Ste-Claire de Colombourg", tenue à Sainte-Claire-de-Colombourg, comté d'Abitibi, le 1er février 1959, il a été résolu que les affaires de ladite société soient liquidées volontairement, et que celle-ci soit dissoute, conformément aux dispositions de la Loi des syndicats coopératifs

Winding up Notices

Notice of Liquidation of
"La Compagnie d'Assurance Mutuelle
contre le feu de la paroisse de St-Hubert"

Notice is hereby given, as provided in section 276 of the Quebec Insurance Act, that "La Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le feu de la paroisse de St-Hubert", at a special general meeting of its members held on June 11th 1959, has (1) decided to liquidate its business, (2) named as liquidator Mr. Emile Bouthillier domiciled at St. Hubert, and (3) fixed the 21st of June as the date upon which its policies will cease to be in force.

Given at St. Hubert, this 11th day of June 1959.

ÉMILE BOUTHILLIER,
50870-26-2-o Secretary.

Notice of Appointment of the Liquidator of
"La Compagnie d'Assurance Mutuelle
contre le feu de la paroisse de St-Hubert"

Notice is hereby given that on the 11th of June 1959 at a special general meeting of the members of "La Compagine d'Assurance Mutuelle contre le feu de la paroisse de St-Hubert", the undersigned, domiciled at St. Hubert, was appointed liquidator of the affairs of the said company pursuant to the provisions of section 276 of the Quebec Insurance Act (Chapter 299).

Any claim against the said company must be sworn to and filed with me within the thirty days following the present notice.

Given pursuant to article 872 of the Code of Civil Procedure, this 11th day of June 1959.

ÉMILE BOUTHILLIER,
50871-o Liquidator.

Notice is given that a special general meeting of members of "La Caisse Populaire de Ste-Claire de Colombourg", held at Sainte-Claire-de-Colombourg, county of Abitibi, on February 1st, 1959, it has been resolved that the affairs of said association be voluntarily wound up, and that said association be dissolved, pursuant to the provisions of the Quebec Cooperative

de Québec et de la Loi de la liquidation volontaire des compagnies à fonds social, et que M. Maurice Perreault a été nommé liquidateur.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le dix-huit juin 1959.

Le Sous-secrétaire de la province,
50905-o RAYMOND DOUVILLE.

Syndicates Act and of the Winding-Up Act, and that Mr. Maurice Perreault has been appointed liquidator.

Given at the office of the Provincial Secretary, June eighteen, 1959.

RAYMOND DOUVILLE,
50905 Assistant Provincial Secretary.

Proclamation

Canada,
Province de Québec.
[L. S.]

O. GAGNON

ELIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, défenseur de la foi.

A tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT.

PROCLAMATION

L'Assistant-procureur général,
C. E. CANTIN.

ATTENDU que, sous l'autorité des dispositions de l'article 2 de la loi relative aux titres de propriété dans la Gaspésie et le district électoral de Saguenay (12 George VI, chapitre 37 et 14-15 George VI, chapitre 39), le ministre des terres et forêts a fait dresser des plans et livres de renvoi revisés des cadastres officiels:

1° de cette partie du canton de Christie, en le comté de Gaspé-Ouest, comprenant tous les lots du premier rang dudit canton et leurs subdivisions respectives;

2° de cette partie du canton de Duchesnay, comprenant tous les lots du premier rang et les lots 52, 53 et 54 inclusivement du second rang dudit canton avec leurs subdivisions respectives;

3° de cette partie du canton de Taschereau, comprenant tous les lots du premier rang, ainsi que ceux du rang A et leurs subdivisions respectives;

4° de cette partie de la municipalité de St-Maxime-du-Mont-Louis, comprenant la seigneurie du Mont-Louis, incluant tous les lots de ladite seigneurie et leurs subdivisions respectives;

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions des articles 2 et 3 de ladite loi, il a fait déposer:

1° pour le cadastre revisé de cette partie ci-haut décrite du canton de Christie:

a) les originaux des plans et livres de renvoi revisés, aux archives du département des terres et forêts, le 13 mars 1958;

b) une copie certifiée des plans et livres de renvoi revisés,

1) au bureau de la division d'enregistrement de Ste-Anne-des-Monts, à Ste-Anne-des-Monts, comté de Gaspé-Ouest, le 20 mars 1958;

2) au bureau du secrétaire-trésorier de la corporation municipale de la paroisse de St-Joachim de Tourelle, à Tourelle, comté de Gaspé-Ouest, le 26 mars 1958;

3) au bureau du secrétaire-trésorier de la corporation municipale de Christie, à Ste-Marthe de Gaspé, comté de Gaspé, le 25 mars 1958;

Proclamation

Canada,
Province of Quebec.
[L. S.]

O. GAGNON

ELIZABETH the SECOND, by the Grace of God of the United Kingdom, Canada and Her other Realms and Territories Queen, Head of the Commonwealth, Defender of the Faith.

To all to whom these presents shall come or whom the same may in anywise concern,

GREETING.

PROCLAMATION

C. E. CANTIN, *Deputy Attorney General.*

WHEREAS under the authority of section 2, of the Act respecting title-deeds in the Gaspesian area and the electoral district of Saguenay (12 George VI, chapter 37, and 14-15 George VI, chapter 39), the Honourable the Minister of Lands and Forests has caused to have drawn up a revised plan and book of reference of the official cadasters of:

1. of that part of the township of Christie, in the county of Gaspé-West, comprising all the lots of the first range of the said township and their respective subdivisions;

2. of that part of the township of Duchesnay, comprising all lots of the first range and lots 52, 53 and 54 inclusive of the second range of the said township with the respective subdivisions;

3. of that part of the township of Taschereau, comprising all lots of the first range, as well as those of range A and their respective subdivisions;

4. of that part of the municipality of St-Maxime-du-Mont-Louis, comprising the Seigniory of Mont-Louis, including all lots of the said Seigniory and their respective subdivisions;

WHEREAS, in conformity with the previsions of sections 2 and 3 of the said Act, he has caused to be deposited:

1. For the revised cadaster of that part above-described of the township of Christie:

a) the originals of the revised plans and books of reference in the archives of the Department of Lands and Forests, on March 13, 1958;

b) a certified copy of the revised plan and book of reference,

1) in the office of the Registry Division of Ste-Anne-des-Monts, at Ste-Anne-des-Monts county of Gaspé-West, on March 20, 1958;

2) in the office of the Secretary-Treasurer of the Municipal Corporation of the parish of St-Joachim de Tourelle, at Tourelle, county of Gaspé-West, on March 26, 1958;

3) in the office of the Secretary-treasurer of the municipal corporation of Christie, at Ste-Marthe de Gaspé, county of Gaspé, on March 25, 1958;

4) au bureau du secrétaire-trésorier de la corporation municipale du village de Marsoui, à Marsoui, le 26 mars 1958;

2° pour le cadastre revisé de cette partie ci-haut décrite du canton de Duchesnay:

a) les originaux des plans et livres de renvoi revisés, aux archives du département des terres et forêts, le 11 juin 1958;

b) une copie certifiée des plans et livres de renvoi revisés,

1) au bureau de la division d'enregistrement de Ste-Anne-des-Monts, à Ste-Anne-des-Monts, comté de Gaspé-Ouest, le 25 juin 1958;

2) au bureau du secrétaire-trésorier de la corporation municipale du village de Marsoui, comté de Gaspé-Ouest, le 21 juin 1958;

3) au bureau du secrétaire-trésorier de la corporation municipale de Duchesnay, à Rivière-à-Claude, comté de Gaspé-Ouest, le 28 juin 1958;

3° pour le cadastre revisé de cette partie ci-haut décrite du canton de Taschereau;

a) les originaux des plans et livres de renvoi revisés, aux archives du département des terres et forêts, le 16 décembre 1957;

b) une copie certifiée des plans et livres de renvoi revisés,

1) au bureau de la division d'enregistrement de Ste-Anne-des-Monts, à Ste-Anne-des-Monts, en le comté de Gaspé-Ouest, le 20 mars 1958;

2) au bureau du secrétaire-trésorier de la corporation municipale de St-Maxime-du-Mont-Louis, à Mont-Louis susdit, le 21 mars 1958;

3) au bureau du secrétaire-trésorier de la corporation municipale de Ste-Madeleine de la Rivière Madeleine, à Rivière Madeleine, comté de Gaspé-Ouest, le 21 mars 1958;

4° pour le cadastre revisé de cette partie ci-haut décrite de la municipalité de St-Maxime-du-Mont-Louis;

a) les originaux des plans et livres de renvoi revisés, aux archives du département des terres et forêts, le 12 juin 1958;

b) une copie certifiée des plans et livres de renvoi revisés,

1) au bureau de la division d'enregistrement de Ste-Anne-des-Monts, à Ste-Anne-des-Monts, comté de Gaspé-Ouest, le 30 juin 1958;

2) au bureau du secrétaire-trésorier de la corporation municipale de Duchesnay, à Rivière-à-Claude, le 28 juin 1958;

3) au bureau du secrétaire-trésorier de la corporation municipale de Mont St-Pierre, à Mont St-Pierre, le 28 juin 1958;

4) au bureau du secrétaire-trésorier de la corporation municipale de St-Maxime-du-Mont-Louis, à Mont-Louis, le 26 juin 1958;

ATTENDU QU'il y a lieu d'émettre la proclamation prévue à l'article 4 de ladite loi.

A CES CAUSES, du consentement et de l'avis du Conseil Exécutif, exprimés dans l'arrêté en conseil numéro 326, du 8 avril 1959, Nous avons décrété et ordonné et, par les présentes, décrétons et ordonnons l'application aux localités désignées ci-dessus, des dispositions de la loi relative aux titres de propriété dans la Gaspésie et le district électoral de Saguenay (12 George VI, chapitre 37 et 14-15 George VI, chapitre 39) et la publication de la présente proclamation.

a) fixant au 15 mai 1959, la date de l'entrée en vigueur des plan et livre de renvoi revisés ci-haut décrits de certaines parties des cantons de Christie, de Duchesnay, de Taschereau et de la muni-

4) in the office of the Secretary-treasurer of the municipal corporation of the village of Marsoui, at Marsoui, on March 26, 1958;

2. for the revised cadaster of that part above described of the township of Duchesnay:

a) the originals of the revised plans and books of reference in the archives of the Department of Lands and Forests, on June 11, 1958;

b) a certified copy of the revised plans and books of reference,

1) in the office of the Registry Division of Ste-Anne-des-Monts, at Ste-Anne-des-Monts, county of Gaspé-West, on June 25, 1958;

2) in the office of the Secretary-treasurer of the municipal corporation of the village of Marsoui, county of Gaspé-West, on June 21, 1958;

3) in the office of the Secretary-treasurer of the municipal corporation of Duchesnay, at Rivière-à-Claude, county of Gaspé-West, on June 28, 1958;

3. for the revised cadaster of that part above described of the township of Taschereau;

a) the originals of the revised plans and books of reference in the archives of the Department of Lands and Forests, on December 16, 1957;

b) a certified copy of the revised plans and books of reference,

1) in the office of the Registry Division of Ste-Anne-des-Monts, at Ste-Anne-des-Monts, in the county of Gaspé-West, on March 20, 1958;

2) in the office of the Secretary-Treasurer of the municipal corporation of St-Maxime-du-Mont-Louis, at Mont-Louis above mentioned, on March 21, 1958;

3) in the office of the Secretary-treasurer for the municipal corporation of Ste-Madeleine of Madeleine River, at Madeleine River, county of Gaspé-West, on March 21, 1958;

4. for the revised cadaster for that part above described of the municipality of St-Maxime-du-Mont Louis;

a) the originals of the revised plans and books of reference, in the archives of the Department of Lands and Forests, on June 12, 1958;

b) a certified copy of the revised plans and books of reference,

1) in the office of the Registry Division of Ste-Anne-des-Monts, at Ste-Anne-des-Monts, county of Gaspé-West, June 30, 1958;

2) in the office of the Secretary-Treasurer of the municipal corporation of Duchesnay, at Rivière-à-Claude, June 28, 1958;

3) in the office of the Secretary-Treasurer of the municipal corporation of Mont St-Pierre, at Mont St-Pierre, June 28, 1958;

4) in the office of the Secretary-Treasurer of the municipal corporation of St-Maxime-du-Mont-Louis, at Mont-Louis, on June 26, 1958;

WHEREAS it is expedient to issue the proclamation provided for by section 4 of the said Act.

THEREFORE, with the advice and consent of the Executive Council, expressed in Order in Council number 326, of April 8, 1959, We have enacted and ordained and it is hereby enacted and ordained the application to the above designated localities, the provisions of the Act relative to the title deeds in the Gaspesian area and the electoral district of Saguenay (12 George VI, chapter 37 and 14-15 George VI, chapter 39) and the publication of the present proclamation.

a) fixing to May 15, 1959, the date of the coming into force of the revised plans and books of reference of certain parts above described for the townships of Christie, Duchesnay,

cipalité de St-Maxime-du-Mont-Louis;

b) indiquant qu'une copie certifiée de ces plans et livres de renvoi revisés pour les parties susdécrites des cantons de Christie, de Duchesnay, de Taschereau et de la municipalité de St-Maxime-du-Mont-Louis a été déposée au bureau de la division d'enregistrement de Ste-Anne-des-Monts, et au bureau du secrétaire-trésorier de chacune des corporations municipales susdécrites;

c) informant le public que, pendant les huit mois qui suivront la deuxième et dernière publication de cette proclamation dans la *Gazette officielle de Québec*, tout intéressé pourra consulter gratuitement lesdits plans et livres de renvoi revisés;

d) portant notification que, à l'expiration de ce délai et à moins d'opposition écrite d'un intéressé, le ministre des terres et forêts délivrera un certificat de propriété à tout occupant d'un immeuble inscrit aux plans et livres de renvoi revisés des parties ci-haut décrites des cantons de Christie, de Duchesnay, de Taschereau et de la municipalité de St-Maxime-du-Mont-Louis, avec ou sans titre, même s'il n'est que simple administrateur ou simple exploitant;

e) ordonnant que tout droit réel affectant un lot compris dans les cadastres ci-haut mentionnés, pour lesquels des plans et livres de renvoi revisés ont été déposés, soit renouvelé dans le même délai en la manière prescrite dar les articles 2172 et 2172A du Code civil;

f) informant aussi le public que, à défaut de tel renouvellement, les droits réels conservés par le premier enregistrement n'auront aucun effet à l'égard des autres créanciers ou des acquéreurs subséquents dont les droits seront régulièrement enregistrés.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable ONÉSIME GAGNON, C.P., C.R., Lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre cité de Québec, de Notre province de Québec, ce quatrième jour de juin en l'année mil neuf cent cinquante-neuf de l'ère chrétienne et de Notre Règne la huitième année.

Par ordre,

Le Secrétaire de la province,

50831-25-2-o YVES PRÉVOST.

Taschereau and for the municipality of St-Maxime-du-Mont-Louis;

b) indicating that a certified copy of these revised plans and books of reference for the parts above described of the townships of Christie, Duchesnay, Taschereau and for the municipality of St-Maxime-du-Mont-Louis, has been deposited in the office of the Registry Division of Ste-Anne-des-Monts and in the office of the Secretary-treasurer of each of the above described municipal corporations;

c) informing the public that, during the eight months that shall follow the second and last publication of this proclamation in the *Quebec Official Gazette*, any interested party may consult, free of charge, the said revised plan and book of reference;

d) bearing notification that, at the expiration of this delay, and except in the case of a written opposition by an interested party, the Minister of Lands and Forests shall deliver a certificate of ownership to any occupant of an immoveable registered in the revised plans and books of reference of the parts above described of the townships of Christie, Duchesnay, Taschereau and of the municipality of St-Maxime-du-Mont-Louis, with or without title, even if he is but a simple administrator or simple operator;

e) ordaining that any real right affecting a lot comprised in the above mentioned cadasters, for which revised plans and books of reference have been deposited be renewed within the same delay in the manner prescribed by articles 2172 and 2172A of the Civil Code;

f) also informing the public that failing such renewal, the real rights preserved by the first registration shall have no effect as regards other creditors or subsequent purchasers whose rights are regularly registered.

ALL OF WHICH OUR loving subjects and all others, whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our letters to be made patent, and the Great Seal of the Province of Quebec, to be hereunto affixed:

WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved the Honourable ONÉSIME GAGNON, P.C., Q.C., Lieutenant-Governor of Our Province of Quebec.

Given at Our Government House, in Our city of Quebec, in Our Province of Quebec, this fourth day of June, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and fifty-nine, and in the eighth year of Our Reign.

By order,

YVES PRÉVOST,

50831-25-2 Secretary of the Province.

Sièges sociaux

ARGENTEUIL PLUMBING & HEATING COMPANY LIMITED

Avis d'adresse du bureau principal

Avis est donné que l'adresse du bureau principal de la compagnie "Argenteuil Plumbing & Heating Company Limited" est R.R. 1, Lachute, Qué.

Montréal, le 1er juin 1959.

Le Secrétaire,

50867-o JOHN RENE PAULSON.

Head Offices

ARGENTEUIL PLUMBING & HEATING COMPANY LIMITED

Notice of head office address

Notice is hereby given that the address of the head office of "Argenteuil Plumbing & Heating Company Limited" is R.R. 1, Lachute, Que.

Montreal, June 1st, 1959.

JOHN RENE PAULSON,

50867-o Secretary.

Avis est donné que la compagnie "Jaloré Limitée" constituée en corporation par lettres patentes en date du vingt-huitième jour d'avril 1959 et ayant son bureau principal dans la cité des Trois-Rivières a établi son bureau au numéro 1185 de la rue Ste-Cécile.

A compter de la date du présent avis ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Trois-Rivières, ce huitième jour de juin 1959.

Le Secrétaire,
50868-o LOUIS NORMAND.

Notice is given that the Company "Jaloré Limitée" incorporated by letters patent dated the twenty-eighth day of April, 1959 and having its head office in the city of Trois-Rivières has established its office at 1185 Ste-Cécile Street.

From and after the date of the present notice the said office is considered by the company as being its head office.

Given at Trois-Rivières, this eighth day of June, 1959.

LOUIS NORMAND,
50868 Secretary.

(P.G. 12936-56)

CANADIAN HOECHST LIMITED

Changement d'adresse du siège social

Règlement spécial "D"

Le siège social de la compagnie autrefois situé à 2435 chemin Lucerne, Ville Mont-Royal, Qué., sera, à compter du 1er mai 1959, situé à 3400 rue Namur dans les cité et district de Montréal, province de Québec.

Je, soussigné, secrétaire de "Canadian Hoechst Limited", certifie par les présentes que le règlement précité a été édicté par les directeurs de la compagnie à une assemblée régulière tenue le 29 avril 1959, et qu'il a été sanctionné et confirmé par les actionnaires à une assemblée générale spéciale tenue subséquemment le même jour. Les deux assemblées ont été tenues au siège social de la compagnie — à l'assemblée des directeurs, tous les directeurs étaient présents — à l'assemblée générale spéciale des actionnaires, tous les actionnaires étaient présents.

Montréal, Qué., ce 1er mai 1959.

(Sceau) Le Secrétaire,
50872-o B. SCHRODER.

(A.G. 12936-56)

CANADIAN HOECHST LIMITED

Change of Address of Head Office

Special by-law "D"

The Head Office of the Company formerly located at 2435 Lucerne Road, Town of Mount Royal, Que., shall as of May 1st, 1959, be located at 3400 Namur Street, in the city and district of Montreal, Province of Quebec.

I, the undersigned, secretary of "Canadian Hoechst Limited", hereby certify that the above by-law was enacted by the directors of the Company at a regular meeting held on April 29th, 1959 and was sanctioned and confirmed by the shareholders at a special general meeting held later on the same day. Both meetings were held at the head office of the Company — at the meeting of directors, all the directors were present and at the special general meeting of shareholders, all the shareholders were present.

Montreal, Que., May 1st, 1959.

(Seal) B. SCHRODER,
50872-o Secretary.

LES IMMEUBLES DES MONTS INC.

Avis est donné que la compagnie "Les Immeubles des Monts Inc.", constituée en corporation par lettres patentes émises sous l'autorité de la première partie de la Loi des Compagnies de Québec, en date du 29 décembre, 1958, et ayant son bureau principal dans la cité de Québec, a établi son bureau au numéro 640, rue St-Jean, dans la cité de Québec.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Daté à Québec, ce 4ième jour de mai, 1959.

LES IMMEUBLES DES MONTS INC.,
Le Secrétaire,
50885-o CAMIL NOËL.

LES IMMEUBLES DES MONTS INC.

Notice is hereby given that "Les Immeubles des Monts Inc.", incorporated by letters patent issued under the authority of Part I of the Quebec Companies' Act, dated December 29, 1958, and having its Head Office in the city of Quebec, has established its office at number 640 St. John Street, in the city of Quebec.

From and after the date of this notice, the said Office is considered by the company as being its Head Office.

Dated at Quebec, this 4th day of May, 1959.

LES IMMEUBLES DES MONTS INC.,
CAMIL NOËL,
50885 Secretary.

Canada — Province de Québec
District de Montréal

Dans l'affaire de:
DAMAS INVESTMENT CORP.

Avis de situation du siège social

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie "Damas Investment Corp.", constituée en corporation en vertu des dispositions de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, le 8e jour d'octobre 1958, et ayant son siège social en la cité de Montréal, en ladite province, a établi son bureau à 751 Carré Victoria.

Canada — Province of Quebec
District of Montreal

In the mater of:
DAMAS INVESTMENT CORP.

Notice of Location of Head Office

Notice is hereby given that "Damas Investment Corp.", incorporated under the provisions of Part I of the Quebec Compaines' Act on the 8th day of October, 1958, and having its head office in the city of Montreal, in the said Province, has established its office at 751 Victoria Square.

A compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté en la cité de Montréal, ce 24e jour d'avril 1959.

(Sceau) Le Secrétaire-trésorier,
50886 HILDA KHAZZAM.

Canada — Province de Québec
District de Montréal

Dans l'affaire de:
SARDUS INVESTMENTS LTD.

Avis de situation du siège social

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie "Sardus Investments Ltd.", constituée en corporation en vertu des dispositions de la première partie de la Loi des compagines de Québec, le 11e jour de décembre 1958, et ayant son siège social en la cité de Montréal, en ladite province, a établi son bureau à 751 Carré Victoria.

A compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par le compagnie, comme étant son siège social.

Daté en la cité de Montréal, ce 24e jour d'avril 1959.

(Sceau) Le Secrétaire-trésorier,
50887 MADELEINE KHAZZAM.

DENVIN INC.

Avis de situation du siège social

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie "Denvin Inc.", constituée en corporation par lettres patentes en vertu des dispositions de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, le 31e jour de mai 1958, et ayant son siège social en les cité et district de Montréal, a établi son bureau à suite 336, 1010 ouest, rue Ste-Catherine, Montréal, Québec.

Daté à Montréal, ce 28e jour de mai 1959.

(Sceau) Le Secrétaire,
50900 IRVING EKLOVE.

HUDSON WATER WORKS LTD.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie "Hudson Water Works Ltd.", constituée en corporation par lettres patentes en vertu de la Loi des compagnies de Québec, le 3 avril 1959, a établi son siège social à B.P. 450, Hudson Québec.

A compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à Hudson, Québec, ce 8e jour de juin 1959.

Le Président,
50901 PERRY BEDBROOK.

METCALFE CONSTRUCTION CO. LTD.

Avis de situation du siège social de la compagnie

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie "Metcalfe Construction Co. Ltd." constituée en corporation par lettres patentes en vertu des dispositions de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, le neuvième jour de septembre 1958 et ayant son siège social

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at the city of Montreal, this 24th day of April, 1959.

(Seal) HILDA KHAZZAM,
50886-o Secretary-Treasurer.

Canada — Province of Quebec
District of Montreal

In the matter of:
SARDUS INVESTMENTS LTD.

Notice of location of head office

Notice is hereby given that "Sardus Investments Ltd.", incorporated under the provisions of Part I of the Quebec Companies' Act on the 11th day of December, 1958, and having its head office in the city of Montreal, in the said Province, has established its office at 751 Victoria Square.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at the city of Montreal, this 24th day of April, 1959.

(Seal) MADELEINE KHAZZAM,
50887-o Secretary-Treasurer.

DENVIN INC.

Notice of location of head office

Notice is hereby given that "Denvin Inc.", incorporated by letters patent under the provisions of Part I of the Quebec Companies' Act on the 31st day of May, 1958, and having its head office in the city and district of Montreal, has established its office at Suite 336, 1010 St. Catherine Street W., Montreal, Que.

Dated at Montreal, this 28th day of May, 1959.

(Seal) IRVING EKLOVE,
50900-o Secretary.

HUDSON WATER WORKS LTD.

Notice is hereby given that "Hudson Water Works Ltd.", incorporated by letters patent under the Quebec Companies' Act on April 3rd, 1959, has established its head office at P.O. Box 450, Hudson, Quebec.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Hudson, Quebec, this 8th day of June, 1959.

PERRY BEDBROOK,
50901-o President.

METCALFE CONSTRUCTION CO. LTD.

Notice of location of head office of Company

Notice is hereby given that "Metcalfe Construction Co. Ltd.", incorporated by letters patent under the pro visions of Part I of the Quebec Companies' Act on the ninth day of September, 1958, and having its head office in the city and district of Montreal, has es-

en les cité et district de Montréal, a établi son bureau à suite 336, 1010 ouest, rue Ste-Catherine, Montréal, Québec.

Daté à Montréal, ce 28e jour de mai 1959.

(Sceau) Le Secrétaire,
50902 IRVING EKLOVE.

Avis est donné que la compagnie "Marcel Gauthier Société Incorporée", constituée en corporation par lettres patentes en date du quatrième jour de février 1959, et ayant son bureau principal dans Montréal, a établi son bureau au numéro 7939, rue Garnier.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Montréal, ce 15ème jour d'avril 1959.

(Sceau) Le Président,
50903-o MARCEL GAUTHIER.

Canada — Province de Québec
District de Terrebonne

NORVIC REALTIES LTD.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie "Norvic Realtie Ltd." constituée en corparation, le 13e jour de mars 1959, a établi son siège social sur la Grande Côte, en la ville de Rosemère, en la province de Québec.

Montréal, ce 24e jour de juin 1959.

Le Secrétaire,
50904 JOHN M. MCDOUGALL.

tablished its office at Suite 336, 1010 St. Catherine Street W., Montreal, Quebec.

Dated at Montreal, this 28th day of May, 1959.

(Seal) IRVING EKLOVE,
50902-o Secretary.

Notice is given that the company "Marcel Gauthier Société Incorporée," incorporated by letters patent dated the fourth day of February, 1959, and having its head office in Montreal, has established its office at number 7939 Garnier Street.

From and after the date of the present notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Given at Montreal, this 15th day of April, 1959.

(Seal) MARCEL GAUTHIER,
50903 President.

Canada — Province of Quebec
District of Terrebonne

NORVIC REALTIES LTD.

Notice is hereby given that "Norvic Realties Ltd." incorporated 13th day of March, 1959, has established its head office on Grande Côte, in the town of Rosemère, in the Province of Quebec.

Montreal, this 24th day of June, 1959.

JOHN M. MCDOUGALL,
50904-o Secretary.

VENTES PAR SHÉRIFS

AVIS PUBLIC, est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tels que mentionnés plus bas.

ABITIBI

Province de Québec
District d'Abitibi

Cour Supérieure, N° 9521. ANTONIO BOUFFARD, contracteur, domicilié à St-Pierre de Montmagny, district de Montmagny, saisissant, vs LÉO BISSON, contracteur, domicilié à Louvicourt, district d'Abitibi, saisi.

AVIS DE VENTE

L'immeuble connu et désigné comme étant le lot numéro trois cent huit (308) du bloc trente quatre (34) au cadastre officiel pour le canton Bourlamaque, comté d'Abitibi-Est, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de St-Sauveur de Val d'Or, le HUITIÈME jour de JUILLET 1959 à DEUX heures p.m.

Le Shérif d'Abitibi,
Bureau du Shérif, J. A. GAUTHIER.
Amos, 1er juin 1959. 50757-23-2-o

Province de Québec — District d'Abitibi

Cour Supérieure, N° 11,461. GÉRARD DERASP, colon, domicilié et demeurant à St-Maurice de Dalquier, district d'Abitibi, saisissant; vs CLAVERNY GOLD MINES LIMITED, n.p.l., cor-

SHERIFFS' SALES

PUBLIC NOTICE, is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

ABITIBI

Province of Quebec
District of Abitibi

Superior Court, No. 9521. ANTONIO BOUFFARD, contractor, domiciled at St-Pierre de Montmagny, district of Montmagny, seizing creditor, vs LÉO BISSON, contractor, domiciled at Louvicourt, district of Abitibi, seized.

NOTICE OF SALE

The immoveable known and designated as being lot number three hundred and eight (308) of block thirty-four (34) of the official cadaster for the township of Bourlamaque, county of Abitibi-East, with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of St-Sauveur of Val d'Or, on the EIGHTH day of JULY, 1959, at TWO o'clock p.m.

J. A. GAUTHIER,
Sheriff's Office, Sheriff of Abitibi.
Amos, June 1st, 1959. 50757-23-2

Province of Quebec — District of Abitibi

Superior Court, No. 11,461. GÉRARD DERASP, settler, domiciled and residing at St-Maurice de Dalquier, district of Abitibi, seizing creditor; vs CLAVERNY GOLD MINES LIMITED, n.p.l.,

poration minière légalement constituée et incorporée, ayant son siège social au numéro 682 Avenue Bloomfield, Montréal, saisi.

AVIS DE VENTE

Les biens immobiliers suivants savoir: Les claims A-52,097, A-52,099, A-52,100 situés sur la demie-sud des lots 22, 23 et 25 du rang 6, canton Duverny, couverts par un permis de mise en valeur N° 904; les claims A-53, 205 et A-52,206 et A-58,675, situés sur la demie-nord des lots 22 et 23 rang 5, canton Duverny et la demie-sud du lot 23, rang 5, canton Duverny, couverts par un permis de mise en valeur N° 1413; les claims A-69,843 et canton Duverny, couverts par un permis de mise en valeur N° 2371; les claims A-55,672, A-55,673, A-55,674 et A-55,675 situés sur la partie demie-nord des lots 24, 25, 26 et 27 du rang 6, canton Duverny, couverts par un permis de mise en valeur N° 2835; les claims A-83,541 et A-83,543, situés sur la demie-nord des lots 22 et 23, rang 6, acnton Duverny, couverts par un permis de mise en valeur N° 3792, les claims A-52,755, A-52,756 et A-52,757, situés sur la demie-nord des lots 24, 25 et 26 du rang 5, canton Duverny, couverts par un permis de mise en valeur N° 1060, le tout avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendus au bureau du Shérif du district d'Abitibi, à Amos, le VINGT-NEUVIÈME jour de JUILLET 1959, à DEUX heures p.m.

Le Shérif d'Abitibi,
Bureau du Shérif, J.-A. GAUTHIER.
Amos, 19 juin 1959. 50878-26-2-o

NOTICE OF SALE

The following immoveables, to wit: Claims A-52,097, A-52,099, A-52,100, situated upon the south half of lots 22, 23 and 25 of range 6, Duverny township, covered by a development license No. 904; claims A-53,205 and A-53,206 and A-58,675, situated upon the north half of lots 22 and 23, range 5, Duverny township and the south half of lot 23, range 5, Duverny township, covered by a development license No. 1413; claims A-69,843 and Duverny township, covered by a development license No. 2371, claims A-55,-672, A-55,673, A-55,674 and A-55,675 situated upon the north half part of lots 24, 25, 26 and 27 of range 6, Duverny township, covered by a development license No. 2835; claims A-83,541 and A-83,543, situated upon the north half of lots 22 and 23, range 6, Duverny township, covered by a development license No. 3792, claims A-52,755, A-52,756 and A-52,757, situated upon the north half of lots 24, 25 and 26 of range 5, Duverny township, covered by a development license No. 1060, the whole with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the Sheriff's Office of the district of Abitibi, at Amos, on the TWENTY-NINTH day of JULY, 1959, at TWO o'clock p.m.

J.-A. GAUTHIER,
Sheriff's Office, Sheriff of Abitibi.
Amos, June 19, 1959. 50878-26-2

ARTHABASKA

Fieri Facias de Bonis et de Terris
District d'Arthabaska

Cour Supérieure, N° 13,445. PAUL CHICOINE, garagiste de St-Cyrille de Wendover, comté de Drummond, demandeur vs LAURENT LAUZIÈRE de St-Cyrille de Wendover, district d'Arthabaska, défendeur.

"Un terrain mesurant cent pieds de front sur deux cents pieds de profondeur, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre d'enregistrement du comté de Drummond, pour le canton de Wendover, comme étant le coin sud-ouest sud-est du lot numéro deux cent vingt (P. 220), avec toutes les bâtisses y érigées. Lequel terrain est borné en front au sud-ouest le chemin de front, en profondeur au nord-est et d'un côté au sud-ouest Arthur Ladouceur et de l'autre côté au sud-est le lot numéro 213.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de St-Cyrille de Wendover, comté de Drummond, le trentième jour de juillet 1959 Drummond, le TRENTIÈME jour de JUILLET 1959 à ONZE heures de l'avant-midi. (heure avancée)

Le Shérif,
Bureau du Shérif, FÉLIX HOULE.
Arthabaska, ce 23 juin 1959. 50908-26-2-o

ARTHABASKA

Fieri Facias de Bonis et de Terris
District of Arthabaska

Superior Court, No. 13,445. PAUL CHICOINE, garage-keeper of St-Cyrille of Wendover, county of Drummond, plaintiff, vs LAURENT LAUZIÈRE, of St-Cyrille of Wendover, district of Arthabaska, defendant.

"A lot of land measuring one hundred feet in frontage by two hundred feet in depth, known and designated on the official plan and in the book of reference of the registration cadaster of the county of Drummond, for the township of Wendover, as being the southwest southeast corner of lot number two hundred and twenty (Pt. 220), with all the buildings thereon erected. Which lot of land is bounded in front on the southwest by the front road, in depth on the northeast and on one side, on the Southwest by Arthur Lacouceur and on the other side, on the southeast, by lot number 213.

To be sold at the door of the parochial church of St-Cyrille of Wendover, county of Drummond, on the THIRTIETH day of JULY, 1959, at ELEVEN o'clock in the forenoon. (Daylight-Saving Time).

FÉLIX HOULE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Arthabaska, this 23th day of June, 1959.
50908-26-2

Fieri Facias de Terris
District d'Arthabaska

Cour Supérieure, N° 13996. THÉODORE DUBÉ, menuisier, de St-Simon de Drummond, demandeur vs

Fieri Facias de Terris
District of Arthabaska

Superior Court, No. 13996. THÉODORE DUBÉ, joiner, of St-Simon of Drummond, plaintiff, vs LIO-

LIONEL J. GAGNÉ, de St-Simon de Drummond, district d'Arthabaska, défendeur.

1° Un lopin de terre, ayant front sur la rue St-Adélard, à St-Simon de Drummond, mesurant quarante pieds de largeur par cent pieds de profondeur, le tout plus ou moins, mesure anglaise, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre du canton de Grantham, comme étant le lot numéro deux cent quatre-vingt-trois des subdivisions officielles du lot numéro cent trente-huit (138-283);

2° Une lisière de terrain, contigue au lot ci-dessus décrit, mesurant vingt-huit pieds par cent pieds de profondeur, le tout plus ou moins, mesure anglaise, borné en front au nord-est par la rue St-Adélard, en profondeur au sud-ouest par une partie du lot 138-272, du côté sud-est par le lot 138-283, ci-haut décrit et de l'autre côté au nord-ouest par le résidu du lot 138-282, ladite lisière de terrain étant connu aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre du canton de Grantham comme étant la partie sud-est du lot deux cent quatre-vingt-deux des subdivisions officielles du lot numéro cent trente-huit, (138-Ptie S.E. 282), avec toutes les bâtisses dessus construites.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de St-Simon de Drummond, le TRENTIÈME jour de JUILLET 1959 à TROIS heures de l'après-midi. (Heure avancée).

Le Shérif,
Bureau du Shérif, FÉLIX HOULE.
Arthabaska, ce 22 juin 1959.
50909-26-2-o

NEL J. GAGNÉ, of St-Simon, of Drummond, district of Arthabaska, defendant.

1. A plot of land having frontage on St-Adélard Street, at St-Simon of Drummond, measuring forty feet in width by one hundred feet in depth, the whole more or less, English measure, known and designated on the official plan and in the book of reference of the township of Grantham, as being lot number two hundred and eighty-three of the official subdivisions of lot number one hundred and thirty-eight (138-283);

2. A strip of land, contiguous to the above described lot, measuring twenty-eight feet by one hundred feet in depth, the whole more or less, English measure, bounded in front on the north-east by St-Adélard Street, in depth, on the south-west by a part of lot 138-272, on the southeast side by lot 138-283, above described and on the other side, on the northwest, by the residue of lot 138-282, the said strip of land being known on the official plan and in the book of reference of the cadaster for the township of Grantham as being the southeast part of lot two hundred and eighty-two of the official subdivision of lot number one hundred and thirty-eight, (138-Pt. S.E. 282), with all the buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of St-Simon of Drummond, on the THIRTIETH day of JULY 1959, at THREE o'clock in the afternoon. (Daylight Saving time).

FÉLIX HOULE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Arthabaska, this 22nd day of June, 1959.
50909-26-2

CHICOUTIMI

Fieri Facias
District de Chicoutimi

District de Roberval, Cou. Supérieure, N° 22,268. DAME PHILIANNE DUBÉ, J.-M. BELLEY, Naudville, demandeurs; vs DAME GEORGETTE MOREL, LÉOPOLD MALTAIS, N.-D. du Rosaire, défendeurs, et LÉOPOLD MALTAIS, N.-D. du Rosaire, Mis-en-cause.

"Un terrain ou emplacement situé en la paroisse de Notre-Dame du Rosaire, mesurant cinquante pieds (50′) de front dans le sens nord-sud, sur cent (100′) pieds de profondeur dans le sens est-ouest, le tout faisant partie du lot numéro trois (Ptie N° 3), aux plan et livre de renvoi officiels pour le cadastre du canton Rouleau, dans le premier rang ouest du Lac des Habitants, et compris dans les bornes suivantes, savoir: Au nord, à l'est et au sud au terrain d'Adrien Tremblay, et à l'ouest au chemin public, ledit terrain étant situé à deux cent pieds de la ligne nord du terrain de Freddy Lapointe ou représentants, le tout avec les bâtisses y érigées, circonstances, et dépendances."

Pour être vendu à la porte de l'église à Notre-Dame du Rosaire, le TRENTIÈME jour du mois de JUILLET 1959, à TROIS heures de l'après-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, RENÉ DELISLE.
Chicoutimi, le 23 juin 1959. 50912-26-2-o

CHICOUTIMI

Fieri Facias
District of Chicoutimi

District of Roberval, Superior Court, No. 22,268. DAME PHILIANNE DUBÉ, J.-M. BELLEY, Naudville, plaintiffs; vs DAME GEORGETTE MOREL, LÉOPOLD MALTAIS, N.-D. du Rosaire, defendants and LÉOPOLD MALTAIS, N.-D. du Rosaire, mis-en-cause.

"A lot of land or emplacement situated in the parish of Notre-Dame du Rosaire, measuring fifty feet (50′) in frontage in the north-south direction, by one hundred (100′) feet in depth in an east-west direction, the whole forming part of lot number three (Pt. No. 3), on the official plan and in the book of reference for the cadaster of the Rouleau township, in the first range west of Lac des Habitants and comprised within the following boundaries, to wit: on the north, east and to the south of the lot of Adrien Tremblay, and on the west of the public highway, the said land being situated at two hundred feet of the north line of the land of Freddy Lapointe or representatives, the whole with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies."

To be sold at the door of the church of Notre-Dame du Rosaire, on the THIRTIETH day of the mounth of JULY, 1959, at THREE o'clock in the afternoon.

RENÉ DELISLE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Chicoutimi, June 23, 1959. 50912-26-2

GASPÉ

Fieri Facias de Terris et de Bonis

Cour Supérieure, Montréal, N° 465383. S. LAVERY & C. LAVERY avocats, 1575 rue St-Denis, Montréal, P.Q., demandeurs, vs PHILIPPE BERTRAND, 5736 rue Clark, Montréal, P.Q.

Les propriétés à vendre sont les suivantes:

"Un certain morceau de terrain sis et situé à Petite Rivière Ouest, municipalité de Ste-Adélaïde de Pabos, comté de Gaspé, P.Q. et district de Gaspé, portant le N° 278.

"Un deuxième lot portant N° 259, avec maisons dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendues à la porte de l'église de Ste-Adélaïde de Pabos, MARDI le VINGT-HUITIÈME jour de JUILLET 1959, à DEUX heures de l'après-midi.

Le Shérif,
J. F. MEAGHER.

Bureau du Shérif,
Percé, le 22 juin 1959.

50910-26-2-o

GASPÉ

Fieri Facias de Terris et de Bonis

Superior Court, Montreal, No. 465383. S. LAVERY & C. LAVERY advocates, 1575 St. Denis Street, Montreal, P.Q. plaintiffs vs PHILIPPE BERTRAND, 5736 Clark Street, Montreal, P.Q.

The following properties are for sale:

"A certain piece of land situated at Petite Rivière west, municipality of Ste-Adélaïde de Pabos, county of Gaspé, P.Q. and district of Gaspé, bearing No. 278.

"A second lot bearing No. 259, with houses thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of Ste-Adélaïde de Pabos, TUESDAY, the TWENTY-EIGHTH day of JULY, 1959, at TWO o'clock in the afternoon.

J. F. MEAGHER,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Percé, June 22, 1959.

50910-26-2

Fieri Facias de Terris

Cour de Magistrat, Gaspé, N° 10104. MAURICE GOUPIL, Chandler, comté de Gaspé, P.Q., demandeur, vs Mme Vve JOS. BLAIS, 300 Hétu, Gatineau Mills, P.Q., défenderesse.

La propriété à vendre est la suivante:

"Une certaine terre sise et située dans la Municipalité de Pabos, mieux connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels pour ladite municipalité comme étant le lot N° 39 du second rang de la Seigneurie de Pabos. Borné comme suit: au nord le 3ième rang, à l'est par le lot N° 38, au sud par le 1er rang et à l'ouest par le lot N° 40.

Pour être vendue à la porte de l'église de Ste-Adélaïde de Pabos, MARDI, le VINGT-HUITIÈME jour de JUILLET 1959, à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
J. F. MEAGHER.

Bureau du Shérif,
Percé, le 22 juin 1959.

50911-26-2-o

Fieri Facias de Terris

Magistrate's Court, Gaspé, No. 10104. MAURICE GOUPIL, Chandler, county of Gaspé, P.Q., plaintiff, vs Mrs. widow JOS. BLAIS, 300 Hétu, Gatineau Mills, P.Q., defendant.

The following property is for sale:

"A certain farm situated in the municipality of Pabos, better known and designated on the official plan and in the book of reference for the said municipality as being lot No. 39 of the second range of the Pabos Seigniory. Bounded as follows: on the north, by the 3rd range, on the east, by lot No. 38, on the south, by the first range and on the west, by lot No. 40.

To be sold at the church door of Ste-Adélaïde de Pabos, TUESDAY, the TWENTY-EIGHTH day of JULY, 1959, at TEN o'clock in the forenoon.

J. F. MEAGHER,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Percé, June 22, 1959.

50911-26-2

JOLIETTE

Fieri Facias de Terris

Canada — Province de Québec
District de Québec

Cour Supérieure, N° 95786. ROSAIRE VACHON, des cité et district de Québec y faisant affaire seul, sous les nom et raison sociale de "Admiral Stainless Steel Reg'd", demandeur, vs CLAIRE FERLAND, épouse de Lucien Arcouette, tous deux de lieux inconnus faisant ci-devant affaires seule tant à Trois-Rivières, Québec et Montréal sous les noms et raison sociale de "Claire Ferland Fina Ware Enr." comme marchande publique avec le consentement de son mari et ce dernier mis en cause pour autoriser et assister sadite épouse aux fins des présentes, défendeurs.

Comme appartenant aux défendeurs:

Immeuble situé à St-Gabriel de Brandon et décrit aux plan et livre de renvoi du cadastre (renouvelé) de St-Gabriel:

"La moitié indivise d'un emplacement situé à St-Gabriel de Brandon, connu et désigné comme étant une partie du lot numéro cinq cent trente-A-douze (P. 530-A-12) du cadastre du village de St-Gabriel de Brandon, de la contenance de tout le terrain compris entre le terrain de M. Albertin

JOLIETTE

Fieri Facias de Terris

Canada — Province of Quebec
District of Quebec

Superior Court, No. 95786. ROSAIRE VACHON, of the city and district of Quebec carrying on business alone, under the name and style of "Admiral Stainless Steel Reg'd", plaintiff, vs CLAIRE FERLAND, wife of Lucien Arcouette, both of unknown address, carrying on heretofore business alone as well in Trois-Rivières, as in Quebec and Montreal, under the style and name of "Claire Ferland Fina Ware Enr." as a public merchant with the consent of her husband and the latter *mis en cause* to authorize and assist his wife for these presents, defendants.

As belonging to the defendants:

An immoveable situated at St-Gabriel de Brandon and described on the official plan and in the book of reference of the cadaster (renewed) of St-Gabriel:

"The undivided half of an emplacement situated at St-Gabriel de Brandon, known and designated as being a part of lot number five hundred and thirty-A-twelve (Pt. 530-A-12) of the cadaster of the village of St-Gabriel de Brandon, containing the whole of the land com-

Desrochers (N° 530-B-1), le terrain de M. Gabriel Lemire (N° 530-B-2), le terrain de la Fabrique de St-Gabriel de Grandon, N° 530-M-1) d'un côté, le terrain de Adélard Houle (N° 529) en arrière, et autre partie dudit lot N° 530-A-12 appartenant à Hildège Desrochers de l'autre côté, et borné en front par la rue St-Gabriel: avec une maison, un restaurant et dépendances dessus construits, et les servitudes existantes, notamment le droit de passage mitoyen avec M. H. Desrochers."

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de St-Gabriel de Brandon, le MERCREDI, VINGT-NEUVIÈME jour de JUILLET 1959, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le Shérif de Joliette,
Bureau du Shérif, ROLAND PERRAULT.
Joliette, 22 juin 1959. 50913-26-2-o

prised between the lot of land of Mr. Albertin Desrochers (No. 530-B-1), the lot of land of Mr. Gabriel Lemire (No. 530-B-2), the lot of land of the Church proprety of St-Gabriel de Brandon, No. 530-M-1) on one side, the lot of land of Adélard Houle (No. 529) in rear, and the other part of the said lot No. 530-A-12 belonging to Hildège Desrochers on the other side, and bounded in front by St-Gabriel Street; with a house, a restaurant and dependencies thereon constructed, and the existing servitudes, notably the mitoyen right-of-way with Mr. H. Desrochers."

To be sold at the parochial church door of St-Gabriel de Brandon, on WEDNESDAY, the TWENTY-NINTH day of JULY, 1959, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

ROLAND PERRAULT,
Sheriff's Office, Sheriff of Joliette.
Joliette, June 22, 1959. 50913-26-2

KAMOURASKA

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada — Province de Québec
District de Kamouraska

Cour Supérieure, N° 21066. { CÔTÉ & GODBOUT INC, corps politique et incorporé ayant, son siège social à Trois-Pistoles, demandeurs vs JEAN FRANÇOIS MICHAUD, de Rivière-du-Loup, défendeur et J. MAURICE FOISY, en sa qualité de régistrateur pour la division d'enregistrement de Témiscouata (mis en cause).

Un terrain situé dans la paroisse de St-Modeste, contenant deux cents pieds de front sur deux cents pieds de profondeur, mesure anglaise, borné au nord à Napoléon Lavoie, au sud et à l'ouest à Joseph Deschênes, ou représentants et à l'est au chemin neuf de Témiscouata; lequel terrain fait partie des lots numéros quarante-un et quarante-deux (41 ptie et 42 ptie) du canton Witworth, dans le cinquième rang sauf à distraire la partie vendue au Ministère de la Voirie, avec les bâtisses dessus construites circonstances et dépendances.

Le tout pour être vendus à la porte de l'église de St-Modeste, comté de Rivière-du-Loup, MERCREDI le QUINZIÈME jour de JUILLET 1959 à DEUX heures de l'après-midi.

Le Député-Shérif du
Bureau du Shérif, district de Kamouraska,
Rivière-du-Loup CYRILLE PELLETIER.
ce 30ième jour de mai 1959. 50737-23-2-o
[Première insertion: samedi le 6 juin 1959]

KAMOURASKA

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada — Province of Quebec
District of Kamouraska

Superior Court, No. 21066. { CÔTÉ & GODBOUT INC, body politic and corporate, having its head office at Trois-Pistoles, plaintiffs, vs JEAN FRANÇOIS MICHAUD, of Rivière-du-Loup, defendant, and J. MAURICE FOISY, in his capacity of registrar for the registry division of Témiscouata (Mis-en-cause).

A piece of land situated in the parish of St. Modeste, containing two hundred feet in front by two hundred feet in depth, English measure, bounded northerly by Napoléon Lavoie, southerly and westerly by Joseph Deschênes, or representatives and easterly by the new Témiscouata road; which piece of land forms part of lots numbers forty-one and forty-two (P. 41 and P. 42) of the township of Witworth, in range five save and except that part sold to the Department of Roads, with the building thereon erected, circumstances and dependencies.

All of which to be sold at the door of the church of St. Modeste, county of Rivière-du-Loup, WEDNESDAY the FIFTEENTH day of JULY 1959, at TWO o'clock, in the afternoon.

CYRILLE PELLETIER,
Sheriff's Office, Deputy-Sheriff of the
Rivière-du-Loup, district of Kamouraska.
this May 30th, 1959. 50737-23-2
[First insertion: Saturday, June 6, 1959]

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada — Province de Québec
District de Kamouraska

Cour de Magistrat, N° 2534. { DAME ALICE FRASER, veuve usant de ses droits de feu Hector Prévost, résidant et domicilié à Rivière-du-Loup vs OMER LEBEL, journalier de Rivière-du-Loup.

Un terrain situé sur le côté sud de la rue Bellevue, en la cité de Rivière-du-Loup, mesurant cinquante pieds de largeur est-ouest par environ cent dix pieds de profondeur nord-sud, mesure anglaise, tel que borné en front, au nord-ouest à la rue Bellevue; au sud-est; au terrain de Albert Beaulieu, au nord-est au terrain de J.-Baptiste Marchand, et au sud-ouest au résidu du terrain de la Dame venderesse, lequel terrain ainsi décrit et borné est une partie du lot de terre connu et désigné sous le numéro cent vingt (120) au cadastre officiel pour la ville de

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada — Province of Quebec
District of Kamouraska

Magistrate's Court, No. 2534. { DAME ALICE FRASER, widow in use of her rights, of the late Hector Prévost, residing and domiciled at Rivière-du-Loup vs OMER LEBEL, laborer, of Rivière-du-Loup.

A lot of land situated on the South side of Bellevue Street, in the city of Rivière-du-Loup, measuring fifty feet in width East-west, by approximately one hundred and ten feet in depth North-South, English measure, as bounded in front, on the northwest by Bellevue Street; on the southeast, by the land of Albert Beaulieu, on the northeast, by the land of J.-Baptiste Marchand, and on the southwest, by the residue of the land of the lady vendor, which lot of land thus described and bounded, is a part of the lot land known and designated under number

Fraserville, comté de Témiscouata, circonstances et dépendances.

Le tout pour être vendus à la porte de l'église de St-Patrice, de Rivière-du-Loup, MARDI le QUATORZIÈME jour de JUILLET 1959 (quatorzième jour de juillet 1959) à DEUX heures de l'après-midi.

Le Député-Shérif du
Bureau du Shérif, district de Kamouraska,
Rivière-du-Loup, CYRILLE PELLETIER.
ce 30 mai 1959. 50738-23-2-o
[Première insertion: samedi le 6 juin 1959.]

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada — Province de Québec
District de Kamouraska

Cour de Magistrat, N° 16744. { CAMILLE MOREAU, commerçant de chevaux, résidant et domicilié à Notre-Dame du Lac, demandeur; vs JOSEPH BLANCHETTE, domicilié à Pied du Lac, comté de Témiscouata, défendeur.

Le lot numéro B du rang XII, canton de Cabano, à l'endroit appelé "Pied du Lac", borné au nord-est au lot de terre numéro A, au sud-est au numéro 1 des lots renversés, au sud-ouest au numéro C, et au nord-ouest partie du Lac Long, le tout avec bâtisses susconstruites, circonstances et dépendances.

Le tout pour être vendus à la porte de l'église de Pied du Lac, LUNDI, le TREIZIÈME jour de JUILLET 1959, à DEUX heures de l'après-midi.

Le Député-Shérif du
Bureau du Shérif, district de Kamouraska,
Rivière-du-Loup, CYRILLE PELLETIER.
ce 30 mai 1959. 50739-23-2-o
[Première insertion: samedi le 6 juin 1959]

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada — Province of Quebec
District of Kamouraska

Magistrate's Court, No. 16744. { CAMILLE MOREAU, horse-dealer of residing and domiciled at Notre-Dame du Lac, plaintiff; vs JOSEPH BLANCHETTE, domiciled at Pied du Lac, county of Témiscouata, defendant.

Lot number B, range XII, township of Cabano, at that place called "Pied du Lac", bounded northeasterly by lot of land number A, southeasterly by number 1 of the "lots renversés", southwesterly by number C, and northwesterly partly by Lac Long, all of which with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

All of which to be sold at the door of the church of Pied du Lac, MONDAY, the THIRTEENTH day of JULY 1959, at TWO o'clock in the afternoon.

CYRILLE PELLETIER,
Sheriff's Office, Deputy Sheriff of the
Rivière-du-Loup, district of Kamouraska,
this May 30, 1959. 50739-23-2
[First insertion: Saturday, June 6, 1959]

MÉGANTIC

Fieri Facias de Terris

Cour de Magistrat, N° 1074. { J. E. FERLAND LTÉE, de la cité de Thetford Mines, comté de Mégantic, dans le district de Mégantic, demanderesse, contre VITALINE CHABOT, de la cité de Thetford Mines comté de Mégantic, dans le district de Mégantic, défenderesse.

Désignation:

"Un morceau de terrain situé en la cité de Thetford Mines, connu et désigné comme étant le lot numéro dix-huit, de la subdivision du lot numéro vingt-cinq-F (N° 25-F-18) du cadastre officiel pour le quatrième rang du canton de Thetford".

Pour être vendu à Thetford Mines, le TRENTIÈME jour de JUILLET mil neuf cent cinquante-neuf à DEUX heures de l'après-midi, à la porte de l'église de la paroisse Notre-Dame de la Présentation.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, ALBERT LAMONDE.
Thetford Mines, le 19 juin 1959. 50877-24-2-o

MÉGANTIC

Fieri Facias de Terris

Magistrate's Court, No. 1074. { J. E. FERLAND LTÉE, of the city of Thetford Mines, county of Mégantic, in the district of Mégantic, plaintiff, against VITALINE CHABOT, of the city of Thetford Mines, county of Mégantic, in the district of Mégantic, defendant.

Designation:

"A piece of land situated in the city of Thetford Mines, known and designated as being the lot number eighteen of the subdivision of the lot number twenty-five-F (No. 25-F-18) of the official register of the survey of lands for the fourth range of the township of Thetford".

To be sold in the city of Thetford Mines, the THIRTIETH day of JULY one thousand nine hundred and fifty-nine at TWO hours of the clock in the afternoon at the church door of Notre-Dame de la Présentation.

ALBERT LAMONDE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Thetford Mines, June 19, 1959. 50877-26-2-o

MONTMAGNY

Fieri Facias de Terris
Canada — Province de Québec
District de Montmagny

Cour Supérieure, District de Québec, N° 91-873. { MAURICE ROUSSEAU & CIE LTÉE, corporation légale ayant son siège social à Québec, demanderesse; vs ROMÉO HARBOUR de Armagh, défendeur.

MONTMAGNY

Fieri Facias de Terris
Canada — Province of Québec
District of Montmagny

Superior Court, District of Quebec, No. 91-873. { MAURICE ROUSSEAU & CIE LTÉE, a legal corporation having its head office at Quebec, plaintiff; vs ROMÉO HARBOUR of Armagh, defendant.

"Un emplacement de la contenance d'un quart d'arpent de front sur cent soixante et douze pieds de profondeur, faisant partie du lot de terre connu au cadastre officiel du canton Armagh, sous le numéro soixante-dix-A, premier rang nord-ouest (70-A, R. 1, N.-O.), borné comme suit: au nord Louis Vézina, au sud au terrain de Arthur Duchesneau ainsi qu'à l'ouest et à l'est de la route." Avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de Armagh, comté de Bellechasse, JEUDI, le TRENTIÈME jour de JUILLET 1959, à TROIS heures de l'après-midi.

Bureau du Shérif, Le Shérif,
Montmagny CHS OMER BERNIER.
le 18 juin 1959. 50874-26-2-o

"An emplacement containing a quarter of an arpent in front by one hundred and seventy-two feet in depth, being part of lot of land known in the official cadastre of the township of Armagh, under number seventy-A, first range north-west (70-A, R. 1, N.-W.), bounded as follows: Northerly by Louis Vézina, southerly by the land of Arthur Duchesneau and as well as west and east of the road." With buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of Armagh, county of Bellechasse, THURSDAY, the THIRTIETH day of JULY, 1959, at THREE o'clock in the afternoon.

Sheriff's Office, CHS OMER BERNIER,
Montmagny, Sheriff.
June 18, 1959. 50874-26-2

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada — Province de Québec
District de Montmagny

Cour Supérieure, N° 7566. M. LAURÉAT THIBAULT, commerçant, St-Eugène, comté de l'Islet, demandeur, vs M. NAZAIRE BÉLANGER, St-Fabien de Panet, comté de Montmagny, défendeur.

Les droits acquis sur un terrain de la contenance de deux cent neuf acres en superficie formée des lots quatre et cinq (4 et 5) du sixième rang (rg. VI) du cadastre officiel du canton Talon avec bâtisses, circonstances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église de St-Fabien de Panet, comté de Montmagny, VENDREDI, le TRENTE-ET-UNIÈME jour de JUILLET 1959, à TROIS heures de l'après-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, CHS OMER BERNIER.
Montmagny, le 18 juin 1959. 50875-26-2-o

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada — Province of Quebec
District of Montmagny

Superior Court, No. 7566. M. LAURÉAT THIBAULT, merchant, St. Eugène, county of L'Islet, plaintiff vs M. NAZAIRE BÉLANGER, St. Fabien de Panet, county of Montmagny, defendant.

The rights acquired on a lot of land containing two hundred and nine acres in superficial area, formed by lots four and five (4 and 5) of the sixth range (r. VI) in the official cadastre of the township of Talon, with buildings, circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of St. Fabien de Panet, county of Montmagny, FRIDAY, the THIRTY-FIRST day of JULY, 1959, at THREE o'clock in the afternoon.

CHS OMER BERNIER,
Sheriff's Office, Sheriff,
Montmagny, June 18, 1959. 50875-26-2

QUÉBEC

Fieri Facias

Québec, à savoir. N° 92,378. RENÉ BOIVIN, commerçant, demeurant à Val St-Michel, comté de Québec, contre JOSEPH LIRETTE, demeurant à Val St-Michel, comté de Québec.

1° Une partie du lot numéro quarante-deux (N° 42) du cadastre pour la paroisse de St-Ambroise de la Jeune Lorette, borné au nord par le camp Valcartier, au sud par la ligne de concession, à l'est par Elzéar Bourget et à l'ouest par le lot numéro quarante et un (N° 41), circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de St-Ambroise de la Jeune-Lorette, le DIXIÈME jour de JUILLET prochain à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, Dr J. R. GOBEIL.
Québec, 2 juin 1959. 50756-23-2-o
[Première insertion: 6 juin 1959]
[Deuxième insertion: 27 juin 1959]

Fieri Facias

Québec, à savoir: N° 97,492. PHILIPPE FRENETTE, marchand, Portneuf Station, comté Portneuf, P.Q., contre SAUVEUR BÉDARD, Portneuf Station, comté Portneuf, P.Q.

Un terrain de forme irrégulière, situé dans le rang St-Charles, en la paroisse de Notre-Dame

QUEBEC

Fieri Facias

Quebec, to wit: No. 92,378. RENÉ BOIVIN, tradesman, residing at Val St-Michel, county of Quebec, against JOSEPH LIRETTE, residing at Val St-Michel, county of Quebec.

1. A part of lot number forty-two (No. 42) of the cadaster for the parish of St-Ambroise de la Jeune Lorette, bounded on the north by Valcartier Camp, on the south, by the concession line, on the east, by Elzéar Bourget, and on the west, by lot number forty-one (No. 41), circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of St-Ambroise de la Jeune-Lorette, on the TENTH day of JULY next at TEN o'clock in the forenoon.

Dr J. R. GOBEIL,
Sheriff's Office, Sheriff.
Quebec, June 2, 1959. 50756-23-2
[First insertion: June 6, 1959]
[Second insertion: June 27, 1959]

Fieri Facias

Quebec, to wit: No. 97,492. PHILIPPE FRENETTE, merchant, Portneuf Station, county of Portneuf, P.Q., versus SAUVEUR BÉDARD, Portneuf Station, county Portneuf, P.Q.

A piece of land of irregular shape, situated in range St. Charles, in the parish of Notre-Dame

de Portneuf, mesurant trois cent vingt-neuf pieds de front, (329′) puis allant vers le nord sur une distance de trois cent soixante-quatre pieds (364′) puis gagnant vers l'ouest une distance de deux cent cinquante-trois pieds (253′), puis allant vers le sud une distance de cinquante pieds (50′) puis gagnant de nouveau vers l'ouest une distance de cent quarante-huit pieds (148), puis gagnant vers le sud pour aller rejoindre la ligne de front du chemin public une distance de deux cent deux pieds (202′), le tout à mesure anglaise et plus ou moins: ce terrain est borné comme suit: au nord à Émilien Carpentier ou représentants, au sud à la succession Pierre Haché ou représentants, à l'est à une ligne située à douze pieds (12′) de la ligne de division des terrains d'Alphonse Savard et la succession Pierre Haché, et à l'ouest au chemin public; ce terrain est connu et désigné comme faisant partie du lot numéro deux cent dix-sept (P. 217) du cadastre officiel de la paroisse de Notre-Dame de Portneuf, comté de Portneuf; avec la maison, le moulin à scie et les autres bâtisses dessus construites. Il faut cependant distraire de ce terrain, l'emplacement vendu à J. Alcide Bédard et mesurant cinquante pieds (50′) de largeur par cent cinquante pieds (150′) de profondeur. Il faut également distraire de ce terrain, un autre emplacement de soixante-dix pieds (70′) de largeur par cent cinquante pieds (150′) de profondeur, borné au sud-ouest au chemin public, au sud-est au terrain d'Alcide Bédard, au nord-est et au nord-ouest au terrain demeurant la propriété de Sauveur Bédard. A distraire aussi un emplacement mesurant soixante pieds (60′) de largeur par cent cinquante pieds (150′) de profondeur vendu à Noël Landry, suivant acte enrégistré sous le numéro 145,611.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Notre-Dame de Portneuf, comté de Portneuf, le DIXIÈME jour de JUILLET prochain à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, Dr J. R. GOBEIL.

Québec, le 3 juin 1959. 50759-23-2-o

[Première insertion: le 6 juin 1959]

(Deuxième insertion: le 27 juin 1959]

Fieri Facias

Québec, à savoir: N° 96,582. { JOSAPHAT LAQUERRE, cultivateur, domicilié à Val Alain, comté de Lotbinière,

district de Québec, contre DAMIEN CORRIVEAU, domicilié à St-Janvier de Joly, comté de Lotbinière, district de Québec.

Étant le lot numéro soixante-cinq (N° 65) du rang un (1) de l'arpentage de 1929, borné au nord-ouest par le rang deux (2) au nord-est par le lot numéro cent quatre-vingt-douze — soixante-et-onze (N° 192-71) au sud-est par le canton Nelson, au sud-ouest, par le lot numéro cent quatre-vingt-douze — soixante-et-treize (N° 192-73); mesurant trois (3) arpents au nord-ouest, trente-trois arpents, deux perches, un pied et huit dixièmes (33-2-1-8/10 au nord-est, trente-deux arpents et six perches au sud-ouest (32-6) au sud-ouest; contenant en superficie quatre-vingt-dix-huit arpents soixante et onze perches et cent soixante-deux pieds, (98.71.-162), avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de Lotbinière, comté de Lotbinière, le TRENTE-

de Portneuf, measuring three hundred and twenty-nine feet in front (329′) thence in a northerly direction along a distance of three hundred and sixty-four feet (364′) thence extending westerly, a distance of two hundred and fifty-three feet (253′), thence in a southerly direction along a distance of fifty feet (50′) once again extending westerly along a distance of one hundred and forty-eight feet (148), then extending towards the south in order to join up with the front line of the public highway, a distance of two hundred and two feet (202′), all of which in English measure and more or less: this land is bounded as follows: northerly by Émilien Carpentier or representatives, southerly by the Pierre Haché Estate or representatives, easterly by a line situated twelve feet (12′) from the dividing line between the land of Alphonse Savard and that of Pierre Haché Estate, and westerly by the public highway; this piece of land is known and designated as forming part of lot number two hundred and seventeen (P. 217) of the official cadaster of the parish of Notre-Dame de Portneuf, county of Portneuf; with house, saw-mill and the other buildings thereon erected. There must be excluded, however, that emplacement sold to J. Alcide Bédard and measuring fifty feet (50′) in width by one hundred and fifty feet (150′) in depth. There must also be excluded, another emplacement of seventy feet (70′) in width by one hundred and fifty feet (150′) in depth, bounded southwesterly by the public highway, southeasterly by the land of Alcide Bédard, northeasterly and northwesterly by the land remaining the property of Sauveur Bédard, to be excluded also, an emplacement measuring sixty feet (60′) in width by one hundred and fifty feet (150′) in depth sold to Noël Landry, according to deed registered under number 145,611.

To be sold at the door of the Parochial church of Notre-Dame de Portneuf, county of Portneuf, the TENTH day of JULY next at TEN o'clock in the forenoon.

Dr J. R. GOBEIL,

Sheriff's Office, Sheriff.

Quebec, June 3, 1959. 50759-23-2

[First insertion: June 6, 1959]

[Second insertion: June 27, 1959]

Fieri Facias

Quebec, to wit: No. 96,582. { JOSAPHAT LAQUERRE, farmer domiciled at Val Alain, county of Lotbinière,

district of Quebec, against DAMIEN CORRIVEAU, domiciled at St. Janvier de Joly, county of Lotbinière, district of Quebec.

Being lot number sixty-five (No. 65) of range one (1) of the 1929 surveying, bounded northwesterly by range two (2), northeasterly by lot number one hundred and ninety-two — seventy-one (No. 192-71), southeasterly by Nelson township, southwesterly by lot number one hundred and ninety-two — seventy-three (No. 192-73); measuring three (3) arpents to the North-West, thirty-three arpents, two rods, one foot and eight tenths (33-2-1-8/10) to the North east, thirty-two arpents and six rods to the south-west (32-6); containing in superficial area ninety-eight arpents, seventy-one rods and one hundred and sixty-two feet (98. 71. 162), with buildings thereon erected circumstances and dependencies.

To be sold at the Registry Office of Lotbinière, county of Lotbinière, on the THIRTY-FIRST

ET-UNIÈME jour de JUILLET prochain à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, Dr J. R. GOBEIL.
Québec, le 19 juin 1959. 50889-26-2-o

[Première insertion: le 27 juin 1959.]
[Deuxième insertion: le 18 juillet 1959.]

RICHELIEU

Fieri Facias de Terris

Cour Supérieure, N° 14-485. LÉO PERREAULT LTÉE, un corps politique et incorporé dûment constitué en corporation, ayant son siège social et principale place d'affaires en les cité et district de Montréal, demanderesse vs LAURIE LÉGER, de Varennes district de Richelieu, défendeur, et LOUIS PHILIPPE LAFONTAINE, de cité et district de Montréal, comptable, en sa qualité de syndic nommé pour la succession en faillite de Laurier Léger, et VICTOR MARTINEAU, avocat, des cité et district de Montréal, en sa qualité de séquestre officiel, mis-en-cause.

Un emplacement situé au village de Varennes, comté de Verchères, en la province de Québec, connu et désigné comme étant le lot N° vingt de la subdivision officielle du lot originaire N° cent six (106-20) des plan et livre de Renvoi officiels du village de Varennes, mesurant soixante-deux pieds de largeur (62) par une profondeur de soixante-huit pieds (68), (62x68) et formant une superficie totale de quatre mille deux cents seize pieds carrés (4,216), le tout à la mesure anglaise, plus ou moins, telle qu'indiqué au Cadastre du lot.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale du village de Varennes, comté de Verchères, JEUDI, le TRENTIÈME jour de JUILLET 1959 à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, F. COURNOYER.
Sorel, le 22 juin 1959. 50914-26-2-o

RIMOUSKI

Fieri Facias de Terris
Canada — Province de Québec
District de Rimouski

Cour de Magistrat, Montréal, N° 475-847. STOP FIRE LTD. corporation légalement constituée ayant sa principale place d'affaires dans les cité et district de Montréal, demanderesse vs GERMAIN PROULX, demeurant à Ste-Blandine, comté de Rimouski, dit district, défendeur.

Le lot N° quarante-cinq-A (45-A), premier rang au cadastre officiel du canton Macpès, étant une terre contenant soixante-dix-neuf (79) acres et tiers en superficie, borné à l'est à Josué Proulx et à l'ouest à Roméo Proulx, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

La partie du lot N° quatorze (P. 14), deuxième rang, au cadastre officiel du canton Macpès, borné au nord à Émile Proulx à l'est à Auguste Proulx, au sud à Ernest Vignola et à l'ouest à Joseph Proulx, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, étant une terre contenant cinquante (50) acres.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Ste-Blandine, le NEUVIÈME jour de JUILLET, 1959, à DEUX heures de l'après-midi.

Le Député-Shériff.
Bureau du Shérif, JACQUES MARTIN.
Rimouski, 1er juin 1959. 50741-23-2-o

day of JULY, next, at TEN o'clock in the forenoon.

Dr. J. R. GOBEIL,
Sheriff's Office, Sheriff.
Quebec, June 19, 1959. 50889-26-2

[First insertion: June 27, 1959.]
[Second insertion: July 18, 1959.]

RICHELIEU

Fieri Facias de Terris

Superior Court, N° 14-485. LÉO PERREAULT LTD., a body politic and corporate duly incorporated, having its head office and principal place of business in the city and district of Montreal, plaintiff, vs LAURIE LÉGER, of Varennes, district of Richelieu, defendant, and LOUIS PHILIPPE LAFONTAINE, of the city and district of Montreal, accountant, in his quality as trustee named to the bankrupt estate of Laurie Léger, and VICTOR MARTINEAU, advocate, of the city and district of Montreal, in his quality as official receiver, mis-en-cause.

An emplacement situated in the village of Varennes, county of Verchères, Province of Quebec, known and designated as being lot No. twenty of the Official subdivision of the original lot No. one hundred and six (106-20) on the Official Plan and Book of reference for the village of Varennes, measuring sixty-two feet in width (62) by a depth of sixty-eight feet (68), (62x68) and forming a total superficial area of four thousand two hundred and sixteen square feet (4,216), the whole English measure, more or less, as set forth on lot cadastre.

To be sold at the parochial church door of the village of Varennes, county of Verchères, THURSDAY, the THIRTIETH day of JULY, 1959, at TEN o'clock in the forenoon.

F. COURNOYER,
Sheriff's Office, Sheriff.
Sorel, June 22, 1959. 50914-26-2

RIMOUSKI

Fieri Facias de Terris
Canada — Province of Quebec
District of Rimouski

Magistrate's Court, Montreal, No. 475-847. STOP FIRE LTD. corporation legally constituted having its principal Place of business in the city and district of Montreal, plaintiff vs GERMAIN PROULX, residing at Ste. Blandine, county of Rimouski, said district, defendant.

Lot No. forty-five-A (45-A) range one of the official cadaster of the township of Macpès, being a farm containing an area of seventy-nine (79) acres and a third, bounded easterly by Josué Proulx and westerly by Roméo Proulx, with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

That part of lot No. fourteen (P. 14), range two, of the official cadaster of the township of Macpès, bounded northerly by Émile Proulx, easterly by Auguste Proulx, southerly by Ernest Vignola and westerly by Joseph Proulx, with buildings thereon erected, circumstances and dependencies, being a farm containing fifty (50) acres.

To be sold at the door of the church of the parish of Ste. Blandine, the NINTH day of JULY 1959, at TWO o'clock in the afternoon.

JACQUES MARTIN,
Sheriff's Office, Deputy Sheriff.
Rimouski, June 1st, 1959. 50741-23-2

Fieri Facias de Terris
Canada — Province de Québec
District de Rimouski

Cour Supérieure, N° 22,006. { L'OFFICE DU CRÉDIT AGRICOLE DU QUÉBEC, corps politique et incorporé, ayant son siège social à Québec, demanderesse; vs ADÉODAT PELLETIER, cultivateur, domicilié à Ste-Irène, comté de Matapédia, district de Rimouski, défendeur.

Une terre située dans la paroisse de Ste-Irène, comté de Matapédia, ayant une superficie de deux cent douze (212) acres et deux dixième (2/10) d'acre, étant les lots connus et désignés sous les numéros dix et onze du cadastre officiel du rang trois (3) du canton Nemtayé, avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendue "en bloc" à la porte de l'église de la paroisse de Ste-Irène, le DIXIÈME jour de JUILLET, 1959, à DEUX heures de l'après-midi.

Le Député-Shérif,
JACQUES MARTIN.

Bureau du Shérif,
Rimouski, 1er juin 1959. 50742-23-2-o

Fieri Facias de Terris
Canada — Province of Quebec
District of Rimouski

Superior Court, No. 22,006. { THE QUEBEC FARM CREDIT BUREAU, body politic and corporate, having its head office in Quebec, plaintiff; vs ADÉODAT PELLETIER, farmer, domiciled at Ste. Irène, county of Matapédia, district of Rimouski, defendant.

A farm situate in the parish of Ste. Irène, county of Matapédia, having an area of two hundred and twelve (212) acres and two tenths (2/10) of an acre, being lots known and designated under numbers ten and eleven of the official cadastrer of range three (3) of the township of Nemtayé, with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold "en bloc" at the door of the church of the parish of Ste. Irène, the TENTH day of JULY 1959, at TWO o'clock in the afternoon.

JACQUES MARTIN,
Deputy Sheriff.

Sheriff's Office,
Rimouski, June 1st, 1959. 50742-23-2

ROBERVAL

Fieri Facias
Canada — Province de Québec
District de Roberval

Cour Supérieure, N° 22,444. { NEMROD GILBERT, journalier de Ste-Anastasie, demandeur, vs J.-EUGÈNE LAROUCHE, voiturier de Notre-Dame de Lorette, comté de Roberval, défendeur.

"Un terrain emplacement situé à Notre-Dame de Lorette, mesurant 100 pieds de front ou largeur par 100 pieds de profondeur, mesure anglaise, faisant partie du lot numéro A-2 (ptie A-2) du Bloc A, du cadastre officiel du canton Antoine; ledit terrain borné en front à l'est au chemin public ou rue principale; au sud au terrain de William Dufour; en profondeur à l'ouest au résidu dudit lot ou terrain de la Fabrique de Notre-Dame de Lorette et au nord à la rue du cimetière; avec les bâtisses dessus construites appartenances et dépendances."

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Notre-Dame de Lorette, comté de Roberval, le NEUVIÈME jour de JUILLET 1959, à DEUX heures de l'après-midi.

Le Shérif du district de Roberval,
LÉON-MAURICE LAVOIE.

Bureau du Shérif,
Palais de Justice,
District de Roberval,
le 2 juin 1959. 50758-23-2-o
[Première insertion: le 6 juin 1959]

ROBERVAL

Fieri Facias
Canada — Province of Quebec
District of Roberval

Superior Court, No. 22,444. { NEMROD GILBERT, laborer of Ste-Anastasie, plaintiff, vs J.-EUGÈNE LAROUCHE, carrier, of Notre-Dame de Lorette, county of Roberval, defendant.

"An emplacement lot situated at Notre-Dame de Lorette, measuring 100 feet in frontage or in width by 100 feet in depth, English measure, forming part of lot number A-2 (pt. A-2) of Block A, of the official cadaster of the township Antoine; the said lot bounded in front on the east by the public road or principal street; on the south, by the land of William Dufour; in depth, on the west, by the residue of the said lot or land of the church property (Fabrique) of Notre-Dame de Lorette and on the north, by the street of the cemetery; with the buildings thereon erected appurtenances and dependencies."

To be sold at the church door of the parish of Notre-Dame de Lorette, county of Roberval, on the NINTH day of JULY, 1959, at TWO o'clock in the afternoon.

LÉON-MAURICE LAVOIE,
Sheriff for the district of Roberval.

Sheriff's Office,
Court House,
District of Roberval,
June 2, 1959. 50758-23-2
[First insertion: June 6, 1959]

Fieri Facias
Canada — Province de Québec
District de Roberval

Cour Supérieure, N° 22,331. { RAYMOND BOUCHARD, YVON BOUCHARD et CONRAD BOUCHARD, faisant affaires ensemble sous le nom de "Raymond Bouchard & Frères Enrg.", comme marchands généraux à St-François de Sales, demandeurs vs Mme Vve HENRI LAVOIE, de St-François de Sales, défenderesse.

AVIS DE VENTE

"A titre de possesseur: *Animo Domini*"

Lot numéro 6, rang 6, canton de Charlevoix; lot numéro 11, fang 6, canton de Charlevoix; lot

Fieri Facias
Canada — Province of Quebec
District of Roberval

Superior Court, No. 22,331. { RAYMOND BOUCHARD, YVON BOUCHARD and CONRAD BOUCHARD, carrying on business together under the name of "Raymond Bouchard & Frères Enrg.", as general merchants at St. François de Sales, plaintiffs vs Mrs. HENRI LAVOIE, widow, of St. François de Sales, defendant.

NOTICE OF SALE

"As possessor: *Animo Domini*"

Lot number 6, range 6, township of Charlevoix; lot number 11, range 6, township of Char-

numéro 19, rang 7, canton de Charlevoix; et la moitié ouest du lot numéro 9, rang 7, canton de Charlevoix, en la possession "Animo Domini" de la défenderesse, Dame Vve Henri Lavoie, avec bâtisses dessus construites, appartenances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-François de Sales, comté de Roberval, le TRENTIÈME (30) jour de JUILLET 1959, à DEUX heures de l'après-midi.

Le Shérif du district de Roberval,
LÉON-MAURICE LAVOIE.

Bureau du Shérif,
Palais de Justice,
District de Roberval,
le 19 juin 1959. 50879-26-2-o

[Première insertion: samedi le 27 juin 1959.]

levoix; lot number 19, range 7, township of Charlevoix; and the west of half of lot number 9, range 7, township of Charlevoix in possession "Animo Domini" of the defendant, Mrs. Henri Lavoie, widow, with buildings thereon erected appurtenances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of St. François de Sales, county of Roberval, on the THIRTIETH (30) day of JULY, 1959, at TWO o'clock in the afternoon.

LÉON-MAURICE LAVOIE,
Sheriff of the district of Roberval.

Sheriff's Office,
Court House,
District of Roberval,
June 19, 1959. 50879-26-2

[First insertion: Saturday, June 27, 1959.]

SAINT-FRANÇOIS

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Province de Québec
District de St-François

Cour de Magistrat, N° 54837. HÔTEL-DIEU DE SHERBROOKE, corporation civile légalement constituée, ayant son siège social en la cité de Sherbrooke, district de St-François, demanderesse, vs DENIS DODIER, de Paquetteville, district de Saint-François, défendeur.

"Un certain morceau de terre, situé dans le canton Hereford, connu et désigné comme étant le lot N° 12-J (12-J), dans le rang-A (R-A), sur le plan officiel et dans le livre de renvoi dudit canton, contenant un tiers d'acre en superficie. Avec les bâtisses y érigées, circonstances et dépendances."

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de St-Venant de Hereford (Paquetteville), MERCREDI, le VINGT-NEUVIÈME jour de JUILLET 1959, à DIX heures a.m.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, JOSEPH LABRECQUE.
Sherbrooke, ce 22 juin 1959. 50907-26-2-o

[Première insertion: le 27 juin 1959.]

SAINT FRANCIS

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Province of Quebec
District of St. Francis

Magistrate's Court, No. 54837. HÔTEL-DIEU DE SHERBROOKE, civil corporation legally constituted, having its corporate seat in the city of Sherbrooke, district of St. Francis, plaintiff, vs DENIS DODIER, of Paquetteville, district of St. Francis, defendant.

"A certain piece of land, situate in the township Hereford, known and designated as being lot No. 12-J (12-J) in range-A (R.A) upon the official plan and in the book of reference of said township, containing one third of an acre in superficies. With buildings thereon erected, circumstances and dependences.

To be sold at the door of the parochial church of St-Venant of Hereford (Paquetteville) WEDNESDAY, the TWENTY-NINTH day of JULY, 1959 at TEN o'clock in the forenoon.

JOSEPH LABRECQUE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Sherbrooke, June the 22nd, 1959. 50907-26-2-o

[First insertion: June the 27th, 1959.]

TERREBONNE

Canada — Province de Québec
District de Terrebonne

Cour Supérieure, Montréal, N° 466039. JACQUES BEAUDOIN, demandeur, vs RÉGIS QUINCOU, défendeur.

AVIS DE VENTE

La partie du lot 164 subdivision 51 de la paroisse de St-Eustache, district de Terrebonne, avec toutes les bâtisses qui peut y avoir dessus construites.

Pour être vendu à la porte de l'église Ste-Marthe sur le Lac, paroisse de St-Eustache, MERCREDI, le VINGT-NEUVIÈME jour de JUILLET 1959 à UNE heure de l'après-midi (29 juillet 1959 à 1 hre p.m.).

Conditions de vente: Argent comptant.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, GEO. AUCLAIR.
St-Jérôme, 19 juin 1959. 60880-26-2-o

TERREBONNE

Canada — Province of Quebec
District of Terrebonne

Superior Court, Montreal, No. 466039. JACQUES BEAUDOIN, plaintiff vs RÉGIS QUINCOU, Defendant.

NOTICE OF SALE

Part of lot 164, subdivision 51 of the parish of St. Eustache, district of Terrebonne, with all buildings that may be erected thereon.

To be sold at the church door of Ste Marthe sur le Lac, parish of St. Eustache, WEDNESDAY, the TWENTY-NINTH day of JULY, 1959, at ONE o'clock in the afternoon (July 29, 1959, at 1. o'clock p.m.).

Condition of Sale: Cash.

GEO. AUCLAIR,
Sheriff's Office, Sheriff.
St. Jérôme, June 19, 1959. 50880-26-2

Canada — Province de Quebec
District de Terrebonne

Cour Supérieure, Montréal, N° 468576. PAGÉ & FRÈRE LTÉE, un corps politique et corporatif, dûment constituée en corporation, et ayant son

Canada — Province of Quebec
District de Terrebonne

Superior Court, Montreal. No. 468576. PAGÉ & FRÈRE LTÉE, a body politic and corporate, duly incorporated, having its head office and princi-

siège social et principale place d'affaires en la ville de Laval-Ouest, district de Terrebonne, demandeurs vs LUCIEN PARENT, de la cité d'Outremont, district de Montréal, défendeur.

AVIS DE VENTE

Un emplacement situé en la cité de St-Eustache, connu et désigné tel que mentionné et composé de;

1° Le lot N° 7 de la subdivision du lot originaire N° 145 (145-7) aux plan et livre de renvoi officiels du village de St-Eustache;

a) Le lot N° 2 de la subdivision du lot originaire N° 180 (180-2) aux plan et livre de renvoi officiels.

Avec les constructions dessus érigées portant le numéro civique 150 rue St-Viateur.".

Pour être vendu à la porte de l'église de St-Eustache, MERCREDI, le VINGT-NEUVIÈME jour de JUILLET 1959 à TROIS heures de l'après-midi. (29 juillet 1959, 3 hres p.m.).

Conditions vente: argent comptant.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, GEO. AUCLAIR.
St-Jérôme, 19 juin 1959. 50881-36-2

TROIS-RIVIÈRES

Canada, — Province de Québec
District de Trois-Rivières

Cour Supérieure, N° 18891. { LA CIE DE BOIS ST-LAURENT LTÉE, corporation légalement constituée

ayant son siège social au Cap-de-la-Madeleine, district de Trois-Rivières, est, demanderesse, vs EDDY PARADIS, du Cap-de-la-Madeleine, district de Trois-Rivières, est, défendeur, & RODRIGUE BAILLY, de Champlain, district de Trois-Rivières, en sa qualité de Régistrateur pour la division d'enregistrement pour le comté de Champlain, est mise-en-cause, ladite "La Cie de Bois St-Laurent Ltée", demanderesse, ledit Eddy Paradis, défendeur.

"Une certaine étendue de terrain située dans la paroisse du Cap de la Madeleine, de figure irrégulière et comprise dans les bornes suivantes: en front, vers le sud-est, le chemin public, en profondeur, vers le nord-ouest, le ruisseau de la Mine, d'un côté, vers le nord-est, le lot numéro cinq cent quatre-vingt-deux (No. 582) appartenant à M. Gagné et de l'autre côté, vers le sud-ouest, la route qui conduit dudit chemin au ruisseau de la Mine, avec bâtisse dessus construite, circonstances et dépendances.

A distraire cependant les parties vendues par Eddy Paradis.

Cette étendue de terrain est maintenant connue et désignée comme étant:

a) Une partie non subdivisée du lot numéro cinq cent soixante-dix-neuf (Ptie No. 579) des plan et livre de renvoi officiels du cadastre du Cap de la Madeleine;

b) Les lots numéros un, deux, trois, quatre, cinq, six, huit, neuf, onze, douze, treize, quatorze, quinze, seize, dix-sept, dix-huit, dix-neuf, vingt, vingt-deux, vingt-cinq et vingt-huit de la subdivision officielle dudit lot numéro cinq cent soixante-dix-neuf (Nos. 579-1, 2, 3, 4, 5, 6, 8, 9, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 22, 25 et 28) dudit cadastre officiel du Cap de la Madeleine."

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse Ste-Marie Madeleine du Cap-de-la-Madeleine, MERCREDI, le HUITIÈME jour du mois de JUILLET, mil neuf cent cinquante-neuf, à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, L. P. MERCIER.
Trois-Rivières, le 30 mai 1959. 50740-23-2-o

pal place of business in the town of Laval West, district of Terrebonne, plaintiff vs LUCIEN PARENT, of the city of Outremont, district of Montreal, defendant.

NOTICE OF SALE

An emplacement situated in the city of St. Eustache, known and designated as and composed of;

1. Lot No. 7 of the subdivision of original lot No. 145 (145-7) on the official plan and book of reference of the village of St. Eustache;

2. Lot No. 2 of the subsivision of original lot No. 180 (180-2) on the said official plan and book of reference.

With building thereon erected bearing civic No. 150 St-Viateur Street."

To be sold at the church door of St. Eustache, WEDNESDAY, the TWENTY-NINTH day of JULY, 1959 at THREE o'clock in the afternoon. (July 29, 1959, 3 o'clock p.m.).

Condition of Sale: Cash.

GEO. AUCLAIR,
Sheriff's Office, Sheriff.
St. Jérôme, June 19, 1959. 50881-26-2

TROIS-RIVIÈRES

Canada — Province of Quebec
District of Trois-Rivières

Superior Court, No. 18891. { LA CIE DE BOIS ST-LAURENT LTÉE, corporation legally constituted

having its head office at Cap-de-la-Madeleine, district of Trois-Rivières, is plaintiff vs EDDY PARADIS, of Cap-de-la-Madeleine, district of Trois-Rivières, defendant, & RODRIGUE BAILLY, of Champlain, district of Trois-Rivières, in his capacity of Registrar for the registry division of the county of Champlain, mis-en-cause, the said La Cie de Bois St-Laurent Ltée, plaintiff, the said Eddy Paradis, defendant.

"A certain area of land situated in the parish of Cap-de-la-Madeleine, of irregular shape and included within the following boundaries: in front, southeasterly, the public highway, in depth, northwesterly, the Mine Brook, on one side, northeasterly, lot number five hundred and eighty-two (No. 582) belonging to M. Gagné and on the other side, southwesterly, the road leading from the said road to the Mine Brook, with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be excluded however, those parts sold by Eddy Paradis.

This area of land is now inown and designated as being:

a) A non-subdivided part of lot number five hundred and seventy-nine (P. No. 579) of the official plan and book of reference of the cadaster of Cap de la Madeleine;

b) Lot numbers one, two, three, four, five, six, eight, nine, eleven, twelve, thirteen, fourteen, fifteen, sixteen, seventeen, eighteen, nineteen, twenty, twenty-two, twenty-five and twenty-eight of the official subdivision of said lot number five hundred and seventy-nine (Nos. 579-1, 2, 3, 4, 5, 6, 8, 9, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 22, 25 and 28) of the said official cadaster of Cap de la Madeleine."

To be sold at the door of the Church of the parish of St. Marie Madeleine du Cap-de-la-Madeleine, WEDNESDAY, the EIGHTH day of the month of JULY, one thousand nine hundred and fifty-nine, at TEN o'clock in the forenoon.

L. P. MERCIER,
Sheriff's Office, Sheriff.
Trois-Rivières, May 30, 1959. 50740-23-2

Index de la Gazette officielle de Québec, N° 26

ARRÊTÉS EN CONSEIL:

614-A — Employés de Garage, Ile de Montréal 2691
614-B — Construction, région de Joliette 2691
614-C — Construction, région de Montréal 2695

AVIS AUX INTÉRESSÉS: 2645

AVIS DIVERS:

Agence de Voyages Dufour, Inc.— Dufour Travel Agency, Inc. (Directeurs) 2702
Autobus Lévis-Québec Inc. (Nom changé) 2702
Bibis Yukon Mines Limited (Vente d'actions) 2701
Fashion Glove Incorporated (Directeurs) 2702
L'Association des Entrepreneurs du District de Hull et de l'Ouest du Québec (Nom changé) 2703
Morgan & Co. Ltd (Directeurs) 2701
Mountain Realties Limited (Dist. de l'actif) 2703
Quebec Cobalt and Exploration Limited (Directeurs) 2703
Régie de l'Électricité et du Gaz (Gaz et Sécurité publique) 2704
St-Henri-de-Taillon, paroisse (Tirage d'obligations) 2703

CHARTES — ABANDON DE:

Albert Robert Limitée 2704
Peel Building Corporation 2704
Solid Glove Limited 2704
Suburban Enterprises Inc. 2705
The Sherbrooke Apartments Limited 2704

COMPAGNIE AUTORISÉE À FAIRE DES AFFAIRES:

C. W. Fuelling, Inc. 2705

DÉPARTEMENTS — AVIS DES:

AFFAIRES MUNICIPALES:

• Pointe-Gatineau (Érection) 2705

INSTRUCTION PUBLIQUE:

Municipalité scolaire de:

Berthier, ville 2708
Lac-Bouchette, cath. 2708
Lac-Labelle 2708
Nominingue 2707
Notre-Dame-du-Nord 2707
Pascalis 2707
Perron 2707
Ste-Thérèse, cath. 2708
St-Jean-L'Évangéliste 2708

TRAVAIL:

Industrie ou métiers de

Barbier, coiffeur et coiffeuse, district de Saint-François (Modification) 2695

Index of the Quebec Official Gazette, No. 26

ORDERS IN COUNCIL:

614-A — Garage employees, Island of Montreal 2691
614-B — Construction, region of Joliette 2691
614-C — Construction, region of Montreal 2695

NOTICE TO INTERESTED PARTIES: 2645

MISCELLANEOUS NOTICES:

Dufour Travel Agency, Inc.— Agences de Voyages Dufour, Inc. (Directors) 2702
Autobus Lévis-Québec Inc. (Name changed) 2702
Bibis Yukon Mines Limited (Sale of shares) 2701
Fashion Glove Incorporated (Directors) 2702
L'Association des Entrepreneurs du District de Hull et de l'Ouest du Québec (Name changed) 2703
Morgan & Co. Ltd (Directors) 2701
Mountain Realties Limited (Dist. of assets) 2703
Quebec Cobalt and Exploration Limited (Directors) 2703
Electricity and Gas Board (Gas and Public Safety) 2704
St-Henri-de-Taillon, parish (Drawing of bonds) 2703

CHARTERS — SURRENDER OF:

Albert Robert Limitée 2704
Peel Building Corporation 2704
Solid Glove Limited 2704
Suburban Enterprises Inc. 2705
The Sherbrooke Apartments Limited 2704

COMPANY LICENSED TO DO BUSINESS:

C. W. Fuelling, Inc. 2705

DEPARTMENTAL NOTICES:

MUNICIPAL AFFAIRS:

Pointe-Gatineau (Erection) 2705

EDUCATION:

School Municipality of:

Berthier, town 2708
Lac-Bouchette, cath. 2708
Lac-Labelle 2708
Nominingue 2707
Notre-Dame-du-Nord 2707
Pascalis 2707
Perron 2707
Ste-Thérèse, cath. 2708
St-Jean-L'Évangéliste 2708

LABOUR:

Industry or Trades of:

Barber and hairdresser, district of St. Francis (Amendment) 2695

Commerce, région du Lac St-Jean (Prélèvement) 2699
Meuble de Québec (Prélèvement) 2696
Peinture (Prélèvement) 2698

LETTRES PATENTES:

A B C Builders Supply' Ltd. 2646
Algol Realty Limited 2647
Ambulance Métropole Ltée 2647
Argenteuil Plumbing & Heating Company Limited 2647
Atlantic Felt Inc. 2648
Avlon Construction Co. Inc. 2648
Bareli Realty Company 2648
Bastogne Investment Corp. 2649
Beloff Brothers Flooring & Tile Limited 2649
Better Building Construction Ltd. 2649
Better Living Apartments Inc. 2650
Bijouterie John Nagy Ltée 2650
Biron & Poirier Inc 2650
Blondin Automobiles Limitée 2651
Breuvage G. et M. Limitée — G. and M. Soft Drinks Limited 2651
Castle Investment Corporation 2651
Centre de Loisirs de Ste-Agathe des Monts Inc. 2652
Champlain Propane Gas Corporation — La Corporation de Gaz Propane Champlain 2652
Charles Alarie Ltée 2652
Conrad Heating Company 2653
D.C.L. Construction Ltée 2653
Denelco Investment Corp. 2653
Dorchester Woollens Ltd. 2654
Elliott Investments Inc. 2654
Esco Realties Inc. 2654
Franklin Woodwork Inc. 2655
Gagnon Frères "Exécutif" Ltée 2655
Garage International Sept Iles Inc. 2655
Gepner Realties Inc. 2656
Ger-Vin Construction Inc. 2656
Gibraltar Excavation & Construction Co. Ltd. 2656
Glenguard Investment Corp. 2657
Golfe Oxygène Ltée — (Gulf Oxygène Ltd.) 2657
Grandview Realties Ltd. 2657
Grynspan Caplan Construction Co. Ltd. 2658
Hôtel Cartier Inc. 2658
Hôpital du Sacré-Cœur de Hull 2709
Industrial Business Forms Ltd. 2658
Irving Sales Corp. 2659
Jalore Limitée 2659
J. R. Séguin Limitée 2659
Kent Street Development Corp. 2660
L'Abord-à-Plouffe Community Association 2660
Lafond & Bergeron Cie Ltée 2660
Lampron & Fils Ltée 2661
La Salle Gardens Inc. 2661
L'Association des Propriétaires du Nord de Montréal — North End of Montreal Home Owners Association 2661
Le Club de Golfe de Berthier Inc. — The Berthier Golf and Country Club Inc. 2662
Le Meuble de Distinction Inc. 2662
Léopold Émard Ltée 2663
Les Bétons Préparés Universels Ltée 2663
Les Entreprises de Beauce Inc. 2663
Les Habitations St-Sulpice Inc. 2664
Les Immeubles Lebon Limitée 2664
Les Immeubles Monpré Limitée 2664
Les Loisirs du Coeur Immaculée de Marie Ste-Thérèse Inc. 2665
Les Placements Nemo Inc. 2665
Les Transports ABC. Limitée 2665

Commerce, région du Lac St-Jean (Levy) 2699
Furniture of Quebec (Levy) 2696
Paint (Levy) 2698

LETTERS PATENT:

A B C Builders Supply' Ltd. 2646
Algol Realty Limited 2647
Ambulance Métropole Ltée 2647
Argenteuil Plumbing & Heating Company Limited 2647
Atlantic Felt Inc. 2648
Avlon Construction Co. Inc. 2648
Bareli Realty Company 2648
Bastogne Investment Corp. 2649
Beloff Brothers Flooring & Tile Limited 2649
Better Building Construction Ltd. 2649
Better Living Apartments Inc. 2650
Bijouterie John Nagy Ltée 2650
Biron & Poirier Inc 2650
Blondin Automobiles Limitée 2651
G. and M. Soft Drinks Limited — Breuvage G. et M. Limitée 2651
Castle Investment Corporation 2651
Centre de Loisirs de Ste-Agathe des Monts Inc. 2652
Champlain Propane Gas Corporation — La Corporation de Gaz Propane Champlain 2652
Charles Alarie Ltée 2652
Conrad Heating Company 2653
D.C.L. Construction Ltée 2653
Denelco Investment Corp. 2653
Dorchester Woollens Ltd. 2654
Elliott Investments Inc. 2654
Esco Realties Inc. 2654
Franklin Woodwork Inc. 2655
Gagnon Frères "Exécutif" Ltée 2655
Garage International Sept Iles Inc. 2655
Gepner Realties Inc. 2656
Ger-Vin Construction Inc. 2656
Gibraltar Excavation & Construction Co. Ltd. 2656
Glenguard Investment Corp. 2657
Golfe Oxygène Ltée — (Gulf Oxygène Ltd.) 2657
Grandview Realties Ltd. 2657
Grynspan Caplan Construction Co. Ltd. 2658
Hôtel Cartier Inc. 2658
Hôpital du Sacré-Cœur de Hull 2709
Industrial Business Forms Ltd. 2658
Irving Sales Corp. 2659
Jalore Limitée 2659
J. R. Séguin Limitée 2659
Kent Street Development Corp. 2660
L'Abord-à-Plouffe Community Association 2660
Lafond & Bergeron Cie Ltée 2660
Lampron & Fils Ltée 2661
La Salle Gardens Inc. 2661
North End of Montreal Home Owners Association — L'Association des Propriétaires du Nord de Montréal 2661
The Berthier Golf and Country Club Inc — Le Club de Golfe de Berthier Inc. 2662
Le Meuble de Distinction Inc. 2662
Léopold Émard Ltée 2663
Les Bétons Préparés Universels Ltée 2663
Les Entreprises de Beauce Inc. 2663
Les Habitations St-Sulpice Inc. 2664
Les Immeubles Lebon Limitée 2664
Les Immeubles Monpré Limitée 2664
Les Loisirs du Coeur Immaculée de Marie Ste-Thérèse Inc. 2665
Les Placements Nemo Inc. 2665
Les Transports ABC. Limitée 2665

Lionel Arsenault Inc. 2666
Marjan Investment Corp. 2666
Marlene Mines Ltd 2666
Marshall Bros. Inc. 2667
Metro Chesterfield Ltd. 2667
Mikron Realties Corp. 2667
Milton Kanter Ltd. 2668
Modan Taxi Ltd. 2668
Moon Valley Lumber Ltd. 2668
Mominingue Transport Ltée 2669
Norbloc Ltée 2669
Norman Specialties Inc. 2669
N.R.W. Enterprises Ltd. 2670
Omega Motors Ltd. 2670
Omer Borret & Cie Ltée 2670
Paris Star Inc. 2671
Perrée & Caron (Meubles) Ltée — Perrée & Caron (Furniture) Ltd. 2671
Pindor Investment Corporation 2672
Plomberie André Côté Ltée 2672
President Development Corp. 2672
Quebec Epilepsy League, Inc. 2673
Raymond Hardware Inc. 2673
Ray's Service Station Ltd 2673
Rideau Metals & Equipment Ltd. 2674
Rima Ltd. 2674
Rioux & Frères Inc. 2674
R. Laflamme & Frère Inc. 2675
Robert Frenette Inc. 2675
Rosemount Welding Contractors Ltd. . 2675
R. Trottier Ltée 2676
Sandra Land Development Corp. 2676
Seven Pillars Investment Corp. 2676
Stafford Development Ltd. 2677
St. Clair Products & Equipment Ltd. . 2677
Suburban Land Sale Corp. 2677
Tafler Insurance Agency Inc. 2678
The Family Welfare Association of Montreal 2678
Tyrone Mines Limited 2679
Warren-Gold Co. Ltd. 2679
Weldon International Corporation 2680
Western Tire & Auto Supply (Quebec) Limited 2680
Yvon Dupuis Musique Ltée 2680
Yvon Giguère Inc. 2681
Zurich Investment Corp. 2681

Lionel Arsenault Inc. 2666
Marjan Investment Corp. 2666
Marlene Mines Ltd 2666
Marshall Bros. Inc. 2667
Metro Chesterfield Ltd. 2667
Mikron Realties Corp. 2667
Milton Kanter Ltd. 2268
Modan Taxi Ltd. 2668
Moon Valley Lumber Ltd. 2668
Mominingue Transport Ltée 2669
Norbloc Ltée 2669
Norman Specialties Inc. 2669
N.R.W. Enterprises Ltd. 2670
Omega Motors Ltd. 2670
Omer Borret & Cie Ltée 2670
Paris Star Inc. 2671
Perrée & Caron (Furniture) Ltd. — Perrée & Caron (Meubles) Ltée 2671
Pindor Investment Corporation 2672
Plomberie André Côté Ltée 2672
President Development Corp. 2672
Quebec Epilepsy League, Inc. 2673
Raymond Hardware Inc. 2673
Ray's Service Station Ltd 2673
Rideau Metals & Equipment Ltd. 2674
Rima Ltd. 2674
Rioux & Frères Inc. 2674
R. Laflamme & Frère Inc. 2675
Robert Frenette Inc. 2675
Rosemount Welding Contractors Ltd. . 2675
R. Trottier Ltée 2676
Sandra Land Development Corp. 2676
Seven Pillars Investment Corp. 2676
Stafford Development Ltd. 2677
St. Clair Products & Equipment Ltd. . 2677
Suburban Land Sale Corp. 2677
Tafler Insurance Agency Inc. 2678
The Family Welfare Association of Montreal 2678
Tyrone Mines Limited 2679
Warren-Gold Co. Ltd. 2679
Weldon International Corporation 2680
Western Tire & Auto Supply (Quebec) Limited 2680
Yvon Dupuis Musique Ltée 2680
Yvon Giguère Inc. 2681
Zurich Investment Corp. 2681

LETTRES PATENTES SUPPLÉMENTAIRES:

Alouette Canadian Soccer Club Inc. 2681
Association Sportive d'Iberville, Inc. .. 2682
Bijouterie Pierre Jewellery Company .. 2682
Cable T.V. Ltd. 2682
Canado Clima Inc. 2682
Carbec Mines Limited 2683
Carrière Gouin Limitée — Gouin Quarry Limited 2683
Cog Co. 2683
Continental Store (Campbellton) Ltd. — Magasin Continental (Campbellton) Ltée 2683
Consolidated Plywood Corporation 2684
Eiram Limitée 2684
Fairlane Development Inc. 2684
Gauthier Meubles Ltée 2684
Gillroy Construction Limited 2685
Inter-Cité Transport Limitée — Inter-City Transport Limited 2685
Lachine Super Market Inc 2685
Laird Realty Corp. 2685
L.D. & H. Schreiber Ltd. 2686
LeChasseur Inc. 2686
Lefebvre Automobiles Ltée 2686
Les Entreprises de l'Est Ltée — Eastern Enterprises Ltd. 2686
Les Frères Brisson Inc. 2687
L'Hoir Inc. 2687

SUPPLEMENTARY LETTERS PATENT:

Alouette Canadian Soccer Club Inc. 2681
Association Sportive d'Iberville, Inc. .. 2682
Bijouterie Pierre Jewellery Company .. 2682
Cable T.V. Ltd. 2682
Canado Clima Inc. 2682
Carbec Mines Limited 2683
Gouin Quarry Limited — Carrière Gouin Limitée 2683
Cog Co. 2683
Continental Store (Campbellton) Ltd. — Magasin Continental (Campbellton) Ltée 2683
Consolidated Plywood Corporation 2684
Eiram Limitée 2684
Fairlane Development Inc. 2684
Gauthier Meubles Ltée 2684
Gillroy Construction Limited 2685
Inter-City Transport Limited — Inter-Cité Transport Limitée 2685
Lachine Super Market Inc 2685
Laird Realty Corp. 2685
L.D. & H. Schreiber Ltd. 2686
LeChasseur Inc. 2686
Lefebvre Automobiles Ltée 2686
Eastern Enterprises Ltd. — Les Entreprises de l'Est Ltée 2686
Les Frères Brisson Inc. 2687
L'Hoir Inc. 2687

Lirsh Enterprises Inc. 2687
Montroy Investment Company, Limited 2687
Morisset Automobiles Inc. 2687
Obie's Meat Inc. 2688
Paul Guimond Limited 2688
Placements St-Régis Inc. — St-Regis Investments Inc. 2688
Portage Island (Chibougamau) Mines Limited 2688
Quebec Smelting & Refining Limited.. 2689
Segal Limited 2689
Sicard Inc. 2689
The Dominino News Bureau Limited.. 2689
Triumph Industrial and Marine Equipment Ltd. 2690
Universal Enterprises Limited 2690
Variety Investors Incorporated 2690
Volkswagen Sales & Service Ltd. 2690

Lirsh Enterprises Inc. 2687
Montroy Investment Company, Limited 2687
Morisset Automobiles Inc. 2687
Obie's Meat Inc. 2688
Paul Guimond Limited 2688
St-Regis Investments Inc. — Placements St-Régis Inc. 2688
Portage Island (Chibougamau) Mines Limited 2688
Quebec Smelting & Refining Limited.. 2689
Segal Limited 2689
Sicard Inc. 2689
The Dominino News Bureau Limited.. 2689
Triumph Industrial and Marine Equipment Ltd. 2690
Universal Enterprises Limited 2690
Variety Investors Incorporated 2690
Volkswagen Sales & Service Ltd. 2690

LIQUIDATION, AVIS DE:

La Caisse Populaire de Ste-Claire de Colombourg 2709
La Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le feu de la paroisse St-Hubert. 2709
La Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le feu de la paroisse St-Hubert. 2709

WINDING UP NOTICES:

La Caisse Populaire de Ste-Claire de Colombourg 2709
La Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le feu de la paroisse St-Hubert. 2709
La Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le feu de la paroisse St-Hubert. 2709

PROCLAMATION:

Concernant l'application à une partie des cantons de Christie de Duchesnay, de Taschereau et à une partie de la municipalité de St-Maxime-du-Mont-Louis des dispositions de la loi relative aux titres de propriété dans la Gaspésie 2710

PROCLAMATION:

Concerning the application to a part of townships of Christie of Duchesnay, of Taschereau and to a part of the municipality of St-Maxime-du-Mont-Louis of the provisions of the Act relative to the title-deeds in the Gaspesia area 2710

SIÈGES SOCIAUX:

Argenteuil Plumbing & Heating Company Limited 2712
Canadian Hoechst 2713
Damas Investment Corp. 2713
Denvin Inc. 2714
Hudson Water Works Ltd. 2714
Jaloré Limitée 2713
Les Immeubles des Monts Inc. 2713
Marcel Gauthier Société Incorporée.... 2715
Metcalfe Construction Co. Ltd. 2714
Norvic Realties Ltd 2715
Sardus Investments Ltd. 2714

HEAD OFFICES:

Argenteuil Plumbing & Heating Company Limited 2712
Canadian Hoechst 2713
Damas Investment Corp. 2713
Denvin Inc. 2714
Hudson Water Works Ltd. 2714
Jaloré Limitée 2713
Les Immeubles des Monts Inc. 2713
Marcel Gauthier Société Incorporée.... 2715
Metcalfe Construction Co. Ltd. 2714
Norvic Realties Ltd 2715
Sardus Investments Ltd. 2714

VENTES PAR SHÉRIFS:

ABITIBI:

Bouffard vs Bisson 2715
Derasp vs Claverny Gold Mines Limited 2715

SHERIFFS' SALES:

ABITIBI:

Bouffard vs Bisson 2715
Derasp vs Claverny Gold Mines Limited 2715

ARTHABASKA:

Chicoine vs Lauzière 2716
Dubé vs Gagné 2716

ARTHABASKA:

Chicoine vs Lauzière 2716
Dubé vs Gagné 2716

CHICOUTIMI:

Dubé *et al* vs Morel *et al* 2717

CHICOUTIMI:

Dubé *et al* vs Morel *et al* 2717

GASPÉ:

Goupil vs Blais 2718
Lavery *et al* vs Bertrand 2718

GASPÉ:

Goupil vs Blais 2718
Lavery *et al* vs Bertrand 2718

JOLIETTE:

Vachon vs Ferland *et vir* 2718

JOLIETTE:

Vachon vs Ferland *et vir* 2718

KAMOURASKA:

Côté & Godbout Inc. vs Michaud..... 2719
Fraser vs Lebel..... 2719
Moreau vs Blanchette..... 2720

MÉGANTIC:

J. E. Ferland Ltée vs Chabot..... 2720

MONTMAGNY:

Maurice Rousseau & Cie Ltée vs Harbour..... 2720
Thibault vs Bélanger..... 2721

QUÉBEC:

Boivin vs Lirette..... 2721
Frenette vs Bédard..... 2721
Laquerre vs Corriveau..... 2722

RICHELIEU:

Léo Perreault Ltée vs Léger..... 2723

RIMOUSKI:

L'Office du Crédit Agricole du Québec vs Pelletier..... 2724
Stop Fire Ltd vs Proulx..... 2723

ROBERVAL:

Gilbert vs Larouche..... 2724
Raymond Bouchard & Frères Enrg. vs Lavoie..... 2724

SAINT-FRANÇOIS:

Hôtel-Dieu de Sherbrooke vs Dodier.. 2725

TERREBONNE:

Beaudoin vs Quincou..... 2725
Pagé & Frère Ltée vs Parent..... 2725

TROIS-RIVIÈRES:

Cie de Bois St-Laurent Ltée vs Paradis. 2726

KAMOURASKA:

Côté & Godbout Inc. vs Michaud..... 2719
Fraser vs Lebel..... 2719
Moreau vs Blanchette..... 2720

MEGANTIC:

J. E. Ferland Ltée vs Chabot..... 2720

MONTMAGNY:

Maurice Rousseau & Cie Ltée vs Harbour..... 2720
Thibault vs Bélanger..... 2721

QUEBEC:

Boivin vs Lirette..... 2721
Frenette vs Bédard..... 2721
Laquerre vs Corriveau..... 2722

RICHELIEU:

Léo Perreault Ltd vs Léger 2723

RIMOUSKI:

Quebec Farm Credit Bureau vs Pelletier..... 2724
Stop Fire Ltd vs Proulx..... 2723

ROBERVAL:

Gilbert vs Larouche..... 2724
Raymond Bouchard & Frères Enrg. vs Lavoie..... 2724

ST. FRANCIS:

Hôtel-Dieu de Sherbrooke vs Dodier... 2725

TERREBONNE:

Beaudoin vs Quincou..... 2725
Pagé & Frère Ltée vs Parent..... 2725

TROIS-RIVIÈRES:

Cie de Bois St-Laurent Ltée vs Paradis. 2726

QUÉBEC: — Imprimé par RÉDEMPTI PARADIS, imprimeur de la Reine.

QUEBEC: — Printed by RÉDEMPTI PARADIS, Queen's Printer.